



M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
M. Oscar Sénécal,
45, St-Gabriel,
Montréal.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 JUIN 1930

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7TH JUNE, 1930

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

2331—18-9

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

2332—18-9

Lettres patentes

"Association des Hommes d'affaires du Nord "Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mai 1930, constituant en corporation: George Robert, financier, Joseph Grégoire Bélanger, optométriste-opticien, Omer Barrière, marchand de chaussures, Alcide Chausse, architecte, Emile Arthur Gladu, marchand de meubles, Eugène Poirier, notaire, et Mlle Jeanne Fiset, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, jouir, occuper des terrains, parcs, meubles, immeubles, pour y tenir, organiser, maintenir, opérer des expositions (industrielles, commerciales, agricoles, artistiques et autres), des représentations cinématographiques, théâtrales, des amusements et spectacles divers et variés, et tout cela en aucun endroit de la province de Québec ou dans chacune de ses villes; admettre le public à ces expositions, représentations, concerts, spectacles, sur paiement d'un prix d'entrée à être fixé, les permis requis pour ces fins étant obtenus et les dispositions de la loi en ces matières respectées;

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, outiller, maintenir, opérer, organiser, échanger, vendre ou autrement disposer d'hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, salles de danse, salles d'amusements et de spectacles et pour considération donner des représentations cinématographiques, théâtrales, concerts, après obtention des permis et licences requis;

Acheter ou autrement acquérir, louer, exploi-

Letters patent

"Association des Hommes d'affaires du Nord "Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May 1930, incorporating George Robert, financier, Joseph Grégoire Belanger, optometrist-optician, Omer Barrière, boot and shoe dealer, Alcide Chausse, architect, Emile Arthur Gladu, furniture dealer, Eugène Poirier, notary, and Miss Jeanne Fiset, stenographer, spinster in the full exercise of her rights, all of the city of Montreal, for the following purposes.

To purchase, lease or otherwise acquire, own, enjoy, occupy lands, parks, movables, immovables, there to hold, organize, maintain, operate exhibitions (industrial, commercial, agricultural, artistic and other) cinematographical, theatrical performances, divers and varied amusements and shows, and all such in any place in the Province of Quebec or in any of its towns; to admit the public to said exhibitions, performances, concerts, shows, upon payment of an entrance fee to be fixed upon, the required permits for such purposes having been obtained and the provisions of the law in such matters having been complied with;

To erect, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, organize, exchange, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés, refreshment rooms, dance halls, amusement and spectacular halls and, for consideration, to give cinematographic, theatrical performances, concerts, after obtaining the required permits and licenses;

To purchase or otherwise acquire, lease,

ter, employer tous brevets, marques de commerce, permis, concessions, privilèges susceptibles ou de nature à servir les fins de la compagnie et à mettre en valeur ses biens, droits, permis et privilèges acquis;

S'associer ou conclure des conventions pour le partage des bénéfices ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou toutes industries ou genre d'affaires pouvant être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et faire des avances de deniers à aucune de ces personnes, firmes ou compagnies, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, ou prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Vendre, céder et aliéner ses franchises, permis et quelques-uns ou la totalité de ses droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle jugera ou qu'elle pourra juger convenable et particulièrement pour les actions, et bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette Compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la Compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents nommés par la Compagnie;

Signer, tirer, endosser des lettres de change, chèques, billets et autres effets négociables, emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et donner telle garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables; hypothéquer et mettre en gage et nantir les propriétés immobilières ou mobilières, présentes ou futures, de la compagnie, garantir le paiement de telles obligations ou autres valeurs; constituer hypothèque, le gage ou le nantissement par acte de fiducie; hypothéquer, mettre en gage, nantir ou autrement affecter d'aucune manière quelconque les biens meubles et immeubles de la compagnie, pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de bons, aussi bien que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Rémunérer par paiement en deniers ou par l'émission d'actions acquittées de la Compagnie ou au moyen d'obligations ou de débetures ou de toute autre manière, toutes personnes, corporations ou compagnies pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou en aidant à placer ou garantir le placement de toutes obligations ou autres de la Compagnie ou pour la formation ou promotion de la Compagnie ou autrement;

Payer, à même les fonds de la Compagnie, la totalité ou aucune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation, l'incorporation et l'organisation de la Compagnie et le prélèvement de son capital-actions, ou passer des contrats avec toutes compagnies pour les payer;

Distribuer entre les actionnaires, en nature, au moyen de dividendes légalement déclarés à même

exploit, use any patents, trade-marks, permits, concessions, privileges capable of being or of such nature as to be of use for the purposes of the, company and to turn to account such property, rights, permits and privileges thus required;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits, or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to advance money to or guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell (with or without warranty) or otherwise deal with the same;

To sell, assign, and alienate its franchises, permits and any one or the whole or the rights, privileges and powers possessed by the company, as well as its undertakings or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed proper, and in particular for the shares, bonds, debentures or other securities of such companies;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to vote all shares so held through such agent or agents as the company may appoint;

To sign, draw, endorse bills of exchange, cheques, notes and other negotiable instruments; to borrow money upon the credit of the company; to issue bonds or other securities of the company and give as security or sell same for the prices and amounts deemed fit; to hypothecate and mortgage or pledge the moveable or immovable property, present or future, of the company, to secure the payment of such bonds or other securities; to constitute the hypothec, mortgage or pledge by trust deed; to hypothecate, mortgage, pledge or otherwise affect in any manner whatever the movable and immovable assets of the company to insure the payment of loans made otherwise than by the issue of bonds, as also the payment or execution of the other debts, contracts and engagements of the company;

To remunerate by cash payments or by the issue of paid-up shares of the company or by means of bonds or debentures or otherwise, any persons, corporations or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any bonds or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or otherwise;

To pay out of the funds of the company the whole or any of the expenses incidental to or incurred in connection with the formation, incorporation and organization of the company, the raising of its capital stock or to enter into contracts with any companies for the payment thereof;

To distribute among the shareholders, in kind, by way of legally declared dividends out of the

les bénéfices nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, aucun des biens ou toute partie de l'actif de la compagnie et en particulier, toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou détenues par elle ou dont la compagnie aura le pouvoir de disposer;

Imprimer, éditer, publier, mettre en circulation, vendre ou faire imprimer, éditer ou publier, mettre en circulation, vendre tous journaux, revues, tracts, imprimés, annonces, littératures traitant de l'un des objets de l'incorporation de cette Compagnie, de ses opérations et tous sujets, questions, matières se rapportant à ses objets pouvant aider directement ou indirectement ou en faciliter ou assurer la réalisation;

Faire le commerce sous toutes ses formes, acheter, vendre, manufacturer, garder en entrepôt, réparer, racheter, revendre et échanger toutes sortes de marchandises, effets, matériaux, outils, machinerie ou toutes autres choses qui sont dans le commerce;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exploiter toutes industries conduisant à la réalisation des fins pour lesquelles la Compagnie est incorporée ou lui paraissant de nature ou susceptibles de l'aider à réaliser ses fins ou chacune d'elles;

Faire toutes et chacune des choses autorisées par les présentes, soit seul ou conjointement avec d'autres comme agents, représentants ou autrement, sous le nom de "Association des Hommes d'Affaires du Nord Incorporé", avec un capital total de deux cent cinquante (250) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et deux mille (2,000) actions ordinaires sans valeur nominale. Les dites actions privilégiées conféreront aux porteurs d'icelle, de préférence aux porteurs des actions ordinaires, le droit à un dividende privilégié cumulatif au taux de sept pour cent (7%) sur le capital dans le temps versé sur icelles, suivant que déterminé par résolution des directeurs régulièrement passée par le bureau des directeurs.

Les dites actions privilégiées auront rang de priorité, et pour les dividendes et pour le remboursement du capital, sur toutes les autres actions de la compagnie, mais elles ne conféreront aucun autre droit additionnel de participer dans les bénéfices de la Compagnie;

Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la Compagnie, sauf lorsque telle assemblée sera convoquée ou tenue dans le but de nommer un séquestre, faire cession pour le bénéfice des créanciers, et dans chacun de ces cas les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de voter *pari passu* avec les porteurs des actions ordinaires de la Compagnie. Quand ils auront ainsi droit de voter, les porteurs des actions privilégiées auront droit à un vote pour chaque action détenue par eux respectivement et il en sera ainsi pour les porteurs des actions ordinaires;

Les déclarations de dividendes sur les actions privilégiées et ordinaires seront à la seule discrétion des directeurs et seront payables seulement suivant que déclarés par eux. Les directeurs, avant de recommander tout dividende, pourront mettre de côté à même les bénéfices de la Compagnie les sommes qu'ils jugeront à propos comme fonds de réserve pour quelque fin que ce soit, à leur absolue discrétion, et pourront effectuer avec les diverses sommes ainsi mises de côté tel place-

net profits of the company or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to or held by the company or which the company may have power to dispose of;

To print, edit, publish, put into circulation, sell or have printed, edited or published, put into circulation, sell any newspapers, reviews, tracts, prints, advertisements, literature in connection with one of the objects of the incorporation of the present company, the operations thereof and any subjects, questions, matters connected with its objects, capable directly or indirectly of aiding or of facilitating or insuring the attainment thereof;

To carry on business under all its forms, purchase, sell, manufacture, store, repair, repurchase resell and exchange any kind of merchandise, goods, materials, tools, machinery or anything which may be in the business;

To perform all acts, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated or which may seem of such kind or capable of aiding the attainment of its purposes or any of same;

To do all or any of the things hereby authorized either alone or jointly with others, as agents, representatives or otherwise, under the name of "Association des Hommes d'Affaires du Nord, Incorporé", with a total capital stock of two hundred and fifty (250) preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and two thousand (2,000) common shares without nominal value: The said preferred shares shall confer on the holders thereof, in preference to the holders of common, shares, the right to a preferred cumulative dividend of seven per cent (7%) on the capital then paid on same, as determined by resolution of the directors regularly passed by the Board of Directors;

The said preferred shares shall rank, both as regards dividend and return of capital, in priority over all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profits of the company;

The holders of the said preferred shares shall not be entitled to vote at any meeting of the shareholders of the Company, except when such meeting shall be called or held for the purpose of appointing a sequestrator, to make an assignment for the benefit of the creditors and in each of such two cases the holders of the said preferred shares shall be entitled to vote *pari passu* with the holders of the common shares of the company. When thus entitled to vote, the holders of preferred shares shall be entitled to one vote per each share held by them respectively and this shall also apply to the holders of common shares;

Declarations of dividend on the preferred and common shares shall be within the sole discretion of the directors and shall be payable only as declared by them. The directors, before recommending any dividend, may put aside, out of the profits of the company, the sums they may deem proper as reserve fund for any purpose whatever, at their absolute discretion, and may, with the divers sums thus set aside, make any investments at their option, deal with and vary

ment de leur choix, négociier et varier ces placements et en disposer en tout ou en partie pour le bénéfice de la Compagnie ou en disposer pour les opérations de la Compagnie sans être obligés pour cela de tenir ce fonds de réserve séparé des autres biens formant l'actif de la Compagnie;

Toutes les actions du capital de la Compagnie pourront être émises, réparties ou autrement attribuées par résolution des directeurs aux termes et conditions jugées par eux recommandables pourvu cependant que les droits, préférences, restrictions et qualifications attachés aux actions privilégiées et ordinaires ou à l'une ou l'autre de ces classes d'actions ne soient pas annulés, modifiés, abrogés ou changés.

Ces droits, préférences, restrictions et qualifications attachés aux actions privilégiées et aux actions ordinaires ou l'une ou l'autre de ces actions ne pourront être annulés, modifiés, abrogés ou changés que par un règlement de la Compagnie approuvé par les deux tiers ($\frac{2}{3}$) du nombre des votes donnés par les porteurs de chaque classe ou des classes d'action ainsi affectées à une assemblée spéciale convoquée pour prendre tel règlement en considération, approuvé ou rejeté.

La totalité ou toute partie des actions privilégiées émises, vendues et payées pourront être rachetées en tout temps au gré du bureau de direction sur avis de trente (30) jours adressé par la poste aux porteurs enregistrés d'icelles, en leur versant l'argent en plus des dividendes alors dus cent cinq dollars (\$105.00) pour chacune des actions privilégiées rachetées. Les dividendes cesseront de courir sur les actions privilégiées rachetées à compter de la date de rachat fixé dans l'avis, et les porteurs des dites actions rachetées n'auront alors contre la Compagnie nul autre droit que celui de recevoir le paiement de leurs actions et les dividendes accrus et courus jusqu'à date non payés. A moins que toutes les actions privilégiées en cours ne soient rachetées, celles qui devront l'être seront tirées au sort de la manière que le bureau de direction en décidera;

La Compagnie commencera avec un capital de douze mille cinq cents dollars (\$12,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cités et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3081 ALEXANDRE DESMEULES.

"Burts of Canada Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mai 1930, constituant en corporation Paul Lacoste, de la cité d'Outremont, et Alexandre Lacoste, de la cité de Westmount, tous deux avocats et conseils en loi du roi, et Ephraïm Lebœuf, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

a. Manufacturer, mélanger, composer, posséder, distiller, clarifier, embouteiller ou autrement préparer pour le marché, et acheter, faire des contrats ou autrement acquérir, utiliser, vendre ou autrement disposer, importer, exporter, négocier et faire le commerce, soit comme principal ou agent, d'aucun et tous sirops, boissons et breuvages de tout caractère et de toute des-

such investments and dispose thereof in whole or in part for the benefit of the company or dispose thereof for the operations of the company without for such reason being bound to keep such reserve fund separate from the other property forming the assets of the company;

All shares of the company's capital-stock may be issued, allotted and otherwise dealt with by resolution of the directors, on such terms and conditions as the directors may deem advisable, provided, however, that the rights, preferences, restrictions and qualifications attaching to the preferred and common shares, or either of them, shall not be cancelled, altered, repealed or changed;

Such rights, preferences, restrictions and qualifications attached to the preferred and common shares, or either of them, may be cancelled, altered, repealed or changed or otherwise dealt with only by a By-law of the company, approved by two third ($\frac{2}{3}$) in number of the votes cast by the holders of each class or classes of shares so affected, at a meeting specially called for the purpose of considering the same, approved or rejected;

The whole or any part of the preferred shares issued, sold and paid may be redeemed at any time at the option of the Board of Directors upon a thirty (30) days' notice addressed by mail to the registered holders thereof, by paying them in cash, plus the dividends then outstanding one hundred and five dollars (\$105.00) for each of the preferred share thus redeemed. Dividends on the redeemed preferred shares shall cease to run from and after the date of redemption fixed upon in the notice, and the holders of the said redeemed shares shall then have no other right against the company save that of receiving payment of their shares and of the accrued and unpaid dividends outstanding to date, unless all the outstanding preferred shares be redeemed, the shares to be redeemed shall be chosen by drawing lots in such manner as may be decided by the Board of Directors;

The company shall begin with a capital of twelve thousand five hundred dollars (\$12,500.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3082 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Burts of Canada Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q.R.S., 1925, bearing date the fifteenth day of May, 1930, incorporating: Paul Lacoste, of the City of Outremont, and Alexandre Lacoste, of the City of Westmount, both advocates and King's Counsels, and Ephraïm Lebœuf, advocate, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

a. To manufacture, mix, compound, process, distil, clarify, bottle or otherwise prepare for marketing and purchase, contract for, or otherwise acquire, use, sell or otherwise dispose of, import, export, deal in and with, either as principal or agent, any and all syrups, drinks and beverages of every character and description, compounds, proprietary articles and preparations of

cription, composés, articles de propriétaires, et préparations de toutes sortes, extraits et produits chimiques, bonbons et confiseries de toutes sortes et aucun et tous autres articles, composés, préparations de toutes sortes et de toute description, y compris tous composés, préparations et formules **présentement** connus ou à être découverts ou inventés dans la suite, et en général faire un commerce de fabrication, achat, vente et négociation de matériaux, produits, sous-produits, articles, composés et préparations de tous genres et de toute description, manufacturer, utiliser, vendre, négocier et faire le commerce d'eau carbonique et gaz carbonique ou autres utilisés, nécessaires ou se rapportant aux eaux et autres liquides destinés à être utilisés comme breuvages ou autrement;

b. Pour les fins de la compagnie;

1. Manufacturer, utiliser, vendre, négocier et faire le commerce de barils, barriques, boîtes, bouteilles et autres récipients; planter, cultiver, produire ou acheter aucun et tous fruits ou produits naturels, requis ou utiles à la fabrication ou production d'aucun des articles ou produits manufacturés ou négociés par la compagnie; arrenter, louer, acheter, posséder ou exploiter des plantations, fermes, vergers et toutes autres sortes de propriétés réelles, tous droits, intérêts, immunités en iceux, bateaux à vapeur, chars et autres moyens de transport et toutes autres propriétés nécessaires, ou convenables aux dites fins, et en rapport avec icelles et propres à les aider, et établir et conduire un commerce mercantile et agricole en général;

2. Faire un commerce d'agents à commission et de vente en général, acheter, détenir, posséder, manufacturer, produire, vendre ou autrement disposer soit comme principal ou agent, et à commission ou autrement, toutes sortes de propriétés personnelles quelconques, sans limite quant au montant, faire et conclure toutes sortes et toutes espèces de contrats, conventions et obligations ou avec toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour l'achat, l'acquisition, la fabrication, la vente et la disposition ou la mise en valeur d'aucun et tous articles et propriétés personnelles de toutes sortes et de toute nature quelconque, et généralement avec pleins pouvoirs et autorités de réaliser aucun et tous actes s'y rapportant ou qui en découlent ou qui y sont connexes et tous actes propres ou nécessaires, convenables aux fins de tel commerce;

3. Acheter ou autrement acquérir, détenir, contrôler, améliorer, travailler la terre, cultiver, irriguer, louer, vendre ou autrement disposer, négocier et faire le commerce et faire valoir des limites à bois, fermes, terrains à pâturage, terrains miniers et autres et intérêts et immunités en iceux et y appartenant, et les produits d'iceux, et construire, dessiner, bâtir, acquérir, maintenir et exploiter des industries et travaux pour le développement de tels terrains et pour la manutention et préparation, et rendre commercialement valables les produits divers d'iceux; acheter ou autrement acquérir toutes autres propriétés réelles, locations ou tout autre intérêt en iceux, et les détenir, améliorer, vendre, disposer et les négocier; disposer, tracer des plans ou subdiviser aucune partie des dits terrains en portions de terrains de dimensions convenables avec des chemins, rues, ruelles ou allées pour les desservir, et les développer, travailler, cultiver, améliorer, et orner et en disposer en aucune manière et à tels termes que cette compagnie jugera convenables, et dessiner, ériger, construire, modifier, maintenir et améliorer des maisons, construc-

all kinds, extracts and chemicals, candies and confections of all kinds and any and all other articles, compounds, preparations of every kind and description, including all compounds, preparations and formulae now known or to be hereafter discovered or invented, and in general to do a business of manufacturing, buying, selling and dealing in materials, products, by-products, articles, compounds and preparations of every character and description; to manufacture, use, sell, deal in and deal with carbonated waters and carbonic or other gases used or useful in or in connection with waters and other liquids designed for use as beverages or otherwise;

b. For the purposes of the Company:

1. To manufacture, use, sell, deal in and deal with barrels, kegs, boxes, bottles and other containers; to plant, cultivate, produce or purchase any and all natural fruits or products required for or useful in the manufacture or production of any of the articles or products manufactured or dealt in by the Company; to hire, lease, purchase, own or operate plantations, farms, fruit lands and all other kinds of real property, and all rights, interests and easements therein, steamships, cars and other means of conveyance, and all other property necessary or convenient for said purposes, and in connection therewith and in aid thereof, to establish and conduct a general mercantile and planting business;

2. To do a general commission and selling agent's business, to buy, hold, own, manufacture, produce, sell or otherwise dispose of, either as principal or agent, and upon commission or otherwise, all kinds of personal property whatsoever, without limit as to amount, to make and enter into all manner and kinds of contracts, agreements and obligations by or with any person or persons, corporations or corporation, for the purchasing, acquiring, manufacturing, selling or disposing of or turning to account any and all articles and personal property of any kind or nature whatsoever, and generally with full power and authority to perform any and all acts connected therewith or arising therefrom, or incidental thereto, and all acts proper or necessary or advisable for the purposes of such business;

3. To purchase or otherwise acquire, hold, control, improve, farm, cultivate, irrigate, lease, sell or otherwise dispose of, deal in and deal with and turn to account timber, farming, grazing, mineral and other lands and interests and easements therein and appurtenant thereto, and the products thereof, and to build, design, construct, acquire, maintain and operate plants and works for the development of such lands, and for the handling and preparing of and rendering commercially available the various products thereof; to purchase or otherwise acquire all other real property, leaseholds, or any other interest therein, and to hold, improve, sell, dispose of and deal in the same; to lay out, plot or subdivide any part of said land into parcels of lands of convenient size with intervening roads, streets, lanes or alleys; and to develop, work, cultivate, improve and adorn the same, and to dispose thereof in any manner and upon such terms as this Company may think proper, to design, erect, construct, alter, maintain and improve houses, buildings, sewers, drains or works of any sort or description on any lands of this Company, or upon any other

tions, égouts, drains ou travaux de toutes sortes et descriptions sur tous terrains de cette compagnie ou sur tous autres terrains et rebâtir, modifier et améliorer les maisons, édifices, ou travaux existant déjà sur iceux; convertir tous terrains et construire des chemins, rues, ou tous autres endroites publics et généralement négocier et améliorer toutes propriétés de cette compagnie; vendre, louer, détenir ou autrement disposer d'aucun ou tous immeubles, terrains, maisons, édifices, et autres propriétés de cette compagnie, acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, négocier et faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes espèces de propriétés personnelles que cette compagnie jugera nécessaires ou convenables aux fins d'aucun de ses commerces; et vendre, échanger, louer, disposer, faire valoir ou autrement négocier ou faire des contrats se rapportant à toute ou aucune partie des propriétés et entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelles pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures, actions-débentures ou valeurs de toute société, association, compagnie ou corporation; acquérir, posséder, négocier ou faire le commerce, vendre ou disposer tous matériaux et articles de tous genres et de toute description, utilisés ou utiles à aucune et toutes les fins et objets énoncés dans les présentes;

c. Avec l'approbation des actionnaires, acheter, acquérir, détenir, vendre et disposer des actions du capital-actions, bons, obligations ou autres valeurs ou titres de créance de toute corporation, domestique ou étrangère, et émettre en échange d'iceux ses actions, bons ou autres obligations, et, durant la possession d'iceux, posséder et exploiter tous droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter sur iceux;

d. Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans tels placements, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

e. Coopérer, aider, souscrire ou subventionner tous procédés ou entreprises qui semblent susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

f. Lorsque la chose est requise pour les fins de la compagnie, ou semble susceptible d'augmenter directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, acquérir, acheter, prendre à bail, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, maintenir, exploiter, gérer, exécuter et contrôler, mais seulement sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie ou sur lesquels la compagnie peut avoir un droit ou un permis à cet effet, tels chemins, routes, ponts, embranchements, voies en saillie, voies d'évitement, voies ferrées, matériel roulant, câbles, fils métalliques, moteurs, locomotives, industries électriques et toutes telles autres structures, travaux, dépendances et accessoires qui peuvent être requis dans le but de maintenir une communication par télégraphe ou téléphone, ou servant à effectuer le transport de marchandises et passagers et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à l'acquisition, l'achat, la location, arrentement, construction, amélioration, possession, usage, maintien, opérations, gestion, exercice ou contrôle d'iceux;

g. S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la compagnie;

h. Distribuer ou diviser les biens de la compagnie en espèces, entre les actionnaires, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les

lands, and to rebuild, alter and improve existing houses, buildings or works thereon; to convert any lands into and to build roads, streets or other public place, and generally deal with and improve all property of this Company; to sell, lease, hold, or otherwise dispose of any or all of such real estate, lands, houses, buildings and other property of this Company; to purchase, lease or otherwise acquire, hold, deal in and deal with, sell or otherwise dispose of all kinds of personal property which this Company may deem necessary or convenient for the purpose of any of its business, and to sell, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with or contract with reference to all or any part of the property or undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures, debenture stock or securities of any partnership, association, company or corporation; to acquire, own, deal in or deal with, sell or dispose of all materials and articles of any kind and description used or useful in connection with any or all of the purposes and objects therein expressed;

c. With the approval of the shareholders, to purchase, acquire, hold, sell, and dispose of the shares of the capital stock, bonds, obligations or other securities or evidences of indebtedness of any corporation, domestic or foreign, and to issue in exchange therefor, its stock, bonds or other obligations and, while owner thereof, to possess and exercise all rights, powers and privileges or ownership, including the right to vote thereon;

d. To invest the moneys of the Company not immediately required in such investments as may from time to time be determined;

e. To co-operate in, aid in, subscribe towards or subsidize any proceedings or undertaking which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company;

f. Where such course is required for the purposes of the Company or may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests, to acquire, purchase, take on lease, hire, construct, improve, own, use, maintain, operate, manage, carry out and control, but only upon lands owned or controlled by the Company, or over which the Company may have a right or license to that effect, such roads, ways, bridges, branches, spurs, sidings, tracks, rolling stock, cables, wires, motors, locomotives, electrical plants and all such other structures, works, conveniences and appliances as may be required for the purpose of maintaining communication by telegraph or telephone or of effecting the transport of goods or passengers and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the acquisition, purchase, leasing, hiring, construction, improvement, ownership, use, maintain, operation, management, carrying out or control thereof;

g. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the Company;

h. To distribute or divide assets of the Company in specie amongst the shareholders by way of dividend legally declared out of the net profits

profits nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

Et il est ordonné et déclaré par les présentes, que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction; sous le nom de "Burts of Canada, Ltd.";

Le montant du capital-actions de la compagnie est de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en deux cents (200) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune et deux cent quatre-vingt-dix (290) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune;

Les dites actions privilégiées seront sujettes aux privilèges et droits suivants, à savoir:

a. Les dites actions privilégiées donneront droit aux porteurs d'icelles, de recevoir, à même les surplus ou profits nets de la compagnie, un dividende fixe, non-cumulatif au taux de sept pour cent (7%) par année, payable trimestriellement et avant que tous dividendes ne soient déclarés sur les actions ordinaires;

b. Les dites actions privilégiées auront droit de priorité quant au capital et au dividende sur toutes autres actions de la compagnie, mais ne conféreront aucun autre droit dans les profits ou biens de la compagnie;

c. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit de voter pour l'élection des directeurs de la compagnie ou pour toute autre fin, et ne pourront exiger aucun avis de toute assemblée des actionnaires;

d. Les dites actions privilégiées seront rachetables en tout ou en partie, en tout temps, par la compagnie, de la manière qui sera déterminée par les directeurs, mais à pas moins de cent deux dollars (\$102.00) par action, plus le dividende accru après un avis de trente jours donné aux porteurs des dites actions par lettre enregistrée, et, dans le cas du rachat d'une partie seulement des dites actions privilégiées, les actions ainsi rachetées seront tirées au sort, de la manière qui sera déterminée par les directeurs de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3083 ALEXANDRE DESMEULES.

"Canada Crate Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1930: constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable,

of the Company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act;

And it is hereby ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interest therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided however that, in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Burts of Canada, Ltd.".

The amount of the Capital Stock is to be forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into two hundred (200) Preference shares of one hundred dollars (\$100.00) each and two hundred and ninety (290) Common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said Preference shares shall be subject to the following privileges and rights, to wit:

a. The said Preferred shares shall entitle the holders thereof to receive, out of the surplus or net profits of the Company, a fixed non-cumulative dividend at the rate of seven per cent (7%) per annum payable quarterly and before any dividend be declared on the Common shares;

b. The said Preferred shares shall have priority both as to capital and dividend over any other shares of the Company but shall not confer any other rights in the profits or assets of the Company;

c. The holders of the said Preferred shares shall not be entitled to vote for the election of the directors of the Company or for any other purpose, and shall not be entitled to exact any notice of any meeting of the shareholders;

d. The said Preferred shares shall be redeemable in whole or in part at any time by the Company, in such manner as may be determined by the directors, but at not less than one hundred and two dollars (\$102.00) per share plus the accrued dividend, after thirty days' notice being given to the holders of the said shares by registered letter and, in the event of the redemption of a part only of the said Preferred shares, the shares thus redeemable shall be drawn by lot in the manner to be determined by the directors of the Company.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3084 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canada Crate Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1930, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Howard Kennedy Haw-

Howard Kennedy Hawthorne, commis, et Audrey Marie Martin, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires de commerçants de bois, marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries et marchands généraux, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de charpente et de bois de toutes sortes, et manufacturer, et faire le commerce de boîtes, caisses à claire-voie, encaissements en bois de toutes sortes, et dans des articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente ou le bois est utilisé et tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des produits de rebut du bois;

Acquérir par achat, location ou autrement, et posséder, utiliser, détenir, améliorer, administrer, louer, vendre, disposer et faire le commerce de terrains, habitations, biens meubles et immeubles, et les intérêts en ceux, et des hypothèques et autres valeurs sur ceux, et ériger, modifier, réparer et maintenir des édifices sur les terrains acquis par la compagnie dans le cours des affaires que la compagnie est autorisée d'exercer;

Acquérir, construire, développer, maintenir et exploiter des chemins, embranchements et voies d'évitement sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, des pouvoirs hydrauliques, réservoirs, conduits, barrages et autres travaux et commodités qui sembleront, aux directeurs, susceptibles d'augmenter directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider tous tels travaux entrepris par d'autres;

Acquérir, utiliser et développer tout pouvoir hydraulique pour les fins de la compagnie, et acheter, louer ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de tout surplus provenant de pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou autres pouvoirs de toute nature quelconque, dans les comtés de Saint-Jean Iberville & Napierville, dans la province de Québec, pourvu cependant que la vente, la distribution et la transmission du pouvoir électrique ou autre pouvoir ou force pour la chaleur, la lumière et le pouvoir soient sujets à tous règlements municipaux ou locaux, à cet effet;

Payer pour toutes propriétés, édifices, droits ou choses acquis par la compagnie en actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, ou par des obligations de la compagnie ou partiellement en obligations ou partiellement en actions, et nantir et hypothéquer les propriétés de la compagnie, comme il sera jugé convenable, de temps à autre, par les directeurs;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'ex-

thorne, clerk, and Audrey Marie Martin, spinster of the full age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumber operators, timber merchants, saw-mill proprietors and general merchants, and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in boxes, crates and wooden packages of all kinds, and in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood.

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own, use, hold, improve, manage, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, hereditaments, and immovables, and interests therein and mortgages and other securities thereon and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands acquired by the company in the course of the business which the company is authorized to carry on.

To acquire, construct, develop, maintain and operate roads, branches and sidings, on lands owned or controlled by the company, water-powers, reservoirs, water courses, dams and other works and conveniences which may to the directors seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests and to contribute to, subsidize or otherwise assist any such works undertaken by others.

To acquire, utilize and develop any water-power for the purposes of the company, and to purchase, lease or otherwise acquire and to sell or otherwise dispose of any surplus water-power, electric power or other power of any nature whatsoever, in the counties of Saint John Iberville & Napierville, in the province of Quebec, provided however that the sale, distribution and transmission of electric or other power or force for heat, light and power shall be subject to any municipal or local regulations respecting the same;

To pay for any property, building, rights, or things acquired by the Company in paid-up shares of the capital stock of the Company, or by bonds of the Company, or partly in bonds or partly in stock and to mortgage and hypothecate property of the Company as may from time to time be deemed advisable by the Directors;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or so as directly or indirectly to benefit the com-

exploiter, de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, ou les détenir, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou toutes poursuites;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, tous biens de la compagnie, entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute portion des propriétés de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute

pany; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell or hold with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suits;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the Company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities, received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed

autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie, ou toutes obligations, débetures ou valeurs que la compagnie peut acquérir, pourvu que telle distribution en espèces, ne diminue ou n'affaiblisse le capital de la compagnie, et sans préjudice aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, qui sera à tous égards liée et conforme à la compagnie;

Si autorisés par un règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital émis de la compagnie, représentés à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:—

1. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;
2. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;
3. Emettre des bons, débetures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;
4. Hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour le bénéfice de la compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change et billets promissoires, faits, tirés et endossés par ou au nom de la compagnie;

Faire toutes les autres choses, soit comme principaux ou agents, qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou des objets énoncés dans les lettres patentes de la compagnie;

Nul pouvoir énoncé dans aucun paragraphe des présentes, ne sera limité ou restreint par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Les opérations de la compagnie seront exploitées dans la province de Québec, sous le nom de "Canada Crate Company Limited";

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair, pourvu cependant que les dites actions sans valeur nominale ou au pair soient émises et réparties au prix et pour telle considération que les directeurs de la compagnie pourront déterminer de temps à autre, mais en tout cas, pour pas moins de cinq dollars (\$5.00) par action et la compagnie commencera ses opérations avec un capital de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Saint-Jean, dans la dite province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3085 ALEXANDRE DESMEULES.

"Dominion Logging & Contracting Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai 1930, constituant en corporation: Albert Bouchard, de Saint-Jean-Deschailons, Dydime Bouchard et Edmond Bouchard, de Lemieux, dans le comté de Nicolet, tous trois contracteurs, Claude Taschereau et

to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company, or any bonds, debentures or securities which the Company may acquire, provided such distribution in specie does not diminish or impair the capital of the Company, and without prejudice to the provisions of article 81 of the Quebec Companies' Act which shall be in all respects binding upon and complied with by the Company;

If authorized by By-Law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the Company, represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

1. Borrow money upon the credit of the company;
2. Limit or increase the amount to be borrowed;
3. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;
4. Hypothecate, mortgage, or pledge, the real or personal property of the company, or both, for the benefit of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

To do all such other things, either as principal or agent, as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or of the objects as set out in the Letters Patent of the Company;

No power granted in any paragraph hereof shall be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph thereof;

The operations of the Company to be carried on throughout the province of Quebec, under the name of "Canada Crate Company Limited".

The capital stock of the Company shall be divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value, provided however that the said shares without nominal or par value may be issued and allotted at such price and for such consideration as the Directors of the Company may determine from time to time, not less in any case than Five dollars (\$5.00) per share and the Company is to commence business with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company, will be in the city of Saint John's, in the said province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the nineteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3086 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Dominion Logging & Contracting Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1930, incorporating: Albert Bouchard, of St-Jean-Deschailons, Dydime Bouchard, and Edmond Bouchard, of Lemieux, in the county of Nicolet, all three contractors, Claude Taschereau, and Charles-Edmond Taschereau, both

Charles Edmond Taschereau, tous deux notaires, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses branches les opérations de bois de commerce, bois de construction, bois de pulpe; faire le commerce de bois de sciage, manufacturer, produire et faire le commerce de bois de charpente, billes et bois de toutes sortes; construire, acquérir, posséder, opérer, entretenir et disposer de bois de commerce, de scieries, de cours à bois, ainsi que l'outillage nécessaire, la machinerie et l'équipement dont on se sert dans les opérations du commerce du bois et la préparation du bois de construction et du bois de commerce; faire affaires comme contracteurs pour la coupe du bois et le flottage de billes ou billots de toute manière et faire l'exploitation forestière sous toutes ses formes, comme principal ou agent ou comme contracteur pour toute autre corporation, individu, société ou autre communauté;

Acquérir, louer, posséder et trafiquer de telles concessions forestières, de telles boisées et de coupes de bois debout, bois abattu, droits riverains, droits de passage et licences de toutes sortes;

Exercer les fonctions de constructeurs et d'entrepreneurs dans toutes leurs spécialités;

Conclure et recevoir tout contrat ou transport de contrat au sujet de tous travaux que la Compagnie peut entreprendre ou qui peuvent être convenablement exercés en rapport avec le commerce et l'industrie de la Compagnie;

Acquérir en tout ou en partie des contrats pour la coupe, le flottage, le transport et la transformation de tout bois quelconque, de les exécuter sous-louer et d'en disposer de toute manière dans l'intérêt de la Compagnie;

Acheter, vendre, manipuler et faire le commerce en gros et en détail comme principal ou agent de toute marchandise quelconque, et acquérir et posséder toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens ou autres droits de toute personne, corporation, société ou compagnie;

Faire affaires comme manufacturiers de pulpe et de pâte de bois, sulfite et tous leurs ingrédients, produits ou composés, bois et produits du bois et de tous les articles et substances qui pourraient être fabriqués avec les matières susdites ou qui pourraient être employés à leur sujet et ainsi que chacun et tous leurs sous-produits;

Construire, acquérir, louer, posséder, mettre en opération et maintenir des moulins, manufactures, magasins, cours et toute installation nécessaire pour la manufacture, l'emmagasinage, la vente et livraison de tout produit quelconque;

Construire, acquérir, louer, posséder, mettre en opération et maintenir des ateliers, usines, machineries, appareils et autres pour la production de l'électricité, du pouvoir ou de l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique, pour toutes fins de lumière, chaleur, pouvoir, pour les fins de la Compagnie;

Acquérir, louer, détenir, maintenir et mettre en œuvre des pouvoirs d'eau et tous droits qui s'y rapportent, et louer, acquérir, ériger, maintenir et opérer tous travaux et améliorations nécessaires ou conduisant à leur développement ou à leur utilisation;

Acheter ou autrement acquérir, échanger, louer et vendre des réserves forestières ou autres terrains pour exploitations forestières ou autrement s'en départir pour le bénéfice de la Compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, louer, échanger, construire, vendre ou disposer de toute manière de moulins à scier le bois, de moulins à écor-

notaries, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business; to carry on logging operations, to manufacture, produce and deal in lumber, logs and wood of all descriptions; to construct, acquire, own, operate, maintain and dispose of lumber and saw-mills, lumber yards, as well as the necessary plant, machinery and equipment used in connection with logging operation and the manufacture of lumber and timber; to carry on business as contractors for the cutting of timber and the floating of logs or sticks of timber in every manner and to carry on lumbering operations of all descriptions as principal or agent or as contractor for any other corporation, individual, partnership or association;

To acquire, lease, hold and deal in timber, limits, timber lands and cuts of standing timber, felled timber, riparian rights, rights of way and licenses of all kinds;

To carry on the business of builders and contractors in all their specialties;

To enter into and receive any contract or transfer of contract regarding any works that the company may undertake or that may be conveniently carried on in connection with the business and industry of the company;

To acquire in whole or in part contracts for the cutting, floating, transportation and transformation of any timber whatever, to execute, sublet and dispose of same in any manner in the interest of the company;

To purchase, sell, manipulate and deal, wholesale and retail, as principal or agent, in any merchandise whatever, and to acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, immovables, stock, assets or other rights of any person, firm, partnership or company;

To carry on the business of manufacturers of pulp and wood pulp, sulphite, pulp ingredients and products and compounds thereof, wood and wood products, articles and substances which may be made from any of the aforesaid materials of which may be used in connection therewith, and any and all by-products thereof;

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain mills, factories, stores, yards as well as the necessary plant for the manufacture, storage, sale and delivery of any product whatever;

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain works, plants, machinery, appliances and devices for the production of electricity, electric, pneumatic, hydraulic power or energy, for any light, heat and power purposes for the objects of the Company;

To acquire, lease, hold, maintain and operate water-powers and rights connected therewith and lease, acquire, erect, maintain and operate any works and improvements necessary or conducive to the development or utilisation thereof;

To purchase or otherwise acquire, exchange, lease and sell forest reserves or other lands for forestry exploitations, or otherwise dispose thereof for the benefit of the company;

To purchase or otherwise acquire, lease, exchange, build, sell or dispose of in any manner, mills for sawing lumber, mills for peeling wood or

cer le bois ou de tout autre moulin de nature quelconque pour transformer, traiter, ou autrement mettre en valeur le bois et ses sous-produits;

Faire affaires comme une compagnie de téléphone et de télégraphe (sans fil ou autre); et faire toutes choses quelconques se rapportant de quelque manière que ce soit au commerce susdit;

Construire, ériger, acquérir, louer, opérer, maintenir et disposer de poteaux, fils métalliques, câbles, supports, conduites, tuyaux, canaux, dalles, ponceaux et appareils, accessoires et devis de toutes sortes, nécessaires pour la réalisation de chacune des fins de la Compagnie;

Construire, acquérir, louer, nolisier, maintenir, opérer, contrôler, vendre, administrer des vaisseaux mus par la vapeur, des bateaux à vapeur, vaisseaux, bâtiments, brise-glace, des barges, dragues, remorqueurs, allèges, chalands et autres vaisseaux de toute classe, lignes de vaisseaux, appareils de remorquage, de sauvetage, quais, jetées, docks, môles, cales-sèches, bassins de radoub, arsenaux, cours de construction navale, cales de construction, bassins, appareils à manipuler le charbon, élévateurs, entrepôts, emmagasinages et chantiers de houille, cours, cours à bestiaux et tous édifices, appareils, machinerie et équipement qui s'y rapportent;

Bâtir, acquérir, louer, améliorer, vendre, développer, maintenir, opérer, administrer, contrôler et disposer de chemins publics, chemins, voies d'évitement et embranchements (ces deux derniers sur sa propre propriété ou sur une propriété contrôlée par elle et relativement à ses opérations) ponts, viaducs, ponceaux, cours d'eau, rivières et lacs, digues, remblais, estacades, édifices et constructions de toutes sortes et de toute description se rapportant à aucune des fins de la Compagnie;

Acquérir ou prendre à bail, sous quelque forme que ce soit, toute propriété immobilière et tout immeuble et payer pour toute telle propriété ou pour tout contrat ou engagement s'y rapportant, ainsi que comme considération de tout contrat ou engagement de la Compagnie, de quelque nature qu'il soit, passé soit avec des tiers ou soit avec des employés ou membres de la Compagnie, en actions, obligations ou valeurs complètement ou partiellement libérées de la Compagnie;

Acquérir, prendre à bail ou en échange, louer ou entreprendre, en tout ou en partie, les affaires, les sociétés, les droits et privilèges de toute personne ou compagnie, ou un commerce que la Compagnie est autorisée à exercer ou que la Compagnie jugera nécessaire ou utile pour les fins de ses affaires;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer ou autrement faire valoir et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner des immeubles, des intérêts immobiliers, des édifices ou autres propriétés immobilières de toutes sortes;

Entrer en arrangement avec toutes autorités fédérales provinciales, municipales qui pourraient être favorables aux objets de la Compagnie, et d'obtenir d'aucune telles autorités tous droits, privilèges, franchises et concessions que la Compagnie peut juger désirable d'obtenir, faire des travaux et se soumettre à tels arrangements, droits, privilèges, franchises et concessions;

Faire le transport de marchandises, matériaux ou de tout autre objet quelconque par eau, par terre ou par la voie de l'air, et contracter pour le transport de toute marchandise quelconque, pour le compte d'autres individus, compagnies ou so-

any other mills of any nature whatever for transforming, treating or otherwise turning to account timber and its by-products;

To carry on business as a telephone and telegraph company (wireless or otherwise); and to anything whatever relating in any manner whatever to the aforesaid business;

To construct, erect, acquire, lease, operate, maintain and dispose of poles, wires, cables, supports, conduits, pipes, canals, flumes, culverts and apparatus, appliances and devices of all kinds necessary for the carrying out of any of the purposes of the company;

To build, acquire, lease, charter, maintain, operate, control, manage and dispose of steamships, steamboats, vessels, ships, ice breakers, barges, dredges, tugs, lighters, scows and other vessels of any class, steamship lines, steamboats lines, vessel lines, towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, quays, dry docks, floating docks, dock yard, shipbuilders yards slips, basins, coaling apparatus, elevators, warehouse, storage and coal storage facilities, yards, stock yards and all incidental structures, appliances and equipment;

To build, acquire, lease, improve, sell, develop, maintain, operate, manage, control and dispose of highways, roads, railway and tramway branches and sidings (the two latter upon its own property or property controlled by it, in connection with its operations), bridges, viaducts, culverts, streams, rivers and lakes, dams, embankments, booms, buildings and structures of all kinds and descriptions connected with any or all the purposes of the company;

To acquire, take on lease, under any form whatever, any immovable property and any immovable and to pay for such property or for any contract or agreement connected therewith, and also in consideration for any contract or agreement of the company, of any nature whatsoever, entered into either with third parties or with the employees or members of the company, in shares, bonds or other securities of the company, either wholly or partly paid up;

To acquire, take on lease or in exchange, hire or otherwise undertake the whole or any part of the business, property, rights and privileges of any person or company, or any business which the company is authorized to carry on or which the company may deem necessary or useful for the purposes of its business;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to own, hold, improve, manage, utilize, develop or otherwise turn to account and sell, lease, exchange or otherwise alienate immovables, immovable interests, buildings or other immovable property of any kind;

To enter into any arrangement with any authorities, federal, provincial, municipal, which may seem conducive to the company's objects and to obtain from any such authority, any rights, privileges, franchises and concessions which the company may think desirable to obtain, to perform works and comply with any such arrangements, rights, privileges, franchises and concessions;

To transport merchandise, material or any other object whatever, by water, land or air, and to contract for the transportation of any merchandise whatever, for the account of other individuals, companies or partnerships, and to execute

ciétés, d'exécuter tout ou partie de ces contrats ou de les sous-louer en tout ou en partie

Agir comme agent ou représentant ou gérant de toute entreprise quelconque du même genre que celle de la Compagnie;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la Compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la Compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre Compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque ou autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires qui peuvent être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la Compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, leur consentir la garantie de la Compagnie, par voie de signature endossement ou de garantie pour emprunts d'argent; souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier; s'unir ou se joindre à toute autre compagnie ou personne, communauté dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la Compagnie;

Faire affaires comme propriétaires d'hôtel, restaurants et pensions;

Acquérir par achat, comme industrie active, tout le commerce ou l'industrie présentement exercé par MM. Albert Bouchard, Dydime Bouchard, Edmond Bouchard et Alfred Bouchard, ou par tous autres individus, sociétés ou compagnies, acheter, acquérir et prendre possession de toutes les propriétés foncières et personnelles servant à leur commerce ou industrie, y compris l'achalandage, la clientèle et toutes les choses à l'usage de tel commerce ou industrie et payer tels achats et acquisitions en argent, obligations, actions ou autrement de la Compagnie, dont l'incorporation est demandée par la présente, et assumer tout le passif du commerce ou de l'industrie des dits Albert Bouchard, Dydime Bouchard, Edmond Bouchard et Alfred Bouchard et des dits individus, sociétés ou compagnies;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière, commerciale ou autres, que la Compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec les affaires de la Compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la Compagnie ou de les rendre profitables;

Et, sans limiter, la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la Compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Dominion Logging & Contracting Company, Limited" avec un capital-actions total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cents quatre-vingt-dix (490) actions de cent (\$100.00) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean-Deschaillons, dans le comté de Lotbinière.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3087 ALEXANDRE DESMEULES.

in whole or in part the said contracts or to sublease same in whole or in part;

To act as agent or representative or manager for any undertaking whatever of the same kind as that of the company;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other Company;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or for any other similar purposes, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, give them the security of the company by way of signature, endorsement or guarantee for loans of money; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same; to unite or join with any other company, person, corporation whose objects are in whole or in part similar to those of the company;

To carry on business as hotel, restaurant and boarding house proprietors;

To acquire by purchase, as a going concern, all the business or trade actually carried on by Messrs Albert Bouchard, Dydime Bouchard, Edmond Bouchard and Alfred Bouchard, or by any other individuals, firms or companies, and to purchase, acquire and take possession of any real and personal property being used for their business or trade, including the goodwill, custom and anything being used for such business or trade, and to pay for all such purchases and acquisitions with cash, bonds, shares of the company the incorporation of which is hereby applied for, and to assume all the liabilities of the business or trade of the said Albert Bouchard, Dydime Bouchard, Edmond Bouchard and Alfred Bouchard, and the said individuals, partnerships or companies;

To carry on any other industry, manufacturing, commercial or other, which the company may deem advisable to be carried on conveniently in connection with the business of the company, or susceptible to directly or indirectly enhance the value of any property or rights of the company or render same profitable;

And without limiting the generality of the above powers, to do all acts and things which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Dominion Logging & Contracting Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at St. Jean Deschaillons, in the county of Lotbinière.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3088 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Dupré & Ménard Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1930, constituant en corporation: Joseph-Gaston Dupré, courtier, Eugène Ménard, barbier, Joseph-Ernest Desjardins, notaire, tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Agir comme agents d'immeuble et faire les affaires générales d'immeuble et de courtage; acquérir par achat, location, échange ou autre titre légal, et posséder, détenir, avoir la possession et la jouissance de propriétés mobilières et immobilières de toute nature et description, et tous les droits, immunités et privilèges y afférents, ou qui y sont attachés, et développer et améliorer telles propriétés ou toute partie d'icelles, de toute manière quelconque, y compris, mais sans restreindre la généralité des termes susdits, l'édification, l'érection, la construction, la reconstruction, le renouvellement ou la réparation de tout édifice ou de tous édifices, pour en faire des maisons, appartements, bureaux, magasins, entrepôts, fabriques, moulins, manufactures, ou pour l'une quelconque ou plusieurs des dites fins, ou pour toute autre fin légale, et payer pour aucune ou la totalité des dites propriétés, édifices ou améliorations, en tout ou en partie, en argent, ou en actions, obligations, débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie ou autrement; et les vendre, louer, hypothéquer, grever, gager, affecter, en disposer et les exploiter autrement en tout ou en partie, de toute manière quelconque, et en rapport avec les affaires ou les propriétés de la compagnie, agir comme entrepreneurs, constructeurs, manufacturiers ou mécaniciens;

En rapport avec les affaires de la compagnie exercer les fonctions de dispatcheurs et agir comme agents pour des compagnies d'assurances-feu, vie, maritime, accident, garantie ou indemnité et exercer aussi les fonctions de courtiers en douane, agents de change, agents à commission, gérants d'immeubles et de tous autres agents et courtiers;

En rapport avec les affaires de la compagnie, établir, maintenir et conduire une agence générale pour la perception de comptes, billets, traites, ou autres titres de créance et faire affaires comme agents financiers et commerciaux, agents de perception, d'information, d'arbitrage et d'audition;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, de l'entreprise et des biens de toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce semblable à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant à aucune des fins de la compagnie, et assumer le passif de toute personne, firme ou corporation;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre plus profitables;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risque communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou des opérations que la compa-

"Dupré & Ménard Incorporé".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1930, incorporating: Joseph Gaston Dupre, broker, Eugene Menard, barber, Joseph Ernest Desjardins, notary, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate agents and to carry on a general real estate and brokerage business; to acquire by purchase, lease, exchange or other legal title and to own, hold, possess and enjoy moveable and immovable property of every kind and description and all rights, easements and privileges pertaining to or connected therewith and to develop and improve such property or any part thereof in any manner whatsoever, including, but without restricting the generality of the foregoing, the building, erection, construction, reconstruction, remodelling or repairing of any building or buildings for houses, apartments, offices, stores, warehouses, factories, mills, manufactories, or for any one or more or such purposes or for any other legal purposes, and to pay for any or all such properties, buildings or improvements in whole or in part in cash or in shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company or of any other company or otherwise, and to sell, lease, hypothecate, mortgage, pledge, charge, dispose of and deal with the same and any part thereof in any manner whatsoever, and in connection with the business or property of the Company to act as contractors, builders, manufacturers or mechanics;

In connection with the business of the Company, to carry on the business of insurance adjusters and to act as agents for fire, life, marine, accident, guarantee or indemnity companies, and to carry on the business of custom house brokers, stock brokers, commission agents, managers of estates and all other kinds of agents and brokers;

In connection with the business of the Company, to establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts or other evidences of indebtedness and to carry on business as general financial, commercial, collecting, reporting, adjusting and auditing agents;

To acquire and undertake the whole or any part of the assets, business, undertaking and property of any person, firm or corporation carrying on any business similar to that which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for any purpose of the Company and to assume the liabilities of any such person, firm or corporation;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with the business of the Company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this Company is authorized to carry on or engage in,

gnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou opérations qui pourraient directement ou indirectement profiter à cette compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de cette compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie, et les vendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute compagnie dans ou dont la compagnie détient des actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs ou avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires, et gérer et exploiter et administrer comme gérants les propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute compagnie dont aucunes des actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenus par la compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée raisonnable et équitable;

Conclure tous arrangements avec tous gouvernements ou autorités, suprêmes, municipaux, locaux ou autrement, qui semblent nécessaires aux objets de la compagnie ou aucun d'eux et obtenir de tous tels gouvernements ou autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et faire tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer toutes ou aucune des propriétés, droits ou responsabilités de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui semblent susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les propriétés, franchises, entreprises et affaires de telle compagnie et en assumer les responsabilités et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Placer, négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Prêter de l'argent aux termes, comme il sera jugé convenable, aux clients et autres faisant affaires avec la compagnie, et garantir la réalisation des contrats par toutes telles personnes;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes obligations, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Emettre des actions acquittées, actions-débetures, débetures, obligations et autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toute propriété, droits, et immunités qui peuvent être acquis par la compagnie et avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail fait pour la compagnie, et dans et concernant le paiement ou la satisfaction des dettes et obligations dues à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la Compagnie,

or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company;

To take or otherwise acquire and hold shares, stocks, bonds, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to sell, with or without guarantee, of or otherwise deal with the same, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any company in or of which the Company may hold shares, stocks, bonds, debentures or other securities, or with which it may have business relations, and to manage and to operate and carry on as manager, the property, franchises, undertaking and business of any company any of whose shares, stock, bonds, debentures or other securities are held by the Company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To enter into any arrangements with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring or assuming all or any of the property, rights or liabilities of this Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this Company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchise, undertaking and business of such company, and to assume the liabilities thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, or other securities of the Company;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To lend money on such terms as may seem expedient, to customers and others having dealings with the Company and guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds, and other securities of the Company in payment or part payment of any property, rights and easements which may be acquired by the Company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the Company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing to the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the

ou une partie quelconque de la dite entreprise, pour toute compensation que la Compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente Compagnie;

Vendre, embellir administrer, développer, échanger, louer, dégrever ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens réels et personnels et droits de la présente compagnie

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Payer à même les fonds de la Compagnie la totalité ou aucune des dépenses incidentes à sa formation ou à son organisation;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits;

Les actionnaires de la compagnie seront limités à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué à l'être après avoir quitté son emploi sous le nom de "Dupré & Ménard Incorporée", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3089 ALEXANDRE DESMEULES.

company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, stocks, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, enfranchise, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the real or personal property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To pay, out of the funds of the company, all or any of the expenses of or incidental to formation or organization thereof;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

The shareholders of the Company shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ, under the name of "Dupré & Ménard, Incorporé", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3090 Acting Assistant Provincial Secretary.

"J. H. Victor & Son Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, en vertu de l'article 2, chapitre 223, S. R. Q. 1925, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mai 1930, constituant en corporation: Isidore Popliger, David-Miller, et Harry Blanshay, tous trois avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, commerçants, négociants et détaillants de vêtements de toute sorte et description pour dames, hommes et enfants, faire le commerce de marchandises sèches, soieries, satins, fournitures de tailleur, tissus de toutes sortes et articles en drap et en coton généralement et faire les affaires de tailleurs, merciers et drapiers;

Exercer le négoce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et espèces d'articles, effets et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains, machines, usines et propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie;

Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie ou qui s'y rattachent;

Acheter ou autrement acquérir tous autres

"J. H. Victor & Son Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1926, bearing date the fifteenth day of May, 1930, incorporating: Isidore Popliger, David Miller, and Harry Blanshay, all three advocates, of the city and district of Montreal for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers and retailers in ladies', men's and children's clothing of every kind and description, to deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers;

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and description of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire any other

biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins susdites;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

Hypothéquer, mettre en gage, vendre, louer, ou aliéner aucun des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature et les vendre ou autrement négocier la dite autre compagnie ou compagnies;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susdit, et émettre des actions entièrement libérées, en paiement ou paiement partiel du prix d'achat;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou engagements envers la compagnie contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie, sous le nom de "J. H. Victor & Son, Inc.", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3091 ALEXANDRE DESMEULES.

"J. Malkin, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1930, constituant en corporation: Isidore Popliger, David Miller, et Harry Blanshay, tous trois avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, commerçants, négociants et détaillants de vêtements de toute sorte et description pour dames, hommes et enfants, faire le commerce de marchandises sèches, soieries, satins, fournitures de tailleur, tissus de toutes sortes et articles en drap et en coton généralement et faire les affaires de tailleurs, merciers et drapiers;

Exercer le négoce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et espèces d'articles, effets et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains, machines, usines et propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie;

Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie ou qui s'y rattachent;

Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins susdites;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

To mortgage, pledge, sell or dispose of any of the lands, works, trade-marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the said other company or companies;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing, and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities, or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company, under the name of "J. H. Victor & Son, Inc.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3092 Acting Assistant Provincial Secretary.

"J. Malkin, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1930, incorporating: Isidore Popliger, David Miller, and Harry Blanshay, all three advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers and retailers in ladies', men's and children's clothing of every kind and description, to deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers;

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and description of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

Hypothéquer, mettre en gage, vendre, louer, ou aliéner aucun des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature et les vendre ou autrement négocier la dite autre compagnie ou compagnies;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susdit, et émettre des actions entièrement libérées, en paiement ou paiement partiel du prix d'achat;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou engagements envers la compagnie contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie, sous le nom de "J. Malkin, Ltd.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3093 ALEXANDRE DESMEULES.

"Joe Horner, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1930, constituant en corporation: William Howard Finlay, gérant, Joseph-Trevor Lowry, solliciteur, et William-Alexander Hunter, agent, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, négociants en gros et en détail, merciers, drapiers, tailleurs et négociants de vêtements, marchandises-sèches, fournitures de tailleurs, soieries, satins, lainages, tissus de toutes sortes, marchandises en drap et coton en général; exercer tous ou aucun des commerces de marchands de drap, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail de coton et tissus de toutes sortes, fournitures pour fourrures et robes, soutaches, cordons, ornements, dentelles, boutons, bibeloteries, marchandises de cuir, habillements et vêtements de tous genres; ouvrir et exploiter des magasins et succursales, et établir des usines pour les fins susdites, et manufacturer et négocier et faire le commerce d'effets, articles, marchandises et propriétés de tous genres, classes et description;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, engagements de toute personne, société, firme ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; et plus particulièrement acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce, y compris la clientèle présentement exercée par Joe Horner,

To mortgage, pledge, sell or dispose of any of the lands, works, trade-marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the said other company or companies;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing, and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities, or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company, under the name of "J. Malkin, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES.
3094 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Joe Horner, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May 1930, incorporating: William Howard Finlay, manager, Joseph Trevor Lowry, solicitor, and William Alexander Hunter, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers, outfitters, clothiers, tailors and jobbers in clothing, dry goods, tailor's trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics, of all kinds, cloth and cotton goods, generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to open and operate stores and branches, and to establish factories for the above purposes and to manufacture, trade and deal in goods, wares, merchandise and properties of every kind, class and description;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business and liabilities of any person, partnership, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purpose of the company; and more particularly to acquire and take over as a going concern the business, including the good will presently carried on by Jos Horner under the firm name and style

sous les noms et raisons sociales de "Horner Brothers", et les payer totalement ou partiellement par l'émission des actions du capital-actions de la compagnie, pouvant être émises comme actions privilégiées ou ordinaires entièrement acquittées;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement et négocier tous biens réels et personnelles, et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce et propriétés immobilières requises pour son commerce;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier en tout ou en partie pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir ou négocier autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et des droits de la présente compagnie;

Faire toutes les choses énumérées plus haut ou l'une d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou de concert avec d'autres;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et obligations de la compagnie, ou pour toute autre fin qui peut être directement ou indirectement propre au bénéfice de la compagnie;

Nul directeur ou officier ne sera disqualifié par son bureau en passant des contrats avec la compagnie soit comme vendeurs, acheteurs ou autrement, ni tous tels contrats, ni aucun contrat ou arrangement conclu par ou au nom de la compagnie, dans laquelle tout directeur sera en aucune manière intéressé, ne seront de nul effet, ni aucun directeur passant ainsi des contrats et étant ainsi intéressé ne sera tenu à prendre compte à la compagnie de tous profits réalisés par aucun tel contrat ou arrangement en raison de tel directeur détenant cette charge, ou de la relation fiduciaire établie par les présentes, mais la nature de l'intérêt des directeurs devra être révélée par lui à l'assemblée des directeurs à laquelle est déterminé le contrat ou l'arrangement, si son intérêt existe alors, ou dans tout autre cas, à la première assem-

of "Horner Brothers", and to pay for the same in full or in part by the issue of shares of the capital stock of the Company, whether preferred or common to be issued as fully paid up;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and deal in any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, and immovable property required for its business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular in whole or in part for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

No director or other officer shall be disqualified by his office from contracting with the Company either as a vendor, purchaser or otherwise, nor shall any such contracts, nor any contract or arrangement entered into, by or on behalf of the Company, in which any director shall be in any way interested be voided, nor shall any director so contracting or being so interested be liable to account to the Company for any profit realized by any such contract or arrangement by reason of such director holding that office, or of the fiduciary relation thereby established, but the nature of the director's interest must be disclosed by him at the meeting of the directors at which the contract or arrangement is determined on, if his interest then exists, or in any other case at the first meeting of the directors after the acqui-

blée des directeurs après l'acquisition de son intérêt. Un avis général notifiant qu'un directeur ou autre officier est membre de toute société, compagnie ou corporation spécifiée, et doit être repardé comme intéressé dans toute transaction subéquente avec telle société, compagnie ou corporation sera une déclaration suffisante, et, après tel avis général il ne sera pas nécessaire de donner aucun avis spécial concernant toute transaction particulière avec telle société ou corporation. Un directeur ou autre officier de la compagnie peut être ou peut devenir un actionnaire de toute compagnie dans laquelle cette compagnie peut être intéressée comme vendeur, acheteur, actionnaire ou autrement, et nul tel directeur ne sera tenu de rendre compte de tous bénéfices reçus comme actionnaires ou directeurs de telle compagnie;

Que si autorisés par un Règlement sanctionné par au moins les deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;

c. Emettre des bons, débentures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie ou les deux, pour garantir tels bons, débentures actions obligations ou autres valeurs, et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de cette compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change et billets promissoires, faits, tirés et endossés par ou au nom de la compagnie; sous le nom de "Joe Horner, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$49,000.00, divisé en 780 actions privilégiées portant un dividende de 7% par année et cumulatif d'une valeur au pair de (\$50.00) par action et 1,000 actions du capital ordinaire d'une valeur de \$10.00 par action sujet à l'augmentation dudit capital d'après les dispositions de la dite loi;

Les actions ordinaires seulement de la compagnie auront droit de voter, excepté comme ci-après spécifié;

Les dites actions privilégiées cumulatives à 7% porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, conditions et restrictions suivantes à savoir:

a. Les dites actions privilégiées seront appelées actions privilégiées cumulatives à 7% et auront droit à un dividende privilégié à un taux n'excédant pas 7% par année du capital pour le temps acquitté sur les dites actions cumulatives à compter du premier janvier 1931, et payable semi-annuellement les premiers jours de janvier et juillet avant que tous dividendes ne soient déclarés ou payés sur les actions ordinaires de la compagnie;

b. Nul dividende ne sera déclaré ou payable sur le capital ordinaire en cours, à moins que tous les dividendes accrus ou cumulatifs, s'il y en a, sur les actions privilégiées aient été déclarés ou payés, ni à moins que et jusqu'à ce que la compagnie ait un surplus convenable des profits indivisés sur et en plus de tout dividende proposé pour être déclaré et payé sur les actions ordinaires suffisantes pour rencontrer les besoins

sition of his interest. A general notice that a director or other officer is a member of any specified partnership, company or corporation, and is to be regarded as interested in any subsequent transaction with such partnership, company or corporation shall be sufficient disclosure, and, after such general notice, it shall not be necessary to give any special notice relating to any particular transaction with such partnership or corporation. A director or other officer of the Company may be or become a shareholder of any company in which this Company may be interested as vendor, purchaser, shareholder or otherwise, and no such director shall be accountable for any benefit received as shareholders or director of such company;

That, if authorized by By-Law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both to secure any such bonds, debentures, stock debenture or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Joe Horner, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,000.00, divided into 780 preferred shares bearing a dividend of 7% per annum and cumulative of the par value of \$50.00 per share, and 1000 shares of common stock of the par value of \$10.00 per shares subject to the increase of the said capital stock under the provision of the said act.

The common shares only of the Company are to have voting power except as hereinafter stated;

The said 7% cumulated preferred shares shall carry and be subject to the following preferences, priorities, conditions and restrictions to wit:

a. The said preferred shares shall be called 7% cumulative preferred shares and shall be entitled to a preferential dividend at the rate of, but not exceeding 7% per annum of the capital for the time being paid on the said shares cumulative from the 1st January, 1931, and payable half-yearly on the 1st day of January and July of each year before any dividends are declared or paid on the common shares of the company;

b. No dividend shall be declared or be payable upon the common stock outstanding, unless all the accrued and cumulative dividends, if any, upon the preferred shares have been declared and paid, nor unless and until the company has an available surplus of undivided profits over and above any dividend proposed to be declared and paid on the common shares sufficient to meet the dividend requirements on the preferred shares.

du dividende sur les actions privilégiées pour une période de plus de six mois; res for a further period of six months;

c. Les porteurs d'actions privilégiées n'auront aucun droit de vote ni n'auront le droit d'assister à toutes assemblées d'actionnaires de la compagnie, excepté dans le cas où un dividende total de 7% n'étant pas payé pendant quatre dates de dividende semi-annuel, après le premier jour de janvier 1931 (et il n'est pas nécessaire que ce soit des dividendes consécutifs, mais il sera suffisant qu'il y ait quatre dividendes semi-annuels impayés ou seulement partiellement payés pour mettre cette clause en vigueur) dans lequel cas ou aussi longtemps qu'il y aura quatre dividendes semi-annuels entièrement ou partiellement impayés, les dits porteurs d'actions privilégiées auront droits d'assister aux assemblées des actionnaires de la compagnie et d'y voter—chaque action privilégiée donnant droit à un vote—et à défaut du paiement de tel dividende comme il est dit plus haut et aussi longtemps que ce défaut existe les directeurs devront dans un délai d'un mois de tel défaut, convoquer une assemblée spéciale générale dans le but d'élire un nouveau bureau de direction, et à défaut par les directeurs de convoquer telle assemblée, cinq (5) porteurs d'actions privilégiées pourront le faire; et à telle assemblée spéciale, tous les directeurs de la compagnie devront résigner et, à défaut de donner leur résignation, ils deviendront automatiquement *functus officio*, et les porteurs d'actions privilégiées auront le droit exclusif d'élire une majorité du nouveau bureau à être alors élu, les porteurs des actions ordinaires ayant le droit d'élire le reste du bureau—et aussi longtemps que la compagnie fera défaut de rencontrer le paiement des dividendes sur les actions privilégiées, la majorité du bureau de direction sera élu par les actionnaires privilégiés; mais lorsque tous les arrérages de dividende auront été acquittés une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie sera convoquée dans un délai d'un mois, et à défaut par les directeurs de convoquer telle assemblée, trois actionnaires ordinaires pourront le faire, à laquelle assemblée, les directeurs élus par et représentant les actionnaires devront résigner et à défaut par eux de le faire, ils deviendront automatiquement *functus officio*, et les actionnaires ordinaires éliront alors le bureau de direction, et le droit des porteurs des actions privilégiées d'assister aux assemblées et de voter sera alors périmé jusqu'à ce que un autre défaut, suivant que prévu dans les présentes, arrive de nouveau et ainsi de temps à autre;

d. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre acheter aucune ou toutes les actions privilégiées en cours au plus bas prix pouvant être obtenu, mais n'excédant pas, en aucun cas, \$55.00 par action, avec ensemble tous les dividendes accrus, et à compter et après la date de tel achat les dites actions privilégiées ainsi achetées seront considérées comme rachetées, et telles actions lorsqu'elles seront ainsi rachetées ne seront pas émises de nouveau à moins que la ré-émission soit sanctionnée par règlement approuvé et ratifié par tous les actionnaires de la compagnie;

e. Toutes et aucune des dites actions privilégiées pourront être rachetées par la compagnie en tout ou en partie et de temps à autre à compter et après le 1er janvier 1931, pourvu qu'un avis de cette intention de se faire soit donné par lettre recommandée à l'actionnaire ou aux actionnaires intéressés à sa ou à leur dernière adresse connue inscrite dans les livres de la compagnie au moins 30 jours avant la date fixée pour le rachat pour

c. Holders of preferred shares shall have no voting rights nor be entitled to attend any meetings of shareholders of the company except in the event of a full dividend of 7% not being paid on four half-yearly dividend dates, after the 1st day of January, 1931 (and these need not be consecutive dividends but it shall be sufficient that there be four semi-yearly dividends unpaid, or only partially paid to bring this clause into force) in which event or so long as such four half-yearly dividends remain fully or partially unpaid the said holders of preferred shares shall be entitled to attend shareholders meetings of the company, and to vote thereat—each preferred share giving one vote—and upon such dividend default as aforesaid and so often as the same occurs the directors shall call within one month of such default a special General Meeting for the purpose of electing a new Board of Directors, and failing the directors calling this meeting any five (5) holders of preferred shares may do so; and at such Special Meeting all the Directors of the Company shall resign and failing their resignation shall automatically be *functus officio*, and the holders of preferred shares shall have the exclusive right to elect a majority of the new Board to be then elected, the holders of common shares having a right to elect the remainder of the board—and so long as the company is in default to meet the dividend requirements of the preferred stock the majority of the Board of Directors shall be elected by the preferred shareholders; but whenever all dividends in arrears have been paid in full a Special General Meeting of Shareholders of the Company shall be called within one month, and failing the Directors so calling it any three common shareholders may so do, at which Meeting the Directors elected by and representing the preferred shareholders shall resign and failing their so doing, shall automatically become *functus officio*, and the ordinary shareholders shall then elect the entire Board and the right of the holders of preferred shares to attend Meetings and vote thereat shall thereupon lapse until a further default as herein provided, occurs again, and so on from time to time;

d. The company may at any time and from time to time purchase any or all of the preferred shares outstanding at the lowest price obtainable, but not in any case to exceed \$55.00 per share, together with all dividends accrued, and from and after the date of such purchase the said preferred shares so purchased shall be considered as redeemed, and such shares when so redeemed shall not again be issued unless the re-issue is sanctioned by by-law approved and ratified by all the shareholders of the company;

e. Any or all of the said preferred shares may be redeemed by the company in whole or in part and from time to time from and after the 1st January, 1931, provided notice of this intention so to do is given by registered mail to the interested shareholder or shareholders at his or their last address appearing of record on the books of the company at least thirty days before that fixed for redemption for the sum of \$55.00 per share

la somme de \$55.00 dollars par action rachetée, et les dividendes courus à être payés à l'actionnaire ou aux actionnaires lors de la date fixée contre livraison du ou des certificats représentant les actions rachetées à l'endroit indiqué dans l'avis de rachat et à défaut de présenter les certificats pour rachat lorsqu'appelés, les actions ainsi appelées pour rachat ne participeront pas dans les dividendes courus. Si seulement une partie des actions représentées par un certificat sont rachetées, un nouveau certificat pour les autres actions sera émis. A défaut de présenter et de livrer les certificats représentant les dites actions rachetées, dans un délai de quinze jours après la date fixée pour le rachat, la compagnie aura le droit de déposer le prix de rachat de telle ou telles actions au crédit d'un ou de plusieurs comptes spéciaux dans une banque à charte ou entre les mains d'une compagnie de fidéi-commis au Canada, en fiducie, pour les porteurs respectifs des actions lesquels montants leur seront payés sur livraison des certificats représentant les actions et à compter de ce dépôt, les dites actions seront considérées en autant que la compagnie est concernée comme étant rachetées et ces actions après rachat ne seront pas réémises de nouveau à moins que la nouvelle émission soit sanctionnée par règlement approuvé et ratifié par tous les actionnaires de la compagnie. Lorsque seulement une partie des actions privilégiées en cours sont rachetées en aucun temps ces actions seront choisies par tirage au sort ou par toute autre méthode que les directeurs pourront de temps à autre déterminer. Il ne sera fait aucun appel pour le rachat d'une partie des actions privilégiées lorsque les dividendes sur les dites actions sont en souffrance et impayés;

f. Les dites actions privilégiées, dans le cas de liquidation, dissolution, ventilation, ou réorganisation de la compagnie ou distribution des biens entre les actionnaires (autre que par voie de dividendes pris à même les profits) prendront rang de priorité sur toutes actions ordinaires jusqu'à concurrence seulement du capital représenté par telles actions plus les dividendes privilégiés accrus et impayés (les dits dividendes étant sensés courir de jour en jour à compter de la date de distribution) et dans le cas de liquidation, dissolution, ventilation, réorganisation ou distribution volontaire prendront rang de priorité sur toutes les actions ordinaires pour un montant additionnel de 10% sur le montant payé sur les dites actions privilégiées avant que les actionnaires ordinaires aient droit au remboursement de tout ou d'aucune partie du montant payé sur leurs actions, ou le droit de participer dans les biens de la compagnie, mais les dits actionnaires privilégiés n'auront pas droit de participer davantage aux biens de la compagnie;

g. Nulles actions additionnelles, privilégiées ou autrement, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ayant, quant au capital ou dividendes, droit de priorité sur ou droit d'égalité sur les actions privilégiées par les présentes autorisées, ne seront créées ou émises par la compagnie, à moins qu'elles en soient autorisées par consentement des porteurs des trois quarts des actions privilégiées en cours de la compagnie donné à une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie convoqués pour cette mais rien de ce qui est contenu dans cette clause ne pourra limiter ou restreindre l'emprunt d'argent par la compagnie d'une banque ou de banques, banquiers ou Compagnie fiduciaire sur telle garantie qui peut être donnée par la Loi des Banques, ou des banques ou autres sur Lettres de Change, billets à ordre, effets négociables ou au-

redeemed, and accrued dividends to be paid to the shareholder or shareholders on the date fixed against surrender of the certificate or certificates representing the shares redeemed at such place as may be indicated in the notice of redemption, and failing the presentation of such certificates for redemption when called the shares so called for redemption, shall not participate in any further dividend. If part only of the shares represented by any certificate be redeemed a new certificate for the balance shall be issued. Failing presentation and surrender of the certificates representing such shares redeemed within fifteen days after the date fixed for redemption, the company shall be entitled to deposit the redemption price of such share or shares in a special account or accounts in any chartered bank or Trust company in Canada in Trust for the respective holders of shares, to be paid to them upon surrender of the certificate representing same and upon such deposit, the said shares shall so far as the Company is concerned be considered to be redeemed, and such shares when so redeemed shall not again be issued unless the re-issue is sanctioned by by-law approved and ratified by all the shareholders of the company. Where only a part of the outstanding preferred shares are redeemed at any time these shares shall be selected by lot or by such other method as the Directors may from time to time determine. No call for redemption for part of the preferred shares shall be made whenever the dividends thereon are in arrears and unpaid;

f. The said preferred shares shall in the event of liquidation, dissolution, winding-up, or reorganization of the company, or distribution of assets amongst the shareholders (other than by way of dividends out of profits) rank in priority to all common shares to the extent only of the capital represented by such shares plus the accrued and unpaid preferential dividends (said dividends to be considered as accruing from day to day up to the date of the distribution) and in case of the voluntary liquidation, dissolution, winding-up, re-organization or distribution shall rank by priority over all common shares for a further sum of 10% on the amount paid on the said preferred shares before the common shareholders shall be entitled to the return of all or any part of the amount paid in on their shares, or participate in the assets of the company, but the said preferred shareholders have not any right to further participate in the assets of the company;

g. No additional shares preferred or otherwise, bonds, debentures or other securities of the company having, as to principal or dividends, priority over or equality with the preferred shares hereby authorized shall be created or issued by the company, unless with the consent of the holders of three-quarters of the outstanding preferred shares of the company given at a special general meeting of the shareholders of the company called for this purpose, but nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company from a bank or banks, bankers or trust Company on such security as may be given under the Bank Act, or from banks or others on Bills of Exchange, promissory notes, negotiable instruments or other negotiable securities, made, approved, accepted or endorsed by or on behalf of the company and with or without

tres valeurs négociables, faits, approuvés, acceptés security.
ou endossés par ou au nom de la compagnie et
avec ou sans garantie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la
cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce cinquième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3095 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Beauceronne Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1930, constituant en corporation, sans capital-actions, Edouard Fortin, avocat, et député à la Législature Provinciale, Henri-R. Renault, négociant, Alonzo DeBlois, industriel, Philippe-Albert Angers, notaire public, Josephat Poulin, courtier en assurance, Benoit Dussault, négociant, Gustave Bouchard, hôtelier, tous de Beauceville, dans le comté de Beauce, dans les buts suivants:

Acquérir, louer ou autrement posséder tout terrain sur lesquels pourront être exercées les activités de l'association au point de vue forestier, culture forestière, reforestation et embellissement;

Vendre, échanger ou autrement aliéner les lots, terrains, ci-haut décrits, sans bénéfices pour les dits membres de l'association mais pour l'exécution du programme qu'elle s'est tracé;

Planter des arbres, créer des érablières, cultiver la forêt, reboiser les surfaces et plateaux dénudés de la vallée de la Chaudière et du district de Beauce, encourager le reboisement chez les cultivateurs, donner des conférences, organiser une propagande de reboisement, des concours de plantation, en un mot, exercer toutes les activités nécessaires pour refaire la forêt dans le district;

Posséder et exploiter des sources de revenu nécessaires pour exercer cette exploitation, recueillir des souscriptions et administrer les argents qui lui seront confiés dans ce but; le tout, au seul bénéfice de l'association pour être appliqué au développement de son œuvre;

En un mot, être nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour poursuivre le but que l'association désire atteindre: le reboisement de nos régions et la création d'érablières et de réserves de bois de commerce sans profit pour ses membres, sous le nom de "La Beauceronne, Inc."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Beauceville, Qué., dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3097 ALEXANDRE DESMEULES.

"Lachine Curling Club Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, conformément aux dispositions de l'article 201, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai 1930, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de "Lachine Curling Club Incorporated", la compagnie "Lachine Skating and Curling Club", incorporée le huitième jour de novembre 1894, d'après les dispositions des articles 5487 et seq. des

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3096 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Beauceronne Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1930, incorporating without share capital, Edouard Fortin, advocate and Member of the Provincial Legislature, Henri R. Renault, merchant, Alonzo DeBlois, manufacturer, Philippe Albert Angers, public notary, Josephat Poulin, insurance broker, Benoit Dussault, merchant, Gustave Bouchard, hotel-keeper, all of Beauceville, in the county of Beauce, for the following purposes:

To acquire, lease or otherwise own any land on which the activities of the association may be exercised from a forestry, forestry cultivation, reforestation and embellishment point of view,

To sell, exchange or otherwise alienate the lots and lands hereabove described without profit to the said members of the association but for the carrying out of the program which it has planned;

To plant trees, establish maple groves, cultivate the forest, replant the surfaces and plateaux of the Chaudière Valley and of the district of Beauce, to encourage the replanting of trees amongst the farmers, give lectures, organize a reforestation propaganda, planting competitions, in a word, to exercise all the necessary activities to restore the forest in the district;

To own and exploit sources or revenue necessary to carry on the said exploitation, collect subscriptions and manage the money which may be confided to it for such purpose; the whole, for the sole benefit of the association to be applied in the development of its work;

In a word, to be endowed with all the necessary powers to pursue the purpose which the association desires to attain: the replanting of our regions and the creation of maple-groves and lumbering reserves without profit to its members, under the name of "La Beauceronne, Inc."

The amount of the immoveable property (or annual revenue therefrom) which the corporation may hold shall be limited to \$25,000.00.

The head office of the company will be at Beauceville, Que., in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3098 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Lachine Curling Club Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, in conformity with the provisions of article 201, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1930, to constitute as a corporation without share capital, under the name of "Lachine Curling Club, Incorporated", the "Lachine Skating and Curling Club", incorporated the eighth day of November, 1894, under the provisions of articles 5487 et seq. of the Revised Statutes of

Statuts Révisés de Québec, 1888, plus tard l'article 7233 et seq. des Statuts Révisés de Québec, 1909 et actuellement, partie de l'article 257 des S. R., P. Q., 1925, pour les fins suivantes:

Poursuivre et encourager le jeu de curling et autres sports et intérêts s'y rapportant;

Que la dite corporation continue d'avoir son bureau principal en la Cité de Lachine.

Que les propriétés immobilières du Club soient limitées à vingt-cinq mille dollars en valeur; et

Que René-Émile Raguin, professeur, du No 105, 56ème avenue, et William-Brown McLean, Ingénieur, du No 144, 44ème avenue, tous deux de la Cité de Lachine, et James-Frederick Davison, secrétaire, de Valois, dans le district de Montréal, soient les directeurs provisoires de la dite corporation.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

3099 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, 1888, later on article 7233 et seq. of the R. S., P. Q., 1909 and now, part of chapter 257 of the R. S., P. Q., 1925, for the following purposes:

To pursue and encourage the sport of curling and other sports and interests incidental thereto;

That the said corporation shall continue to have its chief office in the City of Lachine.

That the immoveable properties of the Club shall be limited to twenty-five thousand dollars in value; and

That René Emile Raguin, professor, of 105, 56th Avenue, and William Brown McLean, Engineer, of 144, 44th Avenue, both of the City of Lachine, and James Frederick Davison, secretary, of Valois, in the district of Montreal, shall be the provisional directors of the said corporation.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES.

3100 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Maison Lucille, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1930, constituant en corporation: Jules Vézina, notaire public, Lucette Leclerc et Lucienne Levesque, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Faire le commerce en gros et en détail, de marchandises sèches, en général, marchands de modes, couturiers, tailleurs, pelletiers, marchands de dentelle, costumiers, bonnetiers, gantiers, fournisseurs en général, et vêtements pour dames;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, disposer, fournir, manufacturer et produire toutes sortes et espèces d'effets, articles et marchandises négociés ou appartenant ou se rapportant au commerce ou à toute partie du commerce susdit;

Prendre, acquérir, détenir, vendre et disposer de propriétés réelles et personnelles de toute nature et espèce, comme garantie pour, ou comme satisfaction totale ou partielle des dettes, responsabilités et obligations encourues ou devant être encourues concernant ou se rapportant au commerce susdit ou aucune des fins ou aucun des objets de la compagnie;

Acquérir tout commerce de la nature et du caractère de celui que la compagnie est autorisée d'exercer et la clientèle d'icelui;

Agir comme agents pour des négociants, commerçants et manufacturiers de tous effets, articles ou marchandises de la nature et de la description ci-dessus mentionnées;

Etablir, maintenir et conduire une agence générale de commerce, à commission, de courtage et de négoce, et comme accessoire aux dites affaires, manufacturer et faire le commerce d'effets, articles et marchandises;

Importer, manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de confections, vêtements, habits, fouritures, articles de fantaisie et objets similaires;

Payer pour toutes propriétés mobilières et immobilières, droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires pour tous services rendus à la compagnie, en actions entièrement acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Garantir, et donner des garanties et se porter

"La Maison Lucille, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifteenth day of May, 1930, incorporating: Jules Vézina, public notary, Lucette Leclerc, and Lucienne Levesque, both of lawful age, spinsters, stenographers, all of the City of Québec, for the following purposes:

To carry on the business, both wholesale and retail, of general dry goods merchants, haberdashers, milliners, dress-makers, tailors, furriers, lacemen, clothiers, hosiers, gloves, general outfitters and ladies' ready-to-wear;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all manner and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any part of the business aforesaid;

To take, acquire, hold, sell and dispose of real and personal property of every nature and kind as security for or in satisfaction wholly or in part of debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in respect of or in connection with the business aforesaid or any of the purposes or objects of the Company;

To acquire any business of the nature or character which the Company is authorized to carry on and the goodwill thereof;

To act as agents for traders, dealers and manufacturers of any goods, wares or merchandise of the nature or description hereinbefore mentioned;

To establish, maintain and conduct a jobbing, commission, brokerage and general agency business, and, as incidental to such business, to manufacture and deal in goods, wares and merchandise;

To import, manufacture, buy and sell all kinds of ready-to-wear garments, wearing apparel, clothing, furnishing, fancy goods and kindred articles;

To pay for any property, moveable and immoveable, rights, privileges, business or franchises which the Company may lawfully acquire or, with the approval of the shareholders, for any services rendered to the Company in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

To guarantee and give security for and to be-

garant pour le paiement des billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toutes espèces quelconques, ou de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exploitant aucun commerce semblable ou similaire à celui que cette compagnie est autorisée d'exploiter, aux termes que cette compagnie pourra décider, sous le nom de "La Maison Lucille, Inc.";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille (2,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille dollars (\$10,000.00). Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3101 ALEXANDRE DESMEULES.

come responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the Company may have business relations;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this Company is authorized to carry on, on such terms as this Company may decide, under the name of "La Maison Lucille, Inc.".

The Capital Stock of the Company is divided into two thousand (2,000) shares having no nominal or par value, and the amount of Capital Stock with which the Company will commence its operations will be ten thousand dollars (\$10,000.00). Shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

The head office of the company will be at the city and district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3102 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Martin-Paquette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1930, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, Alexander-Gordon Yeoman, et William Patrick Creagh, tous deux clercs-avocats, Clifford-George Meek, teneur de livre, Cecil-Bruce Cooke, et John-Lawrence McCrory, sténographes, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

a. Manufacturer, cultiver, produire, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce et le trafic de pain, marchandises, articles, effets, produits alimentaires et denrées de toutes sortes, comprenant mais sans restreindre la généralité des objets susdits, des petits pains, gâteaux, biscuits, pâtés, craquelins, pâtes alimentaires, céréales, bonbons, crème glacée, confiseries, produits de boulangerie, produits alimentaires, thé, café, grains, blé, froment, orge, farine, engrais alimentaires et céréales, ou aucun des ingrédients qui entrent dans la production du pain, des gâteaux ou pâtisseries ou qui peuvent être utilisés par des boulangers, et confiseurs en rapport avec leur commerce, et faire les affaires en gros et en détail de boulangers, confiseurs et épiciers généralement, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, approvisionner et autrement faire le commerce et le trafic de fours et accessoires qui peuvent être utilisés pour la boulangerie et la production du pain et autres produits du grain, de la farine, engrais alimentaires et céréales généralement, comprenant toutes sortes de commodités, marchandises, matériels, machineries et installations utilisés en rapport avec la dite industrie, et construire, acheter, louer, ou autrement acquérir et garnir, travailler, maintenir, posséder, mettre en opération et conduire des restaurants, cafés, confiseries, magasins et moulins, fabriques, entrepôts, boutiques et généralement faire les affaires de restaurateurs, boulangers et confiseurs, et faire les affaires qui consistent à manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, réparer, modifier, louer, arrenter et faire le trafic et le commerce de machineries, accessoires et instal-

"Martin-Paquette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1930, incorporating: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, Alexander Gordon Yeoman, and William Patrick Creagh, both law clerks, Clifford George Meek, bookkeeper, Cecil Bruce Cooke, and John Lawrence McCrory, stenographers, all of the city of Montreal, for the following purposes:

a. To manufacture, grow, produce, buy, sell, import, export and otherwise deal in and with bread, merchandise, goods, wares, food products and commodities of all kinds, including, without restricting the generality of the foregoing, rolls, cakes, biscuits, pies, crackers, Italian paste, cereal products, candies, ice cream, confectionery, bread stuffs, food stuffs, tea, coffee, grain, wheat, corn, barley, flour, meal and cereals, or any of the ingredients which enter into the production of bread, cakes or pastry, or which are used by bakers and confectioners in their business, and to carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and grocers generally, and to manufacture, buy, sell, import, export, supply and otherwise deal in and with ovens and appliances which may be used in baking and the production of bread and other products of grain, flour, meal and cereals generally, including all kinds of commodities, merchandise, materials, machinery and plant used in connection with the said business, and to construct, purchase, lease or otherwise, acquire and equip, work, maintain, own, operate and conduct restaurants, cafes, confectionery stores and mills, factories, warehouses and shops and generally to carry on the business of restaurant keepers, bakers and confectioners, and to carry on the business of manufacturing, importing, exporting, buying, selling, repairing, altering, leasing, hiring and dealing in and with machinery, appliances and plants, saddlery and harness of all kinds, hardware, horse and other blankets and leather and leather goods of all kinds, carriages, waggons, buggies, sleighs, cutters and all kind of vehicles, motor cars and motor trucks, and their accessories and all apparatus

lations, selleries et harnais de toutes sortes, quincaillerie, couvertures pour chevaux et autres, et du cuir et des articles en cuir de toutes sortes, voitures, wagons, bogheis, traîneaux, carrioles et toutes sortes de véhicules, automobiles et camions, et leurs accessoires et tous appareils et dispositifs s'y rapportant;

b. Faire les affaires de gérants, administrateurs, agents et marchands à commission de commerces similaires, et placer, souscrire, garantir, acheter, vendre, prendre ou autrement acquérir, louer et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale et jouir, assigner, transférer, échanger, voter ou autrement négocier des bons, débetures, stocks, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, puissance, province, autorité étrangère ou suprême, municipale, locale, ou autre, et des bons, débetures, stocks, certificats, obligations, actions, hypothèques ou valeurs de tout individu ou de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée;

c. Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement négocier et gérer, administrer et convertir des propriétés réelles et personnelles et des droits de toutes sortes, et particulièrement des terrains, édifices, héritages, affaires ou entreprises, industrielles et industries, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livre et tout intérêt sur des propriétés réelles ou personnelles et toutes réclamations contre telles propriétés ou contre toute personne ou compagnie, et des privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

d. Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

e. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions partiellement ou totalement libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

f. Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

g. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter

and appliances in connection therewith;

b. To carry on business as managers, administrators, agents and commission merchants of similar businesses and to invest in, subscribe for, underwrite, buy, sell, take or otherwise acquire, lease and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, assign, transfer, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares, mortgages or securities of any individual or of any company or corporation whatsoever, whether public or private;

c. To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in and to manage, administer and realize upon real and personal property and, rights of all kinds, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book-debts and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company and privileges and choses-in-action of all kinds;

d. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or, indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

e. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue partly or fully paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

f. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

g. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or engage in, or any

ter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et—ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

h. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

i. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

j. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

k. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée, pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

l. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

m. Louer, vendre, la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie-croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

n. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital—actions ou faire des contrats avec toute compagnie pour les payer;

o. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures, ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

p. Hypothéquer, transporter, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

q. Exercer toute autre industrie ou activité qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou

business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and—or securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

h. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

i. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

j. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

k. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

l. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

m. To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

n. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

o. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

p. To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

q. To carry on any other business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly

indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou à les rendre profitables;

7. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, et faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Martin-Paquette, Limitée";

Le capital-actions de la compagnie consistera en vingt mille (20,000) actions privilégiées, cumulatives à 6% d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune, et quarante mille (40,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair. Le montant avec lequel la compagnie exerce son industrie est de trois cent mille dollars (\$300,000.00);

L'émission et la répartition des dites quarante mille (40,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair seront faites pour telle considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie;

Les dites actions privilégiées porteront et seront aux sujettes dispositions, priorités, droits, privilèges, conditions et restrictions qui suivent, à savoir:

1. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir des dividendes privilégiés cumulatifs fixes au taux de six pour cent (7%) par année et pas davantage sur le capital dans le temps versé sur les dites actions, respectivement, lesquels dividendes seront cumulatifs de la ou des dates, pas plus tard que deux (2) mois des dates respectives de l'émission des dites actions, suivant que fixé par le bureau de direction de la Compagnie et seront payables trimestriellement aux dates que les directeurs pourront déterminer. Nul dividende ne sera payé, ni déclaré et mis de côté pour être payé sur toutes autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus sur les dites actions privilégiées alors émises et en cours, y compris le dividende privilégié pour la période des dividendes trimestriels en cours, aient été payés ou déclarés et mis de côté pour être payés.

2. Le capital versé sur les dites actions privilégiées ne sera pas sujet à annulation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

3. Dans le cas de liquidation ou dissolution de la compagnie ou lors de toute distribution de l'actif, autrement que par voie de dividendes, nulle somme quelconque ne sera payée, ni aucune partie, de l'actif ne sera distribué entre les porteurs de toutes autres actions du capital-actions de la compagnie, avant que les porteurs des actions privilégiées aient reçu le capital versé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement, plus une somme égale à tous les dividendes impayés et courus sur les dites actions privilégiées jusqu'à la date de commencement de la dite liquidation, dissolution et distribution, que ces dividendes aient été déclarés ou non et qu'il y ait ou non des bénéfices disponibles pour tels dividendes et dans le cas de où telle liquidation, dissolution ou distribution est volontaire, une somme additionnelle de cinq dollars (\$5.00) pour chaque action et les porteurs des actions privilégiées auront droit d'être payés pour ces montants à même l'actif de la compagnie avec préférence et priorité sur les porteurs de toutes actions de la compagnie, mais les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit de participer d'aucun autre dans l'actif de la compagnie;

4. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit à un vote pour chaque action privi-

to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

7. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Martin-Paquette, Limitée".

The capital stock of the Company shall consist of twenty thousand (20,000) 6% cumulative preferred shares of the par value of fifty dollars (\$50.00) each and forty thousand (40,000) common shares without nominal or par value. The amount with which the company shall carry on business is three hundred thousand dollars (\$300,000.00);

The allotment and issue of the said forty thousand (40,000) common shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the Company.

The said preference shares shall carry and be subject to the following provisions, priorities, rights, privileges, conditions and restrictions, namely:

1. The holder of the said preferred shares shall be entitled to receive fixed cumulative preferential dividends at the rate of six per centum (6%) per annum and no more on the capital for the time being paid up thereon respectively, such dividends to be cumulative from such date or dates, not later than two (2) months from the respective dates of the issue of the said shares as may be fixed by the Board of Directors of the Company and to be payable quarterly on such dates as the Directors may determine. No dividend shall be paid or declared and set apart for payment on any other shares of the Company unless all accrued dividends upon the said preferred shares then issued and outstanding, including the preferential dividend for the current quarterly dividend period, shall have been paid or declared and set apart for payment.

2. The capital paid up on the said preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the Company's assets.

3. In the event of the winding up or dissolution of the Company or any distribution of assets other than by way of dividends no sum whatsoever shall be paid to nor shall any assets whatsoever be distributed among the holders of any other shares of the capital stock of the Company until there shall have been paid to the holders of the Preferred shares the capital paid up on the preferred shares held by them respectively, plus a sum equal to all unpaid and accrued dividends upon such preferred shares to the date of commencement of such winding up, dissolution or distribution, whether or not declared and whether or no there are profits available for such dividends and in the event of such winding up, dissolution or distribution being voluntary, an additional sum of five dollars (\$5.00) per share, and the holder of preferred shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the Company by preference and in priority to the holders of any other shares of the Company, but the holders of the said preferred shares shall not have the right or be entitled to any further participation in the assets of the Company.

4. The holders of the said preferred shares shall be entitled at all Annual or General Meetings

légée détenue par eux respectivement, à toutes assemblées annuelles ou générales des actionnaires;

5. Excepté avec le consentement ou l'approbation des porteurs des actions privilégiées exprimée par le vote affirmatif des porteurs de la majorité des actions privilégiées en cours, représentées par les actionnaires présents en personne ou par procuration à une assemblée de telles actionnaires, convoquée à cette fin, la compagnie ne pourra:

a. Emettre toutes actions privilégiées jusqu'à concurrence de sept mille cinq cents (7,500) actions;

b. Emettre toutes actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair jusqu'à concurrence de quinze mille (15,000) actions;

c. Créditer, faire ou donner tout mortgage, hypothèque, nantissement ou garantie sur aucun des biens formant partie du capital de la compagnie;

d. Vendre ou autrement disposer de la totalité ou toute partie des biens formant partie de son capital ou de ses placements;

e. Déclarer tout dividende sur aucune de ses actions ordinaires;

6. Les dispositions contenues dans les sous-paragraphes a à e inclusivement du paragraphe précédent 5 des présentes, et des dispositions contenues dans ce paragraphe 6 ne seront pas révoquées, modifiées ou changées à moins qu'autorisé par règlement de la compagnie, confirmé de la manière requise par la Loi des Compagnies de Québec, et de plus par le vote affirmatif des porteurs de la majorité des actions privilégiées en cours, représentées par les actionnaires présents en personne ou par procuration à une assemblée de tels actionnaires convoqués aux fins de considérer le dit règlement. Ce règlement sera de plus confirmé par des lettres patentes supplémentaires, si les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec le requièrent;

Et il est ordonné et déclaré dans les présentes que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, membres ou employés, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lorsqu'il est que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu, toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, (20) non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions.

Le bureau principal de la compagnie sera à la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3103 ALEXANDRE DESMEULES.

of Shareholders to one vote for each preferred share held by them respectively.

5. Except with the consent or approval of the holders of the preferred shares, evidenced by the affirmative vote of holders of a majority of the outstanding preferred shares represented by shareholders present in person or by proxy at a meeting of such shareholders called for the purpose, the Company shall not:

a. Issue any preferred shares in excess of seven thousand five hundred (7,500) shares;

b. Issue any common shares without nominal or par value in excess of fifteen thousand (15,000) shares;

c. Credit, make or give any mortgage, hypothec, pledge or security on any of its capital assets;

d. Sell or otherwise dispose of the whole or any part of its capital assets or investments;

e. Declare any dividends on any of its common shares.

6. The provisions contained in sub-paragraphs a to e both inclusive, of the preceding paragraph 5 hereof and the provisions contained in this paragraph 6 shall not be repealed, modified or altered unless authorized by by-law of the Company, confirmed in the manner required by the Quebec Companies' Act, and in addition by the affirmative vote of holders of a majority of the outstanding Preferred shares represented by shareholders present in person or by proxy at a meeting of such shareholders called for the purpose of considering the said by-law. Such By-Law shall be further confirmed by Supplementary Letters Patent if the provisions of the Quebec Companies' Act so require.

And it is further ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are shareholders, members or employees or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ;

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the County of Hochelaga, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3104 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Fifth Avenue Theatre Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de mai 1930, à la compagnie dite "Fifth Avenue Theatre Corporation", amendant les lettres patentes originales de la compagnie comme suit, à savoir:

Un règlement ayant pour effet de restreindre les droits des porteurs d'actions privilégiées;

Les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit de vote à toute assemblée des actionnaires de la compagnie ni à recevoir aucun avis de telle assemblée ni d'assister ou à être représentés à ladite assemblée soit générale ou spéciale, excepté en ce qui concerne telles matières qui sont expressément requises par la loi pour être votées par les porteurs d'actions privilégiées à moins que et durant telle période de huit dividendes trimestriels sur les dites actions aient été accrues et restées impayées, dans lequel cas, les porteurs de telles actions privilégiées auront droit à un vote chaque action privilégiée;

Les droits, préférences, privilèges, limitations et conditions attachés aux actions privilégiées pourront de temps à autre, être annulés, modifiés ou révoqués par une résolution adoptée par le vote favorable des porteurs d'au moins soixante-quinze (75%) pour cent en valeur des actions privilégiées alors émises et en cours à une assemblée dûment convoquée pour cette fin, et par tel vote des porteurs des actions de la compagnie tel que requis par la loi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3105 ALEXANDRE DESMEULES.

"General Property Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour de mai 1930, changeant le nom de la compagnie "General Realty Company, Limited", en celui de "General Property Corporation".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3107 ALEXANDRE DESMEULES.

"Montreal Light, Heat & Power Consolidated".

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la deuxième partie de la Loi des Compagnies de Québec, article 10 de la Loi 6, Geo. V, chapitre 82, et des articles 136 et suivants de la deuxième partie de la Loi des Compagnies de Québec, (chapitre 223, S. R. Q., 1925), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de mai 1930, à la compagnie "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", pour les fins suivantes:

Que le capital-actions autorisé de la compagnie "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", soit, et il est, par les présentes, augmenté de 2,558,163 actions sans valeur nominale ou au pair à 5,000,000 d'actions sans valeur nominale ou au

"Fifth Avenue Theatre Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1930, to the Company "Fifth Avenue Theatre Corporation", amending the original Letters Patent of the company as follows, to wit:

A By-Law to restrict the rights of the holders of preferred shares.

The holders of preferred shares shall not be entitled to vote at any meeting of shareholders of the company nor to receive any notice of such Meeting nor to attend or be represented thereat whether general or special except in respect of such matters as are by law expressly required to be voted upon by the holders of preferred shares unless and during such period as eight quarterly dividends upon said shares shall have accrued and remain unpaid, in which event the holders of such preferred shares shall have one vote for each preferred share;

The rights, preferences, privileges, limitations and conditions attaching to the preferred shares may from time to time be cancelled, altered or repealed by resolution adopted by the favourable vote of the holders of at least seventy-five per cent (75%) in value of the preferred shares then issued and outstanding at a Meeting duly called for the purpose and by such vote by the holders of the other shares of the Company as may be required by law.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3106 Acting Assistant Provincial Secretary.

"General Property Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1930, changing the name of the company "General Realty Company, Limited", to that of "General Property Corporation".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3108 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Light, Heat & Power Consolidated".

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies' Act, article 10 of the Act 6 Geo. V, chap. 82, and of articles 136 and following of Part II of the Quebec Companies' Act, (chap. 223, Q. R. S., 1925), supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1930, to the Company "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", for the following purposes:

That the authorized share capital of "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", be and the same is hereby increased from 2,558,163 shares without nominal or par value to 5,000,000 shares without nominal or par value by the crea-

pair, par la création de 2,441,837 actions additionnelles sans valeur nominale ou au pair; et

Que toutes et chacune des actions sans valeur nominale ou au pair du capital-actions de cette compagnie, tel qu'augmenté par résolution des actionnaires, à une assemblée générale spéciale d'iceux, dûment convoquée et tenue à cette fin, soient et elles sont, par les présentes, subdivisées en deux actions sans valeur nominale ou au pair, indépendantes de, soit que telle action soit émise ou non-émise, le tout à l'effet que le capital-actions autorisé de la compagnie "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", sera et deviendra 10,000,000 actions sans valeur nominale ou au pair; et

Que les actions-non-émises du capital-actions de cette compagnie, telle que constituée, seront émises et réparties par les directeurs pour telles considérations qu'ils pourront déterminer, de temps à autre, et comme ils se conformeront aux dispositions de la charte de cette compagnie; et

Que le montant du capital avec lequel cette compagnie exercera dès lors son industrie sera de \$50,000,000.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3109 ALEXANDRE DESMEULES,

"Nancekivell Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du quinzième jour de mai 1930, à la compagnie "Nancekivell Motors, Limited", augmentant le capital-actions de la compagnie, comme suit, à savoir:

Le capital-actions autorisé de la compagnie consistant en quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, sujet à confirmation par lettres patentes supplémentaires sera, et il est, par les présentes, augmenté à mille neuf cent quatre-vingt-dix (1,990) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, qui seront émises et réparties à la condition que les directeurs de la compagnie pourront déterminer de temps à autre.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3111 ALEXANDRE DESMEULES.

"Shaw & Begg, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dixième jour de mai 1930, à la compagnie "Shaw & Begg, Incorporated", ratifiant le Règlement No 11 de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que le capital de la compagnie soit, et il est, par les présentes augmenté de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00), par l'addition de mille cinq cents (1,500) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3113 ALEXANDRE DESMEULES,

tion of 2,441,837 additional shares without nominal or par value; and

That each and every share without nominal or par value of the capital stock of this Company, as increased by resolution of the shareholders at a Special General meeting thereof duly convened and held for that purpose, be and it is hereby subdivided into two shares without nominal or par value, irrespective of whether such share be issued or unissued, the whole to such effect that the authorized share capital of "Montreal Light, Heat & Power Consolidated", shall be and become 10,000,000 shares without nominal or par value; and

That the unissued shares of the capital stock of this Company so constituted shall be allotted and issued by the Directors for such considerations as they may from time to time determine and as shall conform to the provisions of this Company's charter; and

That the amount of capital with which this Company, may hereafter carry on business shall be \$50,000,000.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3110 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Nancekivell Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the fifteenth day of May, 1930, to the company "Nancekivell Motors, Limited", increasing the capital stock of the company as follows, to wit:

The authorized capital stock of the Company consisting of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety nine (999) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, subject to confirmation by Supplementary letters patent shall be and is hereby increased to one thousand nine hundred and ninety (1,990) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, which shall be issued and allotted on such condition, as the directors of the Company may determine from time to time.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3112 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Shaw & Begg, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1930, to the Company "Shaw & Begg, Incorporated", ratifying By-Law No. 11, of the Company as follows, to wit:

That the Capital of the Company be and it is hereby increased to two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), by the addition of one thousand five hundred (1,500) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3114 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Siscoe Gold Mines Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de mai 1930, à la compagnie "Siscoe Gold Mines, Limited", ratifiant un règlement de la compagnie comme suit, à savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de quatre millions de dollars (\$4,000,000.00), à cinq millions de dollars (\$5,000,000.00), par l'addition d'un million d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1.00) chacune;

Que les dites actions additionnelles soient émises et réparties de temps à autre, comme il sera jugé approprié et convenable pour les intérêts de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3115 ALEXANDRE DESMEULES.

"Siscoe Gold Mines Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1930, to the Company "Siscoe Gold Mines, Limited", ratifying a by-law of the Company, as follows, to wit:

That the capital stock of the Company be increased from four million dollars (\$4,000,000.00), to five million dollars (\$5,000,000.00.), by the addition of one million shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

That the said additional shares be issued and allotted from time to time as may be deemed proper and advisable in the Company's interests.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3116 Acting Assistant Provincial Secretary.

Département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

Conformément à l'article 15, section V, du chapitre 84 des S. R. P. Q., (1925), avis est par la présente donné qu'une société Coopérative de Pêcheurs a été constituée dans le comté de Témiscouata, sous le nom de "Société de Pêcheries coopérative de L'Isle Verte", dont le principal bureau d'affaire est situé à Isle Verte, Co. Témiscouata.

Le sous ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries,
L.-A. RICHARD.

Surintendant des Pêcheries Maritimes,
3117 F.-M. GIBAUT.

Department of Colonization, Game and Fisheries

In conformity with article 15, Section V, of Chapter 84, of the R. S. P. Q., (1925), notice is hereby given that a fishermen's cooperative association has been formed in the County of Témiscouata, under the name of "Isle Verte Fishermen's Cooperative Association", and that its principal place of business will be at Isle Verte, County of Témiscouata.

L. A. RICHARD,
Deputy Minister of Colonization,
Game and Fisheries.

F.-M. GIBAUT,
3118 Superintendent of Maritime Fisheries.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A-66139. Dame Rose-Ethel Mouzer, épouse de Walter-Henry Cooper, contracteur, de la cité de Verdun, district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Walter-Henry Cooper, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

Montréal, le 31 mai 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
3119-23-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 70049. Dame Myrtle O'Neill, de la ville de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Benjamin Lawton, dessinateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Benjamin Lawton, dessinateur, de la ville de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 mai 1930.

Montréal, ce 2 juin, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
3143-23-4 C.-H. LALONDE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-66139. Dame Rose Ethel Mouzer, wife of Walter Henry Cooper, Contractor, of the City of Verdun, District of Montreal, Plaintiff; vs The said Walter Henry Cooper, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against Defendant.

Montreal, May 31st., 1930.

FAUTEUX & FAUTEUX,
3120-23-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 70049. Dame Myrtle O'Neill of the City of Montreal, District of Montreal, wife common as to property of Benjamin Lawton, draftsman, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Benjamin Lawton, of the City of Montreal, District of Montreal, draftsman, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 8th. day of May, 1930.

Montreal, June 2nd., 1930.

C. H. LALONDE,
3144-23-4 Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 65426. Dame Georgianna Baillargeon, épouse commune en biens de Dieudonné Lemieux, plombier, tous deux ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant du village de Vaudreuil, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Dieudonné Lemieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26ième jour de mai 1930.

Montréal, 26 mai, 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
3013—22-4 LAMARRE & LAMARRE.

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure No 2748. Lucia Lareau, de Dupuy, district d'Abitibi, épouse de Léon Carreau, du même endroit, demanderesse; vs Ledit Léon Carreau, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 mai 1930.

Amos, 26 mai, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
3021—22-4 LEON DUSSAULT.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-61782. Dame Hannah Fraida Wasserman, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Alter Flaishacker alias Fleisher, du même endroit, tailleur, dûment autorisée en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, le 23 mai 1930, demanderesse; vs Alter Flaishacker alias Fleisher, de la cité de Montréal, tailleur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur aux présentes.

Montréal, le 26 mai, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
3023—22-4 A.-W. MUHLSTOCK.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 69025. Dame Frida Hymovitz, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse commune en biens de William Morris, marchand, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; *versus* William Morris, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 avril, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
2853—21-4 MONROE ABBEY.

Canada, Province de Québec, District de Beauce. Dans la Cour Supérieure. No 11,731. Dame Delphine Rancourt, épouse commune en biens de Joseph-Thomas-Isidore alias Dolor Pépin, cultivateur, de Saint-Théophile, district de Beauce, demanderesse; vs Joseph-Thomas-Isidore alias Dolor Pépin, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

Saint-Joseph de Beauce, 14 mai, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
2839—21-4 LEONCE CLICHE.

Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, No 2624. Dame Blandine Lafrenière, de la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Delavoie Léveillé, plombier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs DeLavoie Leveillé, de la ville de Sainte-

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 65426. Dame Georgianna Baillargeon, wife common as to property of Dieudonné Lemieux, plumber, both heretofore of the city and district of Montreal, and now of the Village of Vaudreuil, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Dieudonné Lemieux, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 26th day of May, 1930.

Montreal, May 26, 1930.

LAMARRE & LAMARRE,
3014—22-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court. No. 2748. Lucia Lareau, of Dupuy, District of Abitibi, wife of Leon Carreau, of the same place, plaintiff; vs The said Leon Carreau, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 26th May 1930.

Amos, May 26th, 1930.

LEON DUSSAULT,
3022—22-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-61782. Dame Hannah Fraida Wasserman, of the City of Montreal, wife common as to property of Alter Flaishacker alias Fleisher, of the same place, Tailor, duly authorized in virtue of a judgment of the Superior Court, for the District of Montreal, on May 23rd., 1930, Plaintiff; vs Alter Flaishacker alias Fleisher, of the City of Montreal, Tailor, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted by the Plaintiff against the Defendant herein.

Montreal, May 26th., 1930.

A. W. MUHLSTOCK,
3024—22-4 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 69025. Dame Frida Hymovitz, of the City and District of Montreal, duly authorized for these presents, wife common as to property of William Morris, merchant, of the City and District of Montreal, plaintiff; *versus* William Morris, of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 29th of April, 1930.

MONROE ABBEY,
2854—21-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, In the Superior Court, No 11,731. Dame Delphine Rancourt, wife common as to property of Joseph Thomas Isidore alias Dolor Pepin, farmer, of Saint Théophile, district of Beauce, plaintiff; vs Joseph Thomas Isidore alias Dolor Pepin, farmer, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Saint Joseph de Beauce, May 14th, 1930.

LEONCE CLICHE,
2840—21-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No 2624. Dame Blandine Lafrenière, of the Town of Sainte Thérèse, District of Terrebonne, wife common as to property of Delavoie Léveillé, Plumber, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Delavoie Leveillé, of the Town of Sainte

Thérèse, District de Terrebonne, Plombier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 mai 1930.

Saint-Jérôme, 17 mai, 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2847—21-4 TESSIER & LORRAIN.

Cour Supérieure, District de Montréal, No C-50604. Dwara Malkowska, épouse de Joseph Herscovitch, boucher, de Montréal, a institué contre lui une action en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
2905—21-4 POPLIGER & WEBER.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 2668. Année Thibault, épouse commune en biens de J.-Bte Bélanger, dûment autorisée à ester en justice, du village du Bic, district de Rimouski, demanderesse; vs J.-Bte Bélanger, du village du Bic, district de Rimouski, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7 mai 1930.

Rimouski, 7 mai 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2671—20-4 CASGRAIN & CARON.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure. No 11724. Hermance Labbé, épouse commune en biens de Philippe Champagne, industriel, de Saint-Joseph de Beauce, demanderesse; vs Philippe Champagne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 13 mai 1930.

Saint-Joseph, Beauce, ce 13 mai 1930.

Le procureur de la demanderesse,
2761—20-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Thérèse, District of Terrebonne, Plumber, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 16th day of May 1930.

Saint Jérôme, May 17th, 1930.

TESSIER & LORRAIN,
2848—21-4 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, District of Montreal, No. C-50604. Dwara Malkowska, wife of J. Bte Herscovitch, butcher, of Montreal, has sued him in separation as to property.

POPLIGER & WEBER,
2906—21-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No 2668. Année Thibault, wife common as to property of J. Bte Belanger, duly authorized to *ester en justice*, of the village of Bic, district of Rimouski, plaintiff; vs J. Bte Belanger, of the village of Bic, district of Rimouski, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 7th of May, 1930.

Rimouski, 7th May, 1930.

CASGRAIN & CARON,
2672—20-4 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 11,724. Hermance Labbé, wife common as to property of Philippe Champagne, Industrial, St. Joseph Beauce, plaintiff; vs Philippe Champagne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 13th May, 1930.

St. Joseph Beauce, 13th May, 1930.

ROSAIRE BEAUDOIN,
2762—20-4 Attorney for plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Gaspé, Cour Supérieure, No 4615. Sarah-Louisa Aylett, épouse commune en biens de William-Charles Brochett, journalier, de Matapédia, Comté de Bonaventure, district de Gaspé, demanderesse; vs William-Charles Brochett, journalier, de Matapédia, comté de Bonaventure, district de Gaspé, défendeur.

Une action en séparation de biens et de corps a été instituée en cette cause le 20 mai, 1930.

New-Carlisle, le 21 mai, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
3003—22-4 P-EMILE COTÉ.

Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour Supérieure, No. 96. Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée par Dame Yvonne Alain, de la paroisse de Sainte-Hélène de Chester, épouse commune en biens de Joseph Lantagne, du même lieu, cultivateur, contre son dit époux.

Arthabaska, 6 mai, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
2901—21-4 JULES POISSON.

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Gaspé, Superior Court, No. 4615. Sarah Louisa Aylett, wife common as to property of William Charles Brochett, laborer, of Matapedia, County of Bonaventure, district of Gaspé, plaintiff; vs William Charles Brochett, of Matapedia, County of Bonaventure, District of Gaspé, laborer, defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this case on the 20th day of May, 1930.

New-Carlisle, May 21st, 1930.

P. EMILE COTE,
3004—22-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Arthabaska, in the Superior Court, No. 96. An action for separation as to bed and board and as to property has been this day instituted by Dame Yvonne Alain, of the parish of Sainte Helene de Chester, wife common as to property of Joseph Lantagne, of the same place, farmer, against her said husband.

Arthabaska, May 6, 1930.

JULES POISSON,
2902—21-4 Attorney for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Québec, le 2 juin 1930.

Avis concernant l'annexion de la municipalité scolaire No 1, de la Côte Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions du paragraphe 12 de l'article 6 de la loi 20 Geo. V, c. 58, l'officier en fonction pour la tenue du referendum relatif à cette annexion a, le 23 mai 1930, fait à l'honorable Secrétaire de la province le rapport suivant:

"Monsieur le secrétaire Provincial,

J'ai l'honneur de vous faire rapport d'un referendum tenu le 20 mai 1930, à l'école Viger, aux fins d'approuver l'annexion de la municipalité scolaire No 1, de la Côte Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire sous le Contrôle et la juridiction de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, suivant les prescriptions de la loi 20 George V, chapitre 58, section 6.

Les contribuables de la dite municipalité scolaire No 1, de la Côte Saint-Laurent, enregistrèrent deux cent neuf (209) votes:

Bulletin admis favorisant l'annexion.....	153
Bulletin admis désapprouvant l'annexion...	37
Bulletins écartés (mis de côté).....	19

209

La majorité absolue des votes enregistrés approuve par conséquent l'annexion de la Municipalité Scolaire No 1 de la Côte Saint-Laurent à la Municipalité Scolaire sous le contrôle et juridiction de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.

(Signé) JEAN CASGRAIN,

Officier Rapporteur,

Secrétaire de la Commission des
Ecoles Catholiques de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce trentième jour de mai 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3139 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, June 2, 1930.

Notice respecting the annexation of the School Municipality No. 1, of Côte Saint-Laurent, county of Jacques-Cartier, to the School Municipality under the jurisdiction and control of the Montreal Catholic School Commission.

Notice is hereby given that in virtue of the provisions of paragraph 12 of articles 6 of the Act 20 Geo. V, c. 58, the officiating officer for the holding of the referendum relating to such annexation has, the 23rd of May, 1930, made to the Honourable the Provincial Secretary, the following report:

"The Honourable the Provincial Secretary,

I have the honour so submit to you a report of a referendum held the 20th of May, 1930, at the Viger School, for the purpose of approving the annexation of the School Municipality No. 1, of Côte Saint-Laurent, county of Jacques-Cartier, to the School Municipality under the control and jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission, pursuant to the provisions of the Act 20 Geo. V, chapter 58, section 6.

The ratepayers of the said School Municipality No. 1, of Côte Saint-Laurent, registered two hundred and nine (209) votes:

Ballots admitted favoring annexation.....	153
Ballots admitted disapproving annexation..	37
Ballots rejected (set aside).....	19

209

The absolute majority of registered votes therefore approves the annexation of the School Municipality No. 1 of Côte Saint-Laurent to the School Municipality under the control and jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission.

(Signed) JEAN CASGRAIN,

Returning Officer.

Secretary of the Montreal
Catholic School Commission.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this thirtieth day of May, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
3140 Acting Assistant Provincial Secretary.

Bureaux-chefs

Chief Offices

"BEAUHARNOIS CONSTRUCTION COMPANY"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Beauharnois Construction Company", constituée en corporation par lettres patentes le 29 mai 1929, et ayant son bureau-chef à la chambre 821, édifice "Drummond Building", Montréal, l'a déménagé à la chambre 1620 édifice "University Tower Building", Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 2ième jour de juin 1930.

Le secrétaire,
3121 HUGH-B. GRIFFITH.

"BEAUHARNOIS CONSTRUCTION COMPANY"

Notice is hereby given that the "Beauharnois Construction Company", incorporated by letters patent on the 29th May, 1929, and having its head office at Room 821, "Drummond Building", Montreal, has moved it to Room 1620, "University Tower Building", Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the above company as being the head office of the said Company.

Dated at Montreal, the 2nd day of June, 1930.

HUGH B. GRIFFITH,
3122 Secretary.

"BEAUHARNOIS LAND COMPANY"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Beauharnois Land Company", constituée en corporation par lettres patentes le 26 juin 1929, et ayant son bureau-chef à la chambre 821, édifice

"BEAUHARNOIS LAND COMPANY"

Notice is hereby given that the "Beauharnois Land Company", incorporated by letters patent on the 26th June, 1929, and having its head office at Room 821, "Drummond Building", Montreal,

"Drummond Building", Montréal, l'a déménagé à la chambre 1620 édifice "University Tower Building", Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 2ième jour de juin 1930.

Le secrétaire,
3123 HUGH-B. GRIFFITH.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the above Company as being the head office of the said Company.

Dated at Montreal, the 2nd day of June, 1930.

HUGH B. GRIFFITH,
3124 Secretary.

"BEAUHARNOIS LIGHT HEAT AND POWER COMPANY" "BEAUHARNOIS LIGHT HEAT AND POWER COMPANY"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Beauharnois Light Heat and Power Company", constituée par Acte Spécial de la Législature de la Province de Québec, en date du 26 mars 1902, amendée par Acte Spécial le 4 juin 1910 et 22 mars 1928, et ayant son bureau-chef à la chambre 821, édifice "Drummond Building", Montréal, l'a déménagé à la chambre 1620 édifice "University Tower Building", Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 2ième jour de juin 1930.

Le secrétaire,
3125 HUGH-B. GRIFFITH.

Notice is hereby given that the "Beauharnois Light Heat and Power Company", incorporated by Special Act of the Legislature of the Province of Quebec, assented to on the 26th March, 1902, as amended by Special Act assented to on the 4th June, 1910 and 22nd March, 1928, and having its head office at Room 821, "Drummond Building", Montreal, has moved it to Room 1620, "University Tower Building", Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the above Company as being the head office of the said Company.

Dated at Montreal, the 2nd day of June, 1930.

HUGH B. GRIFFITH,
3126 Secretary.

"BEAUHARNOIS TRANSMISSION COMPANY" "BEAUHARNOIS TRANSMISSION COMPANY"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Beauharnois Transmission Company", constituée en corporation par lettres patentes le 26 juin 1929, et ayant son bureau-chef à la chambre 821, édifice "Drummond Building", Montréal, l'a déménagé à la chambre 1620 édifice "University Tower Building", Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 2ième jour de juin 1930.

Le secrétaire,
3127 HUGH-B. GRIFFITH.

Notice is hereby given that the "Beauharnois Transmission Company", incorporated by letters patent on the 26th June, 1929, and having its head office at Room 821, "Drummond Building", Montreal, has moved it to Room 1620, "University Tower Building", Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the above Company as being the head office of the said Company.

Dated at Montreal, the 2nd day of June, 1930.

HUGH B. GRIFFITH,
3128 Secretary.

Canada,
Province de Québec.

"BILODEAU, LIMITÉE"

Règlement No 2, établissant le bureau principal et le domicile légal de la Compagnie.

Il est par le présent règlement No 2, de la compagnie "Bilodeau, Limitée", ordonné et statué comme suit, savoir:

La compagnie "Bilodeau, Limitée", a et aura son bureau principal et son domicile légal au No 82 de la rue Richelieu, en la cité de Québec.

Lu, adopté et signé séance tenante, ce quatorzième jour de mai 1930.

Le président,
3129 IGNACE BILODEAU.
Le secrétaire,
L.-E.-LANGIS GALIPEAULT.

Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "G. & G. Engineering & Sales, Limited", incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 23 juillet, 1929, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 2344 rue Coursol, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit

Canada,
Province of Quebec,

"BILODEAU, LIMITÉE"

By-Law No. 2, establishing the principal place of business and legal domicile of the company.

It is by the present by-law No. 2, of the company "Bilodeau, Limitée", ordered and enacted as follows, to wit:

The company "Bilodeau, Limitée", has and shall have its principal place of business and legal domicile at No. 82, Richelieu Street, in the city of Quebec.

Read, adopted and signed at the meeting, this fourteenth day of May, 1930.

IGNACE BILODEAU,
President.
L. E. LANGIS GALIPEAULT,
3130 Secretary.

Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that the Company "G. & G. Engineering & Sales, Limited", incorporated by Letters Patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, the 23rd. of July, 1929, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 2344 rue Coursol, at Montreal.

From and after the date of the present notice,

bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 21 mai, 1930.

3131

Le secrétaire,
ERNEST GOSSELIN.

the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this May 21st., 1930.

3132

ERNEST GOSSELIN,
Secretary.

Avis est donné que la Compagnie "Renards Argentés Beetz, Limitée", constituée en Corporation par Lettres Patentes de la province de Québec, en date du neuvième jour de mai 1923, et ayant son bureau principal au numéro 54 Boulevard Saint-Germain, Saint-Laurent, Province de Québec, a transporté son bureau principal dans la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil, comté de Vaudreuil, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau situé dans la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil, est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-sixième jour de mai 1930.

3145

Le secrétaire-trésorier,
C.-RENÉ DUFRESNE.

Notice is hereby given that the Company "Renards Argentés Beetz, Limitée", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 9th. day of May, 1923, and having its head office at 54 Boulevard Saint Germain, Saint Laurent, Province of Quebec, has moved its head office in the Parish of Saint Michel de Vaudreuil, County of Vaudreuil, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office, situated in the Parish of Saint Michel de Vaudreuil, County of Vaudreuil, Province of Quebec, shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this twenty-sixth day of May, 1930.

3146

C. RENE DUFRESNE,
Secretary-Treasurer.

Charte:—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Bois & Matériaux, Limitée", ayant fait affaires à Chicoutimi, s'adressera incessamment au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et d'être déclarée dissoute.

Par ordre du bureau de direction,

3133

Le président,
J.-C. GAGNE.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that the Company, "Lumber & Building Supply, Limited", having carried on business in Chicoutimi, presently makes application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and be declared dissolved.

By order of the Board of Directors,

3134

J. C. GAGNE,
President.

ERRATUM

Re: "Angers, Noël & Cie, Limitée", à la page 1751 de la *Gazette officielle de Québec* du 17 mai 1930, sixième paragraphe, lisez: Le bureau principal de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, au lieu de Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

3141

ERRATUM

Re: "Angers, Noël & Cie, Limitée", on page 1751 of the *Quebec Official Gazette* of the 17th of May, 1930, sixth paragraph, read: The head-office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, instead of Jonquière, in the district of Chicoutimi.

3142

Liquidation—Avis de

Province de Québec, District de Montréal.

Les soussignés donnent avis que suivant jugement rendu par l'honorable Juge Coderre, le 27 mai 1930, C. S. M., No 131, ils ont été nommés liquidateurs conjoints des biens de la société "Eusèbe Labelle & Fils", de Pont Viau, comté de Laval, maintenant dissoute et qu'ils ont prêté serment.

Montréal, 31 mai 1930.

Les liquidateurs conjoints,
J.-W. LEVESQUE, Notaire,
3135 VINCENT LAMARRE, Syndic.

Winding up Notice

Province of Quebec, District of Montreal.

The undersigned do hereby give notice that, by judgment of the Hon. Justice Coderre rendered on the 27th. of May, 1930, M. S. C., No. 131, they have jointly been appointed liquidators of the Estate of the partnership "Eusèbe Labelle & Fils", of Pont Viau County of Laval, now dissolved and that they have taken oath.

Montreal, May 31st. 1930.

J. W. LEVESQUE, Notary,
VINCENT LAMARRE, Trustee,
3136 Joint Liquidators.

Minutes de notaire

Québec, le 16 mai, 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Joseph-Exoré Dupont, notaire, demeurant et pratiquant à Napierville, district d'Iberville, demandant, en sa faveur, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Alexandre Barette, en son vivant, notaire, demeurant et pratiquant à Napierville, district d'Iberville.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2825-21-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Québec, le 20 mai, 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par M. Ernest Labrèque, notaire, pratiquant et demeurant à Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Adolphe Labrèque en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire Cyprien Labrèque, dont le dit Adolphe Labrèque était le cessionnaire.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2865-21-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Notarial Minutes

Quebec, May 16th, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Exoré Dupont, notary, residing and practising at Napierville, district of Iberville, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Alexandre Barette, in his lifetime, notary, residing and practising at Napierville, district of Iberville.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
2826-21-5

Quebec, May 20, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Ernest Labrèque, notary, residing and practising in Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Adolphe Labrèque, in his lifetime, notary, of the same place, also the minutes, repertory and index of the late Cyprien Labrèque, notary, of whom the said Adolphe Labrèque was the assignee.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
2866-21-5

Soumissions

Province de Québec, Municipalité de Saint-Antoine de Padoue de Kempt.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées, soumissions pour obligations, pour l'achat d'une émission d'obligation datée du 1er janvier 1930, au montant de \$3,000.00 intérêts non compris, remboursables par séries du 1er janvier 1931, au 1er janvier 1940, à 5% d'intérêt, seront reçues par le soussigné jusqu'au 23 juin 1930, à 7 heures, p. m.

Capital et intérêts semi-annuels, 1er janvier et juillet payable à la Banque Canadienne Nationale Mont-Joli, de dénominations de \$50.00.

L'obligation pourra être enregistrée.

Objet de l'emprunt, pour rembourser les emprunts contractés pour la confection de clôture des routes et confection et réfection de chemins publics de cette municipalité. Livraison vers le 25 juillet, ou aussitôt que les débentures auront été imprimées.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Un intérêt au taux de 5% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur son dépôt, au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées. La Municipalité se réserve le droit de n'accepter, ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Saint-Antoine de Padoue de Kempt, le 28 mai 1930.

3147

Le secrétaire-trésorier,
HECTOR GAGNON.

Tenders

Province of Quebec, municipality of Saint-Antoine de Padoue de Kempt.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "tender for bonds" for the purchase of an issue of bonds dated from January 1st, 1930, for \$3,000.00 interest not included, redeemable serially from January 1st., 1931, to January 1st., 1940, at 5% interest, will be received by the undersigned until June 23rd, 1930, at 7 o'clock P. M.

Capital and interest semi-annually 1st of January and July, payable at the Banque Canadienne Nationale, Mont-Joli, in denominations of \$50.00.

The bond may be registered.

Object of the loan, to redeem loans contracted for fencing of roads, and the building and remaking of public roads of the said municipality. Delivery towards the 25th of July or as soon as the debentures shall be printed.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Interest at the rate of 5% shall be paid until the date of delivery on the deposit of the tenderer whose offer shall be accepted.

Every tender must specify whether or not the accrued interest is comprised in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereabove enumerated shall be rejected. The municipality reserves the right to accept neither the highest or any of the tenders.

Saint-Antoine de Padoue de Kempt, the 28th of May, 1930.

3148

HECTOR GAGNON,
Secretary Treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 188, Cour Supérieure (En matière de Faillite). IN RE: Lucien Lefebvre, Sainte-Anne de Bellevue, Qué., cédant.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le NEUVIEME jour de JUILLET 1930 à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la Cité de Montréal, l'immeuble suivant:

DESCRIPTION

Un lot de terre situé Avenue Joseph de la Ville de Verdun et connu sous le numéro quatre cent soixante-et-cinq de la subdivision du lot trois mille quatre cent cinq (3405-465) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant le dit lot vingt-cinq pieds de largeur par cent douze pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 3987 et 3989 de la rue Joseph en la ville de Verdun, mais sujet cependant au droit de passage établi sur le dit lot ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour des Faillites en date du 28ème jour de mai 1930, conformément à l'article 45 section 2 et suivantes de la Loi des Faillites et aura l'effet du décret.

Le syndic,
JOSEPH-G. DUHAMEL.

Bureau: Suite 96,
152 rue Notre-Dame Est,
Montréal.

3149—23-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, en liquidation, No 178. In Re: Montague Investments, Limited, en liquidation, et J.-Albert Lejour, liquidateur.

AVIS DE VENTE

Suivant jugement de la Cour Supérieure, en date du 17 avril 1930, le soussigné vendra par encan public, au bureau du shérif de Montréal, le JEUDI, le DOUZIEME jour de JUIN 1930, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée), les immeubles ci-après désignés:

Onze (11) lots de terre dans la ville de Montréal Est, Province de Québec, décrits comme étant dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connus comme subdivisions 81-82-83-164-165-258-259 du lot cadastral numéro quatre-vingt-dix (90), et subdivisions 97-96-165-166 du lot cadastral numéro quatre-vingt-neuf (89), tous dans la dite paroisse.

Les dits immeubles seront vendus conformément aux dispositions de la Loi des Liquidations, chapitre 132, et ses amendements, Statuts Révisés du Canada, 1927, et aussi selon les dispositions des Articles 9 à 15 inclusivement du chapitre 277 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1925, pour donner à la dite vente l'effet du décret.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No 188, Superior Court, (In Bankruptcy Matters). IN RE: Lucien Lefebvre, Sainte-Anne de Bellevue, Que., Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the NINTH day of JULY, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the Sheriff's office, Court House, in the city of Montreal, the following immovable:

DESCRIPTION

A lot of land situate on Avenue Joseph in the town of Verdun and known under number four hundred and sixty five of the subdivision of lot three thousand four hundred and five (3405-465) on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, measuring the said lot, twenty five feet in width by one hundred and twelve feet and six inches in depth, the whole English measure and more or less—with all the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 3987 and 3989 of Joseph Street in the Town of Verdun, but subject however, to the right of Way established on the said lot—as the whole actually exists with all the active and passive servitudes apparent or occult attached to the said immovable.

The titles and certificates may be seen at my office.

The said sale shall be made pursuant to a judgment of the Bankruptcy Court dated the 28th day of May, 1930, according to article 45 section 2 and following of the Bankruptcy Act which gives it the effect of a Sheriff's sale.

JOSEPH-G. DUHAMEL,
Trustee.

Office: Suite 96,
152 Notre Dame Est,
Montréal.

3150—23-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, under the Winding-up Act, No. 178. In Re: Montague Investments, Limited, in liquidation, and J. Albert Lejour, liquidator.

NOTICE OF SALE

In virtue of a judgment of the Superior Court, under date of April 17th, 1930, the undersigned will sell by public auction, at the Sheriff's office, in Montreal, on THURSDAY, JUNE the TWELFTH, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), the immovables hereinafter designated:

Eleven (11) lots of land in the town of Montreal East, Province of Quebec, described as being in the parish of Pointe-aux-Trembles, known as subdivisions 81-82-83-164-165-258-259 of the cadastral lot number ninety (90), and subdivisions 97-96-165-166 of the cadastral lot eighty nine (89), all in the said parish.

The said immovables will be sold in conformity with the dispositions of the Winding-up Act, Chapter 123 and its amendments, Revised Statutes of Canada, 1927, and also in accordance with the dispositions of articles 9 to 15 inclusively of chapter 277 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, to give the said sale the effects of a Sheriff's sale.

Conditions de vente: Comptant.
Pour toutes autres informations, s'adresser au
soussigné.

Le liquidateur,
J.-ALBERT LEJOUR.
10, Saint-Jacques-Est, Montréal.
10 mai 1930.

2605—19-2

Conditions of sale: Cash.
For any other informations, apply to the under-
signed.

J. ALBERT LEJOUR,
Liquidator.
10, St. James East, Montreal.
May 10th, 1930.

2606—19-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de l'actif: Jérémie Brennan, Louis
Santerre, J.-Aurèle Pouliot, cédants autorisés,
Québec, P. Q.

Avis est par le présent donné que MER-
CREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN
1930, à ONZE heures A. M.

Sera vendu par encan public à notre bureau,
147 Côte de la Montagne, Québec, l'immeuble en
cette affaire comme suit:

1. Les lots numéros trois cent neuf, et trois
cent dix, subdivisions du lot originaire cinq cent
quatre-vingt-quatre (584-309-310) du cadastre
officiel de Saint-Roch Nord, de Québec—avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

2. Les lots trois cent onze et trois cent douze,
subdivisions cinq cent quatre-vingt-quatre (584-
311-312) du cadastre officiel pour Saint-Roch
Nord, de Québec.

Cette vente est faite conformément aux arti-
cles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45
de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente
par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés
en tout temps en s'adressant au bureau des syn-
dics soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics,

GAGNON & CLOUTIER.

Bureau: 147 Côte de la Montagne,
Québec, le 16 mai, 1930.

2845—21-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of: Jérémie Brennan, Louis
Santerre, J.-Aurèle Pouliot, authorized assignors,
Quebec, P. Q.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY,
the TWENTY FIFTH day of JUNE, 1930,
at ELEVEN o'clock A. M.

The immovable in this bankruptcy shall be
sold by public auction, at our office, 147 Moun-
tain Hill, Quebec, as follows:

1. Lots numbers three hundred and nine and
three hundred and ten, subdivisions of the pri-
mitive lot five hundred and eighty four (584-
309-310) on the official cadastre for Saint Roch
Nord, of Quebec—with buildings thereon erected
circumstances and dependencies.

2. Lots three hundred and eleven and three
hundred and twelve, subdivisions five hundred
and eighty four (584-311-312) on the official
cadastre for Saint Roch Nord, of Quebec.

This sale shall be made pursuant to articles
716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45
of the Bankruptcy Act, having the effect of a
Sheriff's Sale.

The titles and certificates may be examined
at any time by applying to the office of the under-
signed trustees.

Conditions of payment: Cash.

GAGNON & CLOUTIER,

Trustees.

Office: 147, Mountain Hill,
Quebec, May 16, 1930.

2846—21-2

LA LOI DE FAILLITE

Canada, Province de Québec, District de
Rimouski, Cour Supérieure, No 2016. Dans
l'affaire de Philippe Dumais, Saint-Damase,
Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que conformé-
ment à une ordonnance du registraire de la loi
de faillite du district de Rimouski, rendue le 22
mai, 1930, sera vendu à la porte de l'église de
Saint-Damase, Comté Matapédia, le VINGT-
SIXIEME jour de JUIN, 1930, à ONZE heures
de l'avant-midi (heure solaire) l'immeuble ci-
après désigné, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Damase
connue et désignée sous le numéro six cent soixan-
te-et-quatre (664) et la moitié sud-ouest du lot
numéro six cent soixante-et-cinq, (½ S. O. 665)
du cadastre officiel de l'Assomption de Notre-
Dame, sixième rang du canton McNyder—avec
bâtisses dessus construites et dépendances, sujet
au droit de passage de Matapédia Valley Light
& Power Co., Ltd, tel que concédé par Matésuma
Bernier pour fins de passer une ligne électrique
avec poteaux, et de maintenir cette ligne, tel que
le tout est actuellement.

Cette vente est faite conformément aux arti-
cles 716 et 717 C. P. C., et article 20, paragraphe
4 A. B. C., de la loi de faillite et a les mêmes

THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Quebec, District of
Rimouski, Superior Court, No. 2016. In the mat-
ter of Philippe Dumais, Saint Damase, Que.,
Authorized Assignor.

Notice is hereby given that pursuant to an order
from the Registrar of the Bankruptcy Act for the
district of Rimouski, rendered the 22nd of May,
1930, there shall be sold at the church door of
Saint Damase, County of Matapédia, on the
TWENTY SIXTH day of JUNE, 1930, at
ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard
Time) the immovable hereafter designated, to
wit:

A farm situate in the parish of Saint Damase,
known and designated under number six hun-
dred and sixty four (664) and the Southwest
half of lot number six hundred and sixty five
(S. W. ½, 665) of the official cadastre for l'As-
sompition de Notre Dame, sixth range of the
township McNyder—with the buildings thereon
erected and dependencies, subject to a right of
way of the Matapédia Valley Light & Power
Co., Ltd, as ceded by Matesuma Bernier for
running an electric line thereon with poles and
to maintain such line, as the whole actually
exists.

This sale shall be made pursuant to articles
716 and 717 C. C. P., and article 20, paragraph 4
A. B. C., of the Bankruptcy Act, which gives it

effets qu'une vente par le shérif, Les droits de 1 et 2½% seront ajoutés au prix de vente suivant la loi.

Rimouski, le 22 mai, 1930.

Le syndic autorisé,
R.-O. GILBERT.

Rimouski, Qué.

2873—21-2

the same effect as a Sheriff's sale. The tax of 1, and 2½% shall be added to the sale price according to law.

Rimouski, May 22, 1930

R. O. GILBERT,
Authorized Trustee.

Rimouski, Que.

2874—21-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de J.-O. Lambert & Cie, Restaurateur et Boulanger, La Sarre, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, Qué., l'actif de cette faillite comme suit:

Item A.—Créances aux livres.....	\$262.86
Item B.—Un four portatif 88 x 90 et accessoires de boulangerie....	128.50
Item C.—Une automobile Ford, coupé, 1925.....	100.00
Item D.—Le lot numéro dix-huit du bloc six du village de La Sarre, suivant l'arpentage primitif du Ministère des Terres et Forêts, lequel est aujourd'hui désigné sous le numéro soixante-seize (76) du bloc six (6) du cadastre officiel pour le dit village de La Sarre.	

L'item A sera offert en vente à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur et les autres item seront vendus au plus haut enchérisseur.

La liste des crédits, l'inventaire, les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné et seront visibles pour inspection avant la vente.

La vente de l'item D est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, le 21 mai 1930.

Le syndic,
R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué.

2909—21-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Moïse Mailhot, Boulanger, La Sarre, comté de Pontiac, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN 1930, à DEUX heures de l'après-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de La Sarre, l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Un four en acier portatif "Hubbard" No 24211, capacité 140 pains de 3 lbs.....	\$ 1,000.00
" B.—Un engin à gazoline "Napoleon" 6 forces.....	100.00
" C.—Un pétrin mécanique.....	100.00

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of J. O. Lambert & Cie, Restaurant keeper and Baker, La Sarre, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, Standard Time, the assets on this bankruptcy shall be sold by public auction at the parochial church door of La Sarre, Que., as follows:

Item A.—Book debts.....	\$262.86
Item B.—A portable oven 88 x 90 and bakery accessories.....	128.50
Item C.—One Ford Coupé automobile, 1925.....	100.00
Item D.—Lot number eighteen of Block six of the village of La Sarre, according to the primitive survey of the Department of Lands and Forests, which lot is now designated under number seventy six (76) of Block six (6) on the official cadastre for the said village of La Sarre.	

Item A shall be offered for sale at so much in the dollar and to the highest bidder and the other items shall be sold to the highest bidder.

The list of debts, inventory, titles and certificate may be examined at any time by applying to the undersigned trustee and shall be visible for inspection before the sale.

The sale of Item D is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, May 21st, 1930.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices: 147, Mountain Hill,
Quebec, Que.

2910—21-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Moïse Mailhot, Baker, La Sarre, County of Pontiac, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of JUNE, 1930, at TWO o'clock in the afternoon, (Standard Time), there will be sold by public auction at the church door of La Sarre, the assets of this bankruptcy as follows:

ITEM A.—One steel portable oven "Hubbard" No. 24211, capacity 140 loaves of 3 lbs.....	\$ 1,000.00
" B.—One gasolene engine "Napoleon" 6 power.....	100.00
" C.—One mechanical bread-mixer.....	100.00

ITEM D.—Un poêle et tuyau, 2 tables, une huche, une armoire, 14 doz de tôles, une lampe à gazoline, une balance, un lot de pelles et tisonniers, le tout d'une valeur d'environ..... 125.00

" E.—Un cheval noir, 8 ans, 1050 lbs..... 200.00

" F.—Un traîneau de livraison... 75.00

" G.—Une express de livraison... 150.00

" H.—Un harnais..... 25.00

" I.—Un montant, étant balance de prix de vente, garanti par hypothèque..... 500.00

" J.—Créances aux livres..... 1,486.36

" K.—No 1. Le lot numéro cent neuf du bloc sept (109/7) du village de LaSarre—avec bâtisses et autres constructions y érigées.

No 2. Un emplacement situé au village de La Sarre, côté nord de la 3e avenue, étant le numéro quatre-vingt-dix-huit du bloc sept (98/7)—avec bâtisses.

No 3. Un lot vacant situé au village de La Sarre, côté nord de la 3e avenue étant le numéro quatre-vingt-dix-sept du bloc sept (97/7)—avec poulailler dessus construit.

" L.—Les droits du cédant sur le lot quarante-quatre du rang dix (44/10) canton La Sarre (non patenté).

L'item J sera offert en vente à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur et les autres item seront vendus au plus haut enchérisseur.

La vente des item K est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq de la loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné et les divers item annoncés en vente pourront être examinés sur les lieux avant la vente.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
R. ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux:

147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 2911—21-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de S. Donat Thiffault, propriétaire de bateaux et cultivateur, La Sarre, Qué., cédant.

Avis est par le présent donné que MERDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, Abitibi, Qué., l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM D.—One stove and pipes, two tables, one trough, one cupboard, 14 doz. sheet iron, one gasoline lamp, one scale, one lot of shovels and pokers, the whole valued at about..... 125.00

" E.—One black horse, 8 years, 1050 lbs..... 200.00

" F.—One delivery sleigh..... 75.00

" G.—One delivery express..... 150.00

" H.—One set of harness..... 25.00

" I.—A sum of money being the balance of sale price, guaranteed by hypothec..... 500.00

" J.—Book debts..... 1,486.36

" K.—No. 1. Lot number one hundred and nine of block seven (109/7) of the Village of La Sarre—with buildings and other constructions erected thereon.

No. 2. An emplacement situated in the Village of La Sarre, North side of 3rd. Avenue, being number ninety eight of block seven (98/7)—with buildings.

No. 3. A vacant lot situated in the Village of La Sarre North side of 3rd. Avenue, being number ninety seven of block seven (97/7)—with hen house erected thereon.

" L.—The rights of the Assignor on lot forty four of range Ten (44/10) Township of La Sarre (non patented).

Item J shall be offered for sale for so much on the dollar and to the highest bidder and the other items shall be sold to the highest bidder.

The sale of item K shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, which shall give it the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificate may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee and the different items announced for sale may be examined on the premises before the sale.

Conditions of sale: Cash.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices:

147, Mountain Hill,
Quebec, Que. 2912—21-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of S. Donat Thiffault, boat owner and farmer, La Sarre, Que., Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, Standard Time, there will be sold by public auction, at the parochial church-door of La Sarre, Abitibi, Que., the assets in this bankruptcy, as follows:

ITEM A.—Un chaland.....	\$ 500.00	ITEM A.—One scow.....	\$ 500.00
" B.—Un bateau à passagers.....	1,000.00	" B.—One passenger boat.....	1,000.00
" C.—Une coque de bateau.....	50.00	" C.—One hull of a boat.....	50.00
" D.—Un bateau Alligator, à roues..	500.00	" D.—One Alligator boat.....	500.00
" E.—Un lot de machines endomma- gées.....	50.00	" E.—One lot of damaged machine- ry.....	50.00
" F.—Un cheval rouge, 1,250 lbs, env.....	200.00	" F.—One red horse about 1,250 lbs.	200.00
" G.—Un cheval rouge et blanc, 1300 lbs.....	200.00	" G.—One red and white horse 1300 lbs.....	200.00
" H.—Une paire de harnais de tra- vail.....	50.00	" H.—One pair of working harness..	50.00
" I.—Une sleigh à billots.....	50.00	" I.—One log sleigh.....	50.00
" J.—Un lopin de terre faisant par- tie du lot numéro vingt- neuf, du rang six (Ptie 29, r. 6) aux plan et livre de renvoi officiels du can- ton La Sarre, contenant cent trente-cinq pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, plus ou moins, borné à l'est par le terrain de Théophile Audet, au sud par la rivière du Sud, à l'ouest par Arthur Au- bé et au nord par une li- gne traversant le numé- ro 29 et partant à 250 pieds au nord de la rivière, au Sud dans la ligne est du dit numéro et à deux cents pieds au nord de la rivière dans la ligne ouest du dit nu- méro 29, la ligne du dit terrain est à 550 pieds à l'est de la route qui sé- pare le lot 29 du village de La Sarre, ainsi que le tout se trouve présente- ment—avec bâtisses, circonstances et dépen- dances.		" J.—A parcel of land forming part of lot number twenty nine, of range six (Pt. 29, r. 6) on the official plan and book of refer- ence for the township of La Sarre, measuring one hundred and thirty five feet in width by two hundred feet in depth, more or less, bounded on the East by the land of Théophile Audet, on the South by the rivière du Sud, on the West by Arthur Aubé and on the North by a line crossing number 29 and starting at 250 feet on the North of the river, on the South in the East line of said number and at two hun- dred feet on the North of the river in the West line of said number 29, the line of said land is at 550 feet on the East of the road separating the lot 29 from the village of La Sarre, as the whole actually subsists—with buildings, circumstan- ces and dependencies.	
K.—Le lot numéro quarante-six du rang neuf (46/9) du canton La Sarre, Abitibi, tel que décrit sur le plan d'arpentage du ministère des Terres et Forêts de la province de Québec— avec bâtisses y érigées, circonstances et dépen- dances, le dit lot étant borné au nord par le rang 10, à l'est par le dé- biteur, au sud au che- min public, et à l'ouest par Henri Lirette, (sujet à une servitude de la La Sarre Power Co.)		" K.—Lot number forty six of the ninth range (46-9) for the township of La Sarre, Abitibi, such as des- cribed on the plan of survey of the Depart- ment of Lands and Fo- rests of the Province of Quebec—with the build- ings thereon erected, cir- cumstances and depen- dencies, the said lot being bounded on the North by range 10, on the East by the debtor, on the South by the pub- lic road, and on the West by Henri Lirette, (subject to a servitude of the La Sarre Power Co.)	

Les item plus haut mentionnés seront offerts en vente au plus haut enchérisseur et pourront être examinés en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de

The hereinabove mentioned Items shall be offered for sale to the highest bidder and may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee.

The sale is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P., and also article forty

Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,

R-ERNEST LEFAIVRE.

147, côte de la Montagne,
Québec, Qué.

2913—21-2

five of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Condition of payment: Cash.

R. ERNEST LEFAIVRE,

Trustee.

Offices: 147, Mountain Hill,
Quebec, Que.

2914—21-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure "En Faillite", No 84. Dans l'affaire de Dame Delia Ethier, Vve de Albert Sabourin, et Hermas Perras, Syndic.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le TROISIÈME jour de JUILLET 1930, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée) sera vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Rigaud, l'immeuble de cette faillite ci-après décrit:

Un emplacement situé dans la ville de Rigaud; connu et désigné sous le No 59, d'après les plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant dans la dite ville de Rigaud, et des terrains faisant front sur la rue Saint-Antoine—avec la maison et les autres bâtisses sus-érigées.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure en date du 16 mai 1930, et conformément à l'article 45 de la loi de faillite et de façon à donner à la dite vente l'effet du décret.

Les titres et certificats ainsi que le procès verbal de vente peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: un dépôt de 20% sera exigible lors de l'adjudication et la balance sous trois jours.

Montréal, le 27 mai 1930.

Le syndic,

HERMAS PERRAS.

84, Notre-Dame Ouest,
Montréal.

3075—22-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy", No. 84. In the matter of Dame Delia Ethier, widow of Albert Sabourin, and Hermas Perras, Trustee.

Notice is hereby given that on THURSDAY the THIRD day of JULY, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), there will be sold at the parochial church door of the Town of Rigaud, the immovable herein-after described in this bankruptcy:

An emplacement situate in the Town of Rigaud, known and designated under No. 59, according to the official plan and book of reference of the Village, now in the said Town of Rigaud, and the lots of lands fronting on Saint Antoine Street—with the house and other buildings thereon erected.

This sale shall be made in virtue of a judgment of the Superior Court dated the 16th. of May, 1930, and in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, giving it the effect of a Sheriff's Sale.

The titles and certificates and the proces verbal of sale may be examined at any time by applying at the office of the undersigned trustee.

Conditions of payment: A deposit of 20% shall be exacted at the time of adjudication and the balance within three days.

Montreal, May 27th., 1930.

HERMAS PERRAS,

Trustee.

84, Notre Dame West,
Montreal.

3076—22-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, "En Faillite", No 7. Dans l'affaire de J.-O.-A. Monette, Sainte-Thérèse, et Eugène Prévost, Syndic.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1930, à ONZE heures, A. M., (heure avancée) sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Thérèse de Blainville, l'immeuble, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Sainte-Thérèse, faisant l'encoignure de deux rues, connu et désigné comme lot numéro cinquante de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro deux cent soixante (260-50) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, mesurant trente-sept pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec une maison en bois lambrissée en brique à deux étages dessus construite.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente est faite conformément à un jugement de la Cour Supérieure en date du 26 mai 1930, et aussi suivant l'article 45 de la loi de faillite, cette vente équivaut à une vente au shérif.

Les titres et certificats ainsi que le procès verbal de vente peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: un dépôt de 20% sera

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy", No 7. In the matter of J. O. A. Monette, Sainte-Thérèse, & Eugène Prévost, trustee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the FOURTH day of JULY, 1930, at ELEVEN o'clock A. M., (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction at the parochial church door of Sainte Thérèse de Blainville, the immovable, to wit:

An emplacement situate in the town of Saint Thérèse, forming the corner of two streets, known and designated as lot number fifty on the official subdivision of part of primitive lot number two hundred and sixty (260-50) on the official plan and book of reference for the village of Sainte Thérèse, measuring thirty seven feet in width by one hundred feet in depth, more or less, English measure—with a two story house of wood faced with brick, thereon erected.

As the whole actually exists, with the active and passive or occult servitudes attached to the said immovable.

This sale shall be made pursuant to a judgment of the Superior Court dated May 26, 1930, and also according to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificates, also the procès verbal of sale may be examined at any time by applying at the office of the undersigned trustee.

Conditions of payment: A deposit of 20%

exigible lors de l'adjudication et la balance sous trois jours.

Montréal, le 27 mai 1930.

Le syndic,
EUGENE PREVOST.
84, Notre-Dame Ouest,
Montréal. 3077—22-2

shall be exacted at the time of the adjudication and the balance within three days.

Montreal, May 27, 1930.

EUGENE PREVOST,
Trustee.
84 Notre Dame West,
Montreal. 3078—22-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En Faillite", No 10. Dans l'affaire de Ambroise Monette, Sainte-Thérèse, cédant autorisé; & Eugène Prévost, syndic.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le QUATRIEME jour de JUILLET 1930, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée) seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Thérèse de Blainville, les immeubles, savoir:

1. Un lot de terre situé à Sainte-Thérèse de Blainville, connu et désigné sous le numéro cinquante et un de la subdivision de partie du lot originaire numéro deux cent soixante (260-51) des dits plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, mesurant trente-six pieds de largeur sur la profondeur de cent quatre pieds, mesure anglaise.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées à cet immeuble.

2. Un emplacement faisant l'encoignure d'une rue, situé au village de Sainte-Thérèse de Blainville, ayant front sur la rue Sanche, connu et désigné comme lot numéro dix de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro deux cent soixante (260-10) des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse de Blainville; mesurant vingt-huit pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise—avec bâtisse dessus construite.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

3. Un lot de terrain, situé en la ville de Sainte-Thérèse, ayant front sur la rue Sanche, connu et désigné sous le numéro onze, de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro deux cent soixante (260-11) des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, mesurant quarante-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec bâtisse.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées à cet immeuble.

Cette vente est faite conformément à l'article 45 de la loi de faillite, équivalant à la vente au shérif, cette vente est aussi faite en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure en date du 26 mai 1930.

Les titres et certificats, ainsi que le procès verbal de vente peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Les propriétés ci-dessus décrites seront vendues séparément.

Conditions de paiement: Un dépôt de 20% sera exigible lors de l'adjudication et la balance sous trois jours.

Montréal, ce 27 mai, 1930.

Le syndic,
EUGENE PREVOST.
84 Notre-Dame-Ouest,
Montréal. 3079—22-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy", No 10. In the matter of Ambroise Monette, Sainte Thérèse, Authorized Assignor, & Eugène Prévost, trustee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the FOURTH day of JULY, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction at the parochial church door of Sainte Thérèse de Blainville, the immovables, to wit:

1. A lot of land situate at Sainte Thérèse de Blainville, known and designated under number fifty one of the subdivision of part of primitive lot number two hundred and sixty (260-51) on the said official plan and book of reference for the village of Sainte Thérèse, measuring thirty six feet in width by the depth of one hundred and four feet, English measure.

As the whole actually exists, with the active and passive servitude, apparent or occult attached to the said immovable.

2. An emplacement forming the corner of a street, situate in the village of Sainte Thérèse de Blainville, fronting on Sanche street, known and designated as lot number ten of the official subdivision of part of primitive lot number two hundred and sixty (260-10) on the official plan and book of reference for the village of Sainte Thérèse de Blainville, measuring twenty eight feet in width by ninety feet in depth, English measure—with building thereon erected.

As the whole actually exists, with the active and passive servitudes, apparent and occult attached to the said immovable.

3. A lot of land situate in the town of Sainte Thérèse, fronting on Sanche street, known and designated under number eleven of the official subdivision of part of primitive lot number two hundred and sixty (260-11) on the official plan and book of reference for the village of Sainte Thérèse, measuring forty five feet in width by ninety feet in depth, more or less, English measure—with building.

As the whole actually exists, with the active and passive servitudes, apparent and occult attached to the said immovable.

This sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale; this sale shall also be made in virtue of a judgment of the Superior Court dated May 26, 1930.

The titles and certificates, also the procès verbal of sale may be examined at any time by applying at the office of the undersigned trustee.

The properties hereabove described shall be sold separately.

Conditions of payment: A deposit of 20% shall be exacted at the time of adjudication and the balance within three days.

Montreal, May 27, 1930.

EUGENE PREVOST,
Trustee.
84 Notre Dame West,
Montreal. 3080—22-2

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-49683.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22 avril 1930, dans une cause où Emma Boudrias, fille majeure et usant de ses droits, domiciliée et résidant dans les cité et district de Montréal, est demanderesse, et Joseph, Octave, Wilfrid et Gédéon Côté, tous quatre domiciliés et résidant dans les cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Lorne-R. Hight, domicilié et résidant dans les cité et district de Montréal, est mis en cause, et Adrien Bélanger, notaire, des cité et district de Montréal, est adjudicataire, ordonnant la vente à la folle enchère du dit Adrien Bélanger, de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-André, en la cité de Montréal, mesurant soixante et huit pieds de largeur sur quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, portant ci-devant les Nos 1213 à 1237, maintenant les Nos 4435 à 4449 de la dite rue Saint-André, avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur; le dit emplacement composé des lots de terre connus et désignés sous le numéro onze subdivisions trente-six, trente-sept et trente-huit (11-36, 37 et 38) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIÈME jour de JUILLET 1930, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, devant le protonotaire, en la salle d'audience No 31 ou en toute autre salle que le protonotaire pourra là et alors fixer, au Palais de Justice des cité et district de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite vente, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 19 mai 1930.

Les procureurs des défendeurs Joseph et Octave Côté,
3019—22-2 LACHAPPELLE & DENIS.

Sales by licitation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-49683.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 22nd of April, 1930, in a cause wherein Emma Boudrias, spinster in the full exercise of her rights, domiciled and residing in the city and district of Montreal, is plaintiff, and Joseph, Octave, Wilfrid and Gédéon Côté, all four domiciled and residing in the city and district of Montreal, are defendants, and Lorne R. Hight, domiciled and residing in the city and district of Montreal, is *mis-en-cause*, and Adrien Bélanger, notary, of the city and district of Montreal, is purchaser, ordering the sale for the false bidding of the said Adrien Bélanger, of the immoveable designated as follows, to wit:

An emplacement fronting on St. Andrew Street, in the city of Montreal, measuring sixty eight feet in width by ninety four feet in depth, the whole English measure and more or less—with the buildings thereon erected, formerly bearing Nos. 1213 to 1237, now Nos. 4435 to 4449 of said St. Andrew Street, with right of way in the lane bounding the said emplacement at its depth; the said emplacement comprising the lots of land known and designated under number eleven, subdivisions thirty six, thirty seven and thirty eight (11-36, 37 and 38) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, in the county of Hochelaga.

The above described immoveable will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the THIRD day of JULY, 1930, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, before the Prothonotary, in the Court Room No. 31, or in any other room which the Prothonotary may there and then fix, at the Court House of the city and district of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, May 19, 1930.

LACHAPPELLE & DENIS,
Attorneys for the defendants Joseph and Octave Côté.
3020—22-2

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Hull, pour le district de Hull, rendu le vingt-sixième jour de mai 1930, dans une cause portant le numéro deux mille sept cent cinquante et un, des dossiers de la Cour supérieure pour le district de Hull, dans laquelle William A. Munharvey, cultivateur du canton de Hull, district de Hull, est demandeur, contre Henry Hetherington et Joseph Hetherington, tous deux ci-devant cultivateurs, du canton de Hull, district de Hull, et actuellement de lieux inconnus, défendeurs, ledit jugement ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

Notice is hereby given, that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Hull, for the district of Hull, rendered the twenty sixth day of May, 1930, in a case bearing number two thousand seven hundred and fifty one of the records of the said Court, Superior Court for the district of Hull, in which William A. Munharvey, farmer, of the township of Hull, district of Hull, is plaintiff, against Henry Hetherington and Joseph Hetherington, both formerly farmers, of the township of Hull, district of Hull, and now of unknown places, defendants, the said judgments ordering the licitation of immoveables described as follows, to wit:

Le lot numéro quatorze-A du cinquième rang du canton de Hull, suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull, lequel immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Hull, au Palais de Justice en la cité de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forecloses du droit de le faire.

Les procureurs du demandeur,
STE-MARIE & STE-MARIE.

Hull, le 26 mai 1930.

3071—22-2

Lot number fourteen-A in the fifth range of the township of Hull, according to the official plan and book of reference for the township of Hull, which said immoveable above described will be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of JUNE, one thousand nine hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon, in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Hull, at the Court House, in the City of Hull, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

STE-MARIE & STE-MARIE,
Attorneys for Plaintiff.

Hull, May 26th, 1930.

3072—22-2

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

VILLE DE MONTRÉAL NORD.

TOWN OF MONTREAL NORTH.

Comté de Laval.

County of Laval.

Avis public est, par les présentes donné par Art.-E. Chevrier, secrétaire-trésorier de la Ville Montréal-Nord, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, en l'Hôtel-de-Ville de la Ville Montréal-Nord, JEUDI le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN mil neuf cent trente (1930), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêt, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Art. E. Chevrier, secretary-treasurer of the Town of Montreal North, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Council, in the Town Hall of the Town of Montreal North, THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of JUNE, nineteen hundred and thirty (1930), at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), for the payment of the municipal, special, school and other taxes, with interest, mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	Cad. & Subd.	Taxes et redevances municipales (chaque lot) Taxes and municipal dues (each lot)	Taxes scolaires (chaque lot) School Taxes (each lot)	Intérêts Interests	Montant dû Amount due
Bélanger, Geo.-A.	12-36	8.90	.65	1.10	10.65
"	12-67	9.70	.70	1.20	11.60
Patenaude, Jules	12-75 & 76	9.20	.65	1.15	22.00
Shallow, F. D.	18-89	8.70	3.00	1.45	13.15
Juteau, Alexandre	29-918	3.46	.55	.40	4.41
Bousquet, Ulric	31-126 & 127, 30-59 & 60.	55.30	1.00	4.00	120.60
Valois, Jos.-Ls.-Henri	31-89	51.60	1.05	3.80	56.45
"	31-90 à-to 92.	51.57	1.05	3.80	169.26
Levert, Chs.-Henri	31-164	10.36	.40	1.40	12.16
"	31-165	10.34	.40	1.40	12.14
Robin, Yves-Marie	31-191	11.18	.60	1.45	13.23
Bousquet, Ulric	31-193 & 194	11.18	.60	1.45	26.46
Gauthier, Raoul	31-337	22.34	.60	2.00	24.94
Massé, Amanda, épouse de-wife of Moïse Bonneville	31-503	10.72	.70	1.20	12.62
"	31-504 & 505	10.08	.70	1.20	23.96
"	31-506 à-to 508	9.08	.45	1.15	32.04
"	31-509	31.97	.45	3.35	35.77
"	31-511	5.58	.40	.65	6.63
Lafetière, Maria, vve de-widow of Frs Payette	32-75 & 76	37.34	1.95	2.90	84.38
Brodeur, Charles	35-52 à-to 54	42.54	2.15	3.30	143.97
"	35-109 & 110	40.24	1.80	3.25	90.58
"	50-1346 à-to 1350	2.50	.10	.35	14.75
Mignac, Dominique	35-530	112.38	9.35	11.95	133.68
"	35-531	18.38	.35	1.25	19.98
Turgeon, Emile	35-215, 36-8	68.79	2.25	4.85	75.89
"	35-216, 36-9	68.81	2.25	4.85	75.91
Côté, Aylr	36-825, 37-521	2.50	.10	.35	2.95
Patenaude, Ernest	37-415 & 416	3.10	.10	.45	7.30
Collin, Oscar	38-869	73.14	2.15	5.20	80.49
"	38-870	64.81	2.15	3.50	70.46
Rousseau, Gaziella, veuve de-widow of Arthur Garneau	38-887	81.96	9.76	5.90	97.62
"	38-888	25.62	10.50	3.55	39.67
Allard, Edmond	38-915	72.16	5.50	6.15	83.81
"	38-916	41.48	1.50	3.15	46.13
Lussier, J.-A.	38-919	52.98	10.20	4.65	67.83
"	38-920	47.29	6.12	5.45	58.86
Roy, Louis	38-1012	23.51	5.37	3.10	31.98
"	38-1013	38.87	12.60	8.95	60.42
Lamarche, Jos.-Chs	45-3	42.20	3.45	4.55	50.20
Synnot, Eva, veuve de-widow of Philias Delorme	45-85	55.34	5.15	4.85	65.34
St. Regis Land Co.	45-772 & 773	4.60	1.08	1.10	13.56
Allard, Henri	45-1057	154.70	28.68	17.10	200.48
"	45-1058	36.31	1.79	3.00	41.10
Thibault, Raoul	49-11	25.00	5.53	3.42	33.95
"	49-12	25.00	4.60	3.22	32.82
"	49-16 & 17	25.00	5.53	3.42	67.90
"	49-36	41.40	9.18	5.60	56.18
"	49-37	33.00	7.26	4.60	44.86
"	49-38	29.50	6.49	4.15	40.14
"	49-39	26.50	5.83	4.75	36.08

Nom du propriétaire — Name of owner	Cad. & Subd.	Taxes et redevances municipales (chaque lot) — Taxes and municipal dues (each lot)	Taxes scolaires (chaque lot) — School Taxes (each lot)	Intérêts — Interests	Montant dû — Amount due
Martin, Fleurette, Rolland & Hubert.....	49-14.....	25.00	2.65	2.85	30.50
Lapierre, Albina, épouse de—wife of René Boisseau.....	49-30.....	207.60	21.30	23.85	252.75
.....	49-31P.....	3.60	.65	.25	4.50
Doyon, Philibert.....	49-48.....	33.29	2.65	2.80	38.74
Locas, Mary, veuve de—widow of Geo. Martineau.....	50-22.....	274.03	28.25	30.05	332.33
Lambert, Ls-Hilaire.....	50-70.....	243.38	27.15	26.95	297.48
Labelle, Gédéon.....	50-676.....	9.10	.25	1.35	10.70
Benoit, Philippe.....	50-1034 à-to 1036.....	4.60	.10	.70	16.20
.....	50-1037.....	4.30	.10	.65	5.05
Benoit, Marie-Estelle veuve de—widow of Paul Bisson & Lee Bisson, épouse de—wife of Hubert Dissy.....	50-1053.....	17.96	.20	1.60	19.76
.....	50-1054.....	16.93	.10	1.50	18.53
.....	50-1083.....	4.60	.10	.70	5.40
.....	50-1084.....	4.60	.10	.70	5.40
Dissy, Hubert.....	50-1055 à-to 1057.....	16.96	.10	1.45	55.53
.....	50-1058.....	86.93	5.10	11.00	103.03
.....	50-1087 à-to 1090.....	4.60	.10	.70	21.60
St. Regis Land Co. (Perey Reynolds).....	50-1153 & 1154.....	12.60	5.14	3.85	43.18
Heider, George.....	50-1141 & 1142.....	4.60	.10	.70	10.80
Pullen, Charles.....	50-1300 & 1301.....	2.50	.10	.35	5.90
Cacchiionna, Candida, épouse de—wife of Giovanni Zanon.....	50-1386 à-to 1389.....	2.50	.10	.35	11.80
Bernier, Victor.....	52-13.....	36.34	2.50	4.75	43.59
La Cie J.-A. Guillemette, Ltée.....	61-121.....	37.16	10.92	5.05	53.13
.....	61-125.....	25.46	4.98	2.85	33.29
.....	61-126.....	23.69	4.44	2.80	30.93
.....	61-127.....	20.96	2.82	2.05	25.83
.....	61-138 & 139.....	7.76	4.26	1.80	27.64
.....	61-140.....	19.24	10.92	4.55	34.71
.....	61-141.....	19.78	10.92	4.55	35.25
.....	61-153.....	2.96	1.38	.55	4.89
.....	61-165.....	37.19	10.92	5.05	53.16
.....	61-217.....	9.64	5.16	2.10	16.90
.....	61-219.....	22.44	11.88	4.70	39.02
.....	61-221.....	19.06	10.08	4.00	33.14
.....	61-241.....	21.44	11.58	4.75	37.77
.....	61-341.....	17.60	9.60	3.85	31.05
.....	61-662.....	9.90	4.12	2.00	16.02
.....	61-663.....	8.20	4.62	1.90	14.72
Ouimet, René.....	61-131 & 133.....	2.96	.10	.35	6.82
Champoux, J.-A.....	61-222 à-to 224, 61-227 à-to 229, 61-231 à-to 234.....	24.06	.90	3.90	288.60
.....	62-12.....	45.90	2.25	5.35	53.50
.....	62-107 & 109.....	23.10	.85	3.75	55.40
.....	62-110.....	44.90	1.85	5.00	51.75
.....	62-268 à-to 272.....	12.10	.50	2.05	73.25
.....	62-273 à-to 281.....	12.50	.50	2.10	105.70
.....	62-282 à-to 284.....	12.50	.50	2.10	45.30
.....	62-290.....	12.10	.50	2.05	14.65
.....	62-312.....	12.50	.50	2.10	15.10
.....	62-328 & 329.....	11.10	.45	1.85	26.80
.....	62-454.....	7.50	.45	1.15	9.10
Gauthier, Xavier.....	61-494 & 495.....	11.86	.45	1.60	27.82
Hogue, Gustave.....	61-586.....	7.90	.25	1.15	9.30
Bouchard, Joseph.....	61-627.....	5.20	.25	.70	6.15
Craig, Janet, épouse de—wife of Hubert W. Clark.....	61-774.....	3.70	.25	.45	4.40
Clark, Emma.....	61-775.....	3.70	.25	.45	4.40
Clark, Alfred.....	61-777 & 778.....	3.70	.25	.45	8.80
Lalonde, Hilaire.....	62-9.....	45.35	2.25	5.20	52.80
.....	62-10.....	101.00	30.25	6.20	137.45
.....	62-11.....	45.96	2.25	5.35	53.56
McDonald, Cassie, Mlle-Miss.....	62-149.....	18.03	.65	2.80	21.48
.....	62-161.....	19.69	.75	3.05	23.49
Duval, Yvonne, épouse de—wife of Omer Clément.....	62-202 & 203.....	12.26	.45	1.65	28.72
Wilecam, Arthur.....	62-304 & 305.....	9.20	.50	1.25	21.90
Caisse, Ildas.....	62-199 & 200.....	14.30	4.05	3.20	43.10
.....	62-201.....	15.14	4.29	3.35	22.78
.....	62-230 & 231.....	14.66	4.17	3.30	44.26
.....	62-453, 458 à-to 461.....	7.50	2.31	1.60	57.05
.....	62-496, 498 & 499, 508 à-to 510, 513 à-to 515, 517 à-to 520, 527 & 528.....	8.50	2.60	1.85	194.25
.....	62-497.....	6.50	.50	.80	7.80
Authier, Léopold.....	63-41.....	103.38	7.35	10.65	121.38
Hussereau, Olivine, veuve de—widow of Marc Sarrazin.....	65-74.....	108.72	1.55	12.83	123.10
Legault, Joseph (fils de Jos. Noël).....					

Nom du propriétaire — Name of owner	Cad. & Subd.	Taxes et redevances municipales (chaque lot) — Taxes and municipal dues (each lot)	Taxes scolaires (chaque lot) — School Taxes (each lot)	Intérêts — Interests	Montant dû — Amount due
Trudeau, Trefflé.....	65-114.....	91.77	1.55	10.80	104.12
Amiot, Gilles-R.....	66-113.....	91.13	1.85	10.78	103.76
Bouchard, Napoléon.....	73-96.....	21.26	1.40	2.74	25.40
Maillet, Albert.....	73-97.....	20.06	1.40	2.46	23.92
Hébert, Ovilla.....	73-101.....	17.26	.70	2.35	20.31
Sauvageau, Amédée.....	73-204.....	11.20	.70	1.41	13.31
Pigeon, Auguste.....	73-387 & 388.....	29.26	1.15	2.78	66.38
Bouchard, Edouard.....	73-485.....	24.86	.35	2.60	27.81
Tétreault, Léonidas.....	73-489.....	24.86	.35	2.60	27.81
Picard, Stanislas.....	73-490.....	24.86	.35	2.60	27.81
Drouin, C.-A.....	73-633 à-to 635.....	.80	.05	.10	2.85
Laberge, Alcibiade.....	73-706.....	30.73	1.15	3.13	35.01
" ".....	73-715.....	55.04	1.40	4.67	61.11
" ".....	73-718.....	30.76	1.15	3.13	35.04
" ".....	73-723.....	55.01	1.40	4.67	61.08
Fournier, Théophile.....	76-71.....	20.00	9.20	3.35	32.55
Cranksaw, Howard B.....	76-257.....	29.16	7.20	3.68	40.04
Couchee, W.-E.-A.....	76-348.....	24.61	3.37	3.10	31.08
" ".....	76-349.....	24.61	3.82	3.20	31.63
" ".....	76-350.....	24.58	3.82	3.20	31.60
Lynch, Ivy, épouse de—wife of Francis Geo. Stock.....	76-447.....	13.20	8.31	3.00	24.51
" ".....	76-448.....	8.40	5.33	1.90	15.63
Tougas, Zénophile.....	76-524.....	20.16	.60	1.75	22.51
Oliver, William.....	76-596.....	15.02	.30	1.00	16.32
Samuel, Séraphine, veuve de— widow of Chs Laramée.....	77-169.....	38.30	5.23	3.75	47.28
Julien, Eliodor.....	77-219.....	22.16	2.00	2.35	26.51
" ".....	77-220.....	19.16	1.40	1.95	22.51
Morrison, Christopher & Levine Barnett.....	77-470 & 471.....	9.60	.60	2.20	24.80
Brown, Wm L.....	77-787, 77a-64.....	2.80	1.30	.60	4.70
Samuel, Séraphine, veuve de— widow of Chs Laramée.....	77-168, 79-207.....	37.57	4.81	3.55	45.93
McGurk, Wm Douglass.....	79-210.....	98.32	8.15	8.20	114.67
Smith, Geo.....	79-309.....	23.40	5.04	3.00	31.44
Hurst, Thomas.....	79-411 à-to 413.....	20.06	3.66	2.05	25.77
" ".....	79-414.....	20.83	3.90	2.10	26.83
Hurst, Thomas.....	79-415.....	20.06	3.66	2.05	25.77
Michaud Octave.....	82-41.....	165.40	14.70	16.00	196.10
" ".....	82-42.....	53.42	2.70	4.10	60.22
Letellier, Zéphirine, épse—wife Geo. Adhémar Tremblay & vir.....	82-53.....	47.57	2.00	3.94	53.51
Picard, R.-L.-F.....	85-223, 82-170.....	64.88	1.80	4.31	70.99
" ".....	85-222, 82-171.....	64.86	1.80	4.31	70.97
Cowan, Robert.....	82-327.....	23.53	4.60	2.55	30.68
Richard, T.-J. Vve—Widow.....	85-418, 82-337.....	38.95	5.70	4.00	48.65
" ".....	85-417 & 416, 82-338 & 339.....	38.96	5.70	4.00	97.32
" ".....	85-415, 82-340.....	38.98	5.70	4.00	48.68
Matthé, Alphonsine, Vve-Wid. Jos. Dussault.....	85-73, 82-3.....	53.40	2.70	4.10	60.20
Richard, Jean.....	82-592.....	2.80	.10	.35	3.25
Lebrun, Georges.....	85-438 à—to 441.....	4.80	2.46	.80	32.24
Dubé Henri.....	90-224, 86-56.....	63.02	11.03	12.70	86.75
" ".....	90-225, 86-57.....	33.02	3.83	3.90	40.75
Gibbs, Henry.....	90-343 à—to 345, 86-134 à—to 136.....	28.22	7.15	3.86	117.69
Rivard, Nap.-Albert.....	90-615 & 616, 86-280 & 281.....	20.42	.35	1.64	44.82
" ".....	90-617 à—to 620, 86-282 à—to 285.....	5.60	.35	.71	26.64
Hovey, William Albert.....	90-324.....	32.12	1.45	2.91	36.48
" ".....	90-325 & 326.....	33.52	1.45	3.19	76.32
Dubois, Arthur.....	90-409.....	20.92	1.45	1.99	24.36
" ".....	90-410.....	14.50	1.45	1.58	17.53
Rivard, Nap.-Albert.....	90-570 à—to 574.....	20.42	.35	1.62	111.95
" ".....	90-575 à—to 577.....	20.42	.35	1.62	67.17
" ".....	90-578.....	25.42	.85	2.20	28.47
Kelly, James Patrick.....	90-579.....	56.12	18.69	7.48	82.29
Brokerage Corp. of Canada Ltd.....	93-5.....	49.36	15.36	6.61	71.33
" ".....	93-6.....	93.39	19.98	9.33	122.70
" ".....	76-351.....	22.16	4.68	2.42	29.20
Bolton, G.....	93-7.....	37.72	8.65	5.06	51.43
Roehon, Corinne, Vve—Widow Aldéric Léonard.....	90-1, 93-78.....	38.81	6.00	3.00	47.81
" ".....	93-514.....	8.70	3.75	1.04	13.49
" ".....	93-515.....	7.00	3.22	1.05	11.27
Picard, Rod.-Ferd.....	93-222.....	18.28	1.45	2.15	21.88
" ".....	93-223.....	18.70	1.45	2.15	22.30
Baron, Emilie, épse—wife Jean- Le Rouillard.....	90-373, 93-346.....	27.32	.95	2.47	30.74
" ".....	90-374, 93-347.....	27.35	.95	2.47	30.77
" ".....	90-375 & 376, 93-348 & 349.....	27.32	.95	2.47	61.48
McDonald, John Edwin.....	93-483.....	7.30	.35	1.14	8.79
Aron, Milton.....	97-50 & 51.....	20.50	1.45	2.56	49.02
Lesperance Léontine.....	113-95, 97-170.....	47.13	1.20	4.27	52.60
Bédard, Jos.-B.....	97-207.....	15.55	1.45	1.55	18.55
" ".....	97-208 à—to 210.....	19.00	1.45	2.24	68.07

Nom du propriétaire Name of owner	Cad. & Subd.	Taxes et redevances municipales (chaque lot) Taxes and municipal dues (each lot)	Taxes scolaires (chaque lot) School Taxes (each lot)	Intérêts Interests	Montant dû Amount due
Langlois, Adélar	97 362	29.17	.85	2.75	32.77
"	97-363	79.14	5.85	8.30	93.29
St-Arnaud, Alfred	114-69	330.73	54.79	27.48	413.00
"	114 70	37.64	6.86	4.49	48.99
Lafrenière, J.-E. & Al.	114-227	22.30	6.67	3.35	32.32
"	114-228	22.30	6.70	3.35	32.35
Gosselin, Rosario	114-229P	16.80	5.04	2.51	24.35
Lacroix, J.-Eugène	114-235P	16.50	4.95	2.40	23.85
"	114-236P	16.50	4.92	2.40	23.82
Langlois, Jos.-Henri	114-283P	25.46	3.91	2.64	32.01
"	114-284P	25.46	3.92	2.64	32.02
Palermé, Rachel	116-162	15.50	5.09	2.50	23.09
Chagnon, Alex.	117-2P	6.06	.55	.35	6.96
Coutlé, Oscar-G. & Antoinette Coutlé, épouse de wife of Anto- nio Dupras	116-243	23.50	6.98	4.50	34.98
"	116-244	23.50	7.02	4.60	35.12
"	116-245	23.50	6.98	4.50	34.98
"	116 246	23.50	7.02	4.60	35.12
"	116-247	23.50	7.98	4.50	34.98
"	116-248	23.50	7.02	4.60	35.12
"	116-249	23.50	6.98	4.50	34.98
"	116-271	25.50	7.37	4.70	37.57
"	116-60	17.00	5.60	2.60	25.20
"	116-275	13.90	4.57	2.40	20.87
"	116-276	13.90	4.60	2.40	20.90
"	116 277	13.90	4.57	2.40	20.87
"	116-278	13.90	4.60	2.40	20.90
"	116-279	13.90	4.57	2.40	20.87
"	116-280	13.90	4.60	2.40	20.90
"	116-281	13.90	4.57	2.40	20.87
"	116-303	24.86	4.87	2.40	32.13
"	116-304	24.88	4.88	2.40	32.16
"	116-116 A—to 118	17.00	5.60	2.60	25.20
"	116-119	17.00	5.60	3.30	25.90
"	116-146	16.30	5.31	2.93	24.54
"	116-147	16.30	5.33	2.93	24.56
"	116-148	16.30	5.31	2.93	24.54
"	116-149	16.30	5.33	2.93	24.56
"	116-150	16.30	5.31	2.93	24.54
"	116-151	19.20	6.30	3.44	28.94
"	116-153 A—to 155	17.00	5.60	3.30	25.90
"	116-316	76.26	10.36	6.80	93.42
"	116-315	34.00	9.52	4.83	48.35
"	116-314	31.00	8.68	4.36	44.04
"	116-313	28.00	7.84	4.00	39.84
"	116-187	38.90	10.76	5.42	55.08
"	116-188	41.40	11.44	5.81	58.65
"	116-189	44.10	12.17	6.19	62.46
"	116-190	46.60	12.88	6.49	65.97
"	121-7	44.10	12.93	6.76	63.79
"	121-8	88.60	25.48	13.17	127.25
"	121-10	78.56	19.88	10.74	109.18
"	121-11	91.21	22.95	12.33	126.49

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse Sault-au-Récollet et situés dans la ville Montréal-Nord.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Parish of Sault au Recollet, and situated in the Town of Montreal North.

Donné en la ville Montréal-Nord, ce vingt-troisième jour de mai, mil neuf cent trente (1930).

Given at the Town of Montreal North, this twenty third day of May, nineteen hundred and thirty (1930).

3047-22-2

Le secrétaire-trésorier,
ART.-E. CHEVRIER.

3048-22-2

ART. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUEBEC

PROVINCE OF QUEBEC

VILLE SAINT-MICHEL, COMTE LAVAL TOWN OF ST. MICHEL, COUNTY LAVAL.

Avis public est par les présentes donné par Art.-E. Chevrier, secrétaire-trésorier, de la ville Saint-Michel, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, en l'Hôtel de Ville de la ville Saint-Michel, JEUDI, le (3) TROISIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent trente (1930), à (10) DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêt, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Art. E. Chevrier, secretary-treasurer of the Town of St. Michel, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Council, in the Town Hall, of the Town of St. Michel, THURSDAY, the THIRD day of JULY, nineteen hundred and thirty (1930), at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), for the payment of the municipal, special, school and other taxes, with interest, mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

Noms des propriétaires Name of owner	Cadastre & subdivision	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interests	Total
Allard, Mme-Mrs. E. & B. Camirand.	343-1168.	\$23.59	\$ 3.75	\$ 2.37	\$29.71
Tureot, Vve-Widow Louis.	343-1255, 1256.	177.25	43.84	21.40	242.49
Kilgour, John.	358-388.	3.40	1.45	.50	5.35
Kilgour, John.	358-389.	3.40	1.45	.50	5.35
Martineau, Adélard.	359p.	304.73	48.44	131.85	485.02
Damphousse, Wilfrid.	364-1058.	18.92	3.92	4.16	27.00
Lemay, Achille.	366-56.	43.11	5.13	5.00	53.24
Lemay, Arthur.	366-77.	43.11	5.13	5.00	53.24
Sauvageau, A.-D.	366-83.	57.62	4.99	15.12	77.73
Sauvageau, A.-D.	366-84.	57.62	5.02	15.12	77.76
Sauvageau, A.-D.	366-404.	72.25	6.81	15.84	94.90
Lemay, Maurice.	366-155.	38.57	4.53	4.33	47.43
Handfield, W. A.	366-375.	38.57	3.57	4.00	46.14
Handfield, W. A.	366-376.	38.57	3.90	4.00	46.47
Duford, Mde-Mrs. Georges.	366-510.	34.12	3.90	3.91	41.93
Duford, Mde-Mrs. Georges.	366-511.	34.12	3.87	3.90	41.89
Duford, Mde-Mrs. Georges.	366-512.	34.12	3.90	3.91	41.93
Duford, Mde-Mrs. Georges.	366-513.	34.12	3.87	3.90	41.89
Duford, Mde-Mrs. Georges.	366-514.	34.12	3.90	3.91	41.93
Cleveland, E. A.	440-504.	30.77	5.43	6.24	42.46
Cleveland, E. A.	440-505.	28.10	5.20	6.21	39.51
Cleveland, E. A.	440-506.	28.10	5.20	6.21	39.51
Cleveland, E. A.	440-511.	27.85	5.30	6.21	39.36
Cleveland, E. A.	440-512.	25.08	4.55	6.17	35.80
Cleveland, E. A.	440-513.	27.63	4.55	6.17	38.35
Cleveland, E. A.	440-514.	29.88	4.55	6.17	40.60
Cleveland, E. A.	440-515.	29.88	4.55	6.17	40.60
Cleveland, E. A.	440-516.	29.88	4.55	6.17	40.60
Cleveland, E. A.	440-517.	29.88	4.55	6.17	40.60
Cleveland, E. A.	440-518.	28.48	4.55	5.67	38.70
Cleveland, E. A.	440-519.	25.08	4.55	4.42	34.05
Cleveland, E. A.	440-520.	25.08	4.55	4.42	34.05
Pigeon, Antoine.	442-489.	9.30	2.82	1.38	13.50
Pigeon, Antoine.	442-490.	9.30	2.85	1.38	13.53
Pigeon, Antoine.	442-491.	9.30	2.82	1.38	13.50
Pigeon, Antoine.	442-492 2-3.	6.10	2.47	.95	9.52
Lafrance, J.-B.	443-11-2.	60.35	17.13	16.45	93.93
Mozin, Samuel.	445-4, 446-164.	12.90	5.25	1.85	20.00
Mozin, Samuel.	445-5, 446-163.	12.90	5.25	1.85	20.00
Ideal Realty Inc.	445-168, 446-203.	19.10	7.54	2.10	28.74
Ideal Realty Inc.	445-358.	28.70	11.38	4.80	44.88
Ideal Realty Inc.	445-363.	28.70	11.38	4.80	44.88
Ideal Realty Inc.	445-382.	14.10	5.48	2.00	21.58
Ideal Realty Inc.	445-411.	27.90	11.14	4.59	43.63
Ideal Realty Inc.	445-418.	27.90	11.14	4.59	43.63
Ideal Realty Inc.	446-358.	20.79	8.02	2.20	30.92
Ideal Realty Inc.	446-697.	37.34	8.52	5.00	50.86
Pesant, J.-A.	446-10-1-11-1, 458-2.	846.25	204.28	172.10	1,222.63
Pesant, J.-A.	446-11-2-12-1, 458-3.	579.59	170.19	122.16	871.94
Week, Geo. Summers.	446-435.	16.20	6.60	4.00	26.80
Week, Geo. Summers.	446-610.	22.20	9.30	4.25	35.75
Week, Geo. Summers.	446-611.	20.00	9.12	4.10	33.22
Week, Geo. Summers.	446-612.	26.20	11.86	4.50	42.56
Martineau, veuve de-widow of Emmanuel.	446p, 865, 458-1.	223.70	62.60	52.10	338.40

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault au Récollet et situés dans la ville Saint-Michel.

Donné en la ville Saint-Michel, ce (23) vingt-troisième jour du mois de mai mil neuf cent trente (1930).

Le secrétaire-trésorier,
ART.-E. CHEVRIER.

3073-22-2

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, and situated in the Town of St. Michel.

Given at the Town of St. Michel, this (23) twenty third day of May, nineteen hundred and thirty (1930.)

ART. E. CHEVRIER,
Secretary Treasurer.

3074-22-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

District d'Abitibi.—Cour supérieure.

No 1885. } L A CIE FRANK BLAIS, LTÉE,
demanderesse; vs WILFRID
SOU-MIS, défendeur, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro vingt-quatre (24) du rang numéro deux (2) du cadastre officiel du canton Dalquier—avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, MARDI le HUITIEME jour de JUILLET 1930, à DIX heures A.M.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-U. DUMONT.
Amos, 2 juin 1930. 3157—23-2
[Première publication, 7 juin 1930]

Cour Supérieure.—District de Joliette.

No 2696. } JOS. THIBODEAU ET AL,
demandeurs; vs ALDE-
RIC PELLAND, de La Reine, défendeur, à sa-
voir:

Le lot de terre portant le No sept (7) du rang No un (1) du cadastre officiel pour le canton Desmeloizes—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Reine, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures A. M.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-U. DUMONT.
Amos, 12 mai 1930. 2699—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir: } E PHREM LAGUEUX,
No 11,543 } demandeur; vs
OREL PARÉ ET AL., défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, Orel Paré:

a. La subdivision numéro quinze du lot trois cent vingt-deux du cadastre du Canton d'Irlande, (322-15)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, située sur la rue Notre-Dame à Black-Lake.

b. La subdivision numéro deux cent quarante et un du lot trois cent vingt-deux du cadastre du Canton d'Irlande (322-241)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, située sur la rue Saint-Denis, à Black-Lake.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir (Black Lake), le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi (Heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 14 mai 1930. 2755—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

District of Abitibi.—Superior Court.

No. 1885. } L A CIE FRANK BLAIS, LTÉE,
plaintiff; vs WILFRID SOU-
MIS, defendant, to wit:

The lot of land bearing number twenty four (24) of range number two (2) on the official cadastre for the township of Dalquier—with buildings circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Amos, on TUESDAY, the EIGHT day of JULY 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office. Sheriff.
Amos, June, 2, 1930. 3158—23-2
[First publication, June 7th, 1930]

District of Joliette.—Superior Court.

No. 2696. } JOS. THIBODEAU ET AL,
plaintiffs; vs ALDERIC
PELLAND, of La Reine, defendant, to wit:

That lot of land bearing number seven (7) of range number one (1) on the official cadastre for the township of Desmeloizes—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Reine, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock A. M.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office. Sheriff.
Amos, May 12, 1930. 2700—20-2
[First publication, May 17, 1930]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit: } E PHREM LAGUEUX,
No. 11, 543. } plaintiff; vs OREL
PARÉ ET AL., defendants.

As belonging to the defendant, Orel Paré:

a. The subdivision No 15 of lot No 322 of the official plan and book of reference for the Township of Ireland—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situated on Notre Dame street, at Black Lake.

b. The subdivision No 241 of the lot No 322 of the official plan and book of reference for the Township of Ireland—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situated on Saint Denis street, at Black Lake.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré du Lac Noir (Black Lake), on the NINETEENTH day of JUNE next (1930), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office. Sheriff.
Arthabaska, May 14th, 1930. 2756—20-2
[First publication, May 17, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir: } EPHREM LAGUEUX,
No 11543. } demandeur; vs J.-
ONÉSIME ROY ET AL, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, J.-Onésime Roy:

a. La subdivision numéro cinquante-six du lot trois cent vingt-deux du cadastre du canton d'Irlande (322-56)—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, située sur la rue Notre-Dame, à Black Lake;

b. Les subdivisions numéros cent quarante et un et cent quarante-deux du lot trois cent vingt-deux du cadastre du canton d'Irlande (322-141 et 142)—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

c. Un morceau de terre formant partie du coin est du lot vingt-sept du sixième rang du canton d'Irlande, maintenant le lot cadastral numéro trois cent vingt-quatre du cadastre du canton d'Irlande, situé entre la ligne de division entre les lots vingt-sept et vingt-huit, du sixième rang du canton d'Irlande et la rivière Thetford; borné au nord-est par la ligne de division entre les sixième et septième rangs et au sud-ouest par une ligne se continuant directement en continuation de la ligne qui sépare les subdivisions numéros deux cent vingt-quatre et deux cent vingt-cinq du lot trois cent vingt-deux du cadastre du canton d'Irlande, étant partie du lot trois cent vingt-quatre (324) du dit cadastre;

d. Les deux arpents nord de la moitié nord du lot numéro vingt, du septième rang du canton d'Irlande, sur la profondeur du rang, plus ou moins, formant partie du lot numéro quatre cent quarante et un (441), du cadastre du canton d'Irlande; borné au nord et au sud à Jos. Côté—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

e. Les subdivisions Nos deux cent sept et deux cent huit du lot trois cent vingt-deux (322-207 et 208) du cadastre du canton d'Irlande—circonstances et dépendances;

f. La subdivision No deux cent neuf du lot trois cent vingt-deux (322-209) du cadastre du canton d'Irlande—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

g. La subdivision No deux cent onze du lot trois cent vingt-deux (322-211) du cadastre du canton d'Irlande—avec bâtisses;

h. Subdivision No deux cent douze du lot trois cent vingt-deux (322-212) du cadastre du canton d'Irlande—avec bâtisses;

i. Subdivision No deux cent treize du lot trois cent vingt-deux (322-213) du cadastre du canton d'Irlande—avec maison.

j. Subdivision No deux cent quatorze du lot trois cent vingt-deux (322-214) du cadastre du canton d'Irlande—avec maison.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir (Black Lake), le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, (1930), à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 14 mai 1930. 2757—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit: } EPHREM LAGUEUX,
No. 11543. } plaintiff; vs J.
ONESIME ROY ET AL, defendants.

As belonging to the defendant, J. Onésime Roy:

a. The subdivision No. 56 of the lot No. 322 of the official plan and book of reference for the township of Ireland—with buildings thereon erected, circumstances and dependances, situated on Notre Dame Street, at Black Lake;

b. The subdivisions Nos. 141 and 142 of the lot No. 322 of the official plan aforesaid—with buildings thereon erected, circumstances and dependances;

c. A piece of land forming part of the east corner of lot No. 27 of the 6th range, of the township of Ireland, now the lot No. 324 of the official plan above mentioned, situated between the division line of the lots 27 and 28 of the 6th range, of the township of Ireland and the Thetford River; bounded on the northeast by the division line between the 6th and 7th ranges, and on the southwest by the continuation of the line which separates the subdivisions Nos 224 and 225 of the lot No. 322 of the official plan aforesaid, which piece of land is a part of said lot No. 324 of the same official plan;

d. The north two arpents of the north half of lot No. 20 of the 7th range of the township of Ireland, by the depth of the range, forming part of the lot No 441 of the said official plan; bounded on the north and on the south, by Jos. Côté—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

e. The subdivisions Nos. 207 and 208 of the lot No. 322 of the said official plan—circumstances and dependencies;

f. The subdivision No. 209 of the lot No. 322 of the said official plan—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

g. The subdivision No. 211 of the lot No. 322, of the said official plan—with buildings;

h. The subdivision No. 212 of the lot No. 322 of the official plan aforesaid—with buildings;

i. The subdivision No. 213 of the lot No. 322 of said official plan—with house;

j. The subdivision No. 214 of the lot No. 322 of the official plan above mentioned—with house.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré du Lac Noir (Black Lake), on the NINETEENTH day of JUNE next, (1930), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.
Arthabaska, May 14th, 1930. 2758—20-2
[First publication, May 17th, 1930]

BEDFORD

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Canada, } CHARLES M. GRE-
Province de Québec, } GORY, demandeur;
No 47. } vs EMILE THEROUX,
défendeur; et JOHN McCABE, curateur au
délaissement.

Comme appartenant au défendeur:

Ces certains lots de terre situés dans le canton Potton, district de Bedford, connus et désignés au plan officiel du cadastre et au livre de renvoi du dit canton Potton, comme étant les lots numéros huit cent cinquante et un (851), neuf cent vingt-sept (927) et neuf cent trente-cinq (935), contenant, les dits lots de terre, environ cent quatre-vingt-treize acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cajetan-de-Potton, à Mansonville, dit district, le DIX-HUITIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 12 mai 1930. 2733—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, } CHARLES M. GRE-
Province of Quebec, } GORY, plaintiff;
No. 47. } vs EMILE THEROUX,
defendant; and JOHN McCABE, curateur au
délaissement.

As belonging to defendant:

Those certain lots of land situated in the township of Potton, district of Bedford, known and designated upon the official cadastral plan, and in the book of reference of the said township of Potton, as lots numbers eight hundred and fifty one (851), nine hundred and twenty seven (927), and nine hundred and thirty five (935), containing, the said lots of land, about one hundred and ninety three acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Saint Cajetan de Potton, at Mansonville, said district, on the EIGHTEENTH day of JUNE, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office. Sheriff.
Sweetsburg, Que., May 12th, 1930. 2734—20-2
[First publication, May 17th, 1930]

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } RAOUL GAGNON
No 3380. } avocat, de Jonquière,
demandeur; vs ADJUTOR HARVEY, de
Jonquière, défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes; vers le nord par le terrain de Joseph Helleu, vers l'est par le terrain d'Antonio Fortin, acquis de Narcisse Dufour, au Sud par la rue Saint-Antoine, et vers l'ouest par le terrain de Joseph Pelletier, le dit terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière comme étant tout le lot numéro vingt-deux-A, trente-quatre et partie du lot numéro vingt et un-A, soixante et treize (22-A, 34 et ptie 21-A, 73) dans le rang quatre du dit canton.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, le SEPTIEME jour de JUILLET 1930, à DIX heures du matin, (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, A. RIVERIN.
Chicoutimi, 1er juin 1930. 3151—23-2
[Première publication, 7 juin 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } RAOUL GAGNON, ad-
No. 3380. } vocate, of Jonquière,
plaintiff; vs ADJUTOR HARVEY, of Jonquière,
defendant.

A parcel of land or emplacement—with all the building thereon erected, circumstances and dependencies, the said lot of land measuring fifty feet in width by the whole depth that may exist within the following boundaries: towards the North by the land of Joseph Helleu, towards the East by the land of Antonio Fortin, acquired from Narcisse Dufour, on the South by Saint Antoine Street, and towards the West by the land of Joseph Pelletier, the said lot of land known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière as being the whole of lot number twenty two-A, thirty four and part of lot number twenty one-A, seventy three (22-A, 34, pt. 21-A, 73) in the fourth range of the said township.

To be sold at the church door of Jonquière, on the SEVENTH day of JULY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

A. RIVERIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, June 1, 1930. 3152—23-2
[First publication, June 7th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } LA COMPAGNIE
No 5263. } DESJARDINS,
corporation ayant sa place d'affaires à Saint-André; vs FRANÇOIS BRASSARD, de Sainte-Anne, défendeur.

Une ferme comprenant les lots connus et désignés au cadastre officiel du Canton Harvey,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } LA COMPAGNIE
No. 5263. } DESJARDINS,
a corporation having its place of business at Saint André; vs FRANÇOIS BRASSARD, of Sainte Anne, defendant.

A farm comprising the lots known and designated on the official cadastre for the Township

comme étant les lots numéros trente-neuf (39), quarante (40), quarante et un (41), quarante-deux (42), quarante-trois (43), du troisième rang du dit Canton Harvey—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue le DIX-NEUVIEME jour de JUIN 1930, à la porte de l'église de Saint-Fulgence, à TROIS heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif. A. RIVERIN.
Chicoutimi, 12 mai 1930. 2701—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

Harvey, as being lots numbers thirty nine (39), forty (40) forty one (41), forty two (42), forty three (43) of the third range of the said Township Harvey—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on the NINETEENTH day of JUNE, 1930, at the church door of Saint Fulgence at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

A. RIVERIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Chicoutimi, May 12, 1930. 2702—20-2
[First publication, May 17, 1930]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Hull.

No 1719. } BENONI FILION, journalier, des
cité et district de Hull, en sa
qualité de tuteur à Jeanne Filion, sa fille mineure,
du même lieu, demandeur; vs FRANK BERI-
CHON, des cité et district de Hull, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis dans la présente cause qui devait
avoir lieu à 2 heures de l'après-midi (heure solaire)
le 4 juin 1930, au bureau du Shérif, en la cité de
Hull, aura lieu le VINGT-CINQUIEME jour
de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-
midi (heure solaire), au bureau du shérif, en la
cité de Hull.

Le shérif,
Bureau du shérif, I. ST. PIERRE.
Hull, le 4 juin 1930.
[Première publication, le 7 juin 1930]
3187

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Hull.

No. 1719. } BENONI FILION, laborer, of the
City and District of Hull, in
his quality of tutor to Jeanne Filion his minor
daughter, of the same place, Plaintiff; vs FRANK
BERICHON, of the City and District of Hull,
Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the
immovables seized in the present cause and which
should have taken place at 2 o'clock in the after-
noon (Standard Time) on the 4th. of June, 1930,
at the Sheriff's Office, in the City of Hull, shall
be held on the TWENTY FIFTH of JUNE next,
at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time)
at the Sheriff's Office, in the City of Hull.

I. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, June 4th., 1930.
[First publication, le 7 juin 1930]
3188

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } DEMOISELLE ROSE-
No 1776. } AMANDE LA-
LANNE, fille majeure et usant de ses droits, de
la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, deman-
deresse; contre LOUIS MARIEN, de la ville et
du district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur
l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre ou emplacement situé dans la
ville d'Iberville, au côté nord de la deuxième ave-
nue, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur
sur cent quatre-vingts pieds de profondeur,
mesure française, plus ou moins, connu sous la
partie est du dit lot numéro deux cent quatre-
vingt-quatre (284) des plan et livre de renvoi
officiels de la dite ville d'Iberville—avec maison
et les autres bâtisses y érigées; bornée, cette partie
est, au sud par la deuxième avenue, en profon-
deur, au nord, par le lot numéro deux cent quatre-
vingt-deux (282), d'un côté à l'est par le lot
numéro deux cent quatre-vingt-trois (283) et de
l'autre côté, à l'ouest, par la partie ouest du lot
numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284); à
distraire du dit lot de terre la partie qui en a été
vendue à M. E.-N. Chevalier, par l'acte enregis-
tré, à Iberville, sous le numéro 35917, désignée
comme suit: "toute cette partie nord-est du lot
numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484)

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } MISS ROSE AMANDE
No. 1776. } LALANNE, spin-
ster, and in full use of her rights, of the city of
Saint John's, district of Iberville, plaintiff;
against LOUIS MARIEN, of the town and dist-
rict of Iberville, defendant.

Seized as belonging to said defendant, the
following immovable, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the
town of Iberville, on the north side of the second
avenue, measuring ninety feet in width by one
hundred and eighty feet in depth, French
measure, more or less, known as the east part of
said lot number two hundred and eighty four
(284) on the official plan and book of reference
for the said town of Iberville—with a house and
other buildings thereon erected, such east part
bounded on the south by the second avenue, on
the depth, on the north, by lot number two
hundred and eighty two (282), on one side, on
the east by lot number two hundred and eighty
three (283) and on the other side, on the west, by
the west part of lot number two hundred and
eighty four (284); to be withdrawn from the said
lot of land that part thereof sold to M. E.-N.
Chevalier, by deed registered, at Iberville, under
number 35917, designated as follows: all that
northeast part of lot number four hundred and

du dit cadastre officiel, contenant vingt pieds de largeurs sur quarante pieds de profondeur et bornée comme suit: au nord par le lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), à l'est, par le lot numéro deux cent quatre-vingt-trois (283), au sud et à l'ouest, par le reste du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase (en la ville d'Iberville), district d'Iberville, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain 1930, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif. ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, P. Q., 12 mai 1930. 2745—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } LA VILLE D'IBER-
No 1812. } VILLE, demande-
resse; contre CANADIAN LAST BLOCK, LI-
MITEE, corps politique et incorporé, ayant sa
place d'affaires dans la ville d'Iberville, district
d'Iberville, défenderesse.

Saisie comme appartenant à la dite défende-
resse, les immeubles suivants, savoir:

Toutes les bâtisses et constructions se trouvant sur cette partie du lot numéro deux cent trente-trois (233) des plan et livre de renvoi officiels pour la ville d'Iberville, comprise entre la quatrième et la cinquième avenue, et la voie ferrée du chemin de fer du Central Vermont et le terrain du Central Railway Signal, ou représentants, y compris toutes les machineries, engin et bouilloire servant à l'exploitation de la manufacture de formes, et qui se trouvent dans les susdites bâtisses, à y distraire cependant une construction en tôle bâtie sur pilotis et qui se trouve près de la dite voie du Central Vermont, et non compris non plus dans la dite désignation, le terrain sur lequel sont érigées les dites bâtisses ou constructions ni aucune autre partie de terrain.

Pour être vendues, les dites bâtisses, à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase (en la ville d'Iberville), district d'Iberville, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, 1930, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire.

Le shérif,

Bureau du shérif. ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 12 mai 1930. 2747—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

eighty four (484) on the said official cadastre, measuring twenty feet in width by forty feet in depth and bounded as follows: on the north by lot number two hundred and eighty two (282), on the east by lot number two hundred and eighty three (283), on the south and west by the residue of said lot number two hundred and eighty four (284).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, (in the town of Iberville), district of Iberville, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

ARTHUR LASNIER,

Sheriff's office. Sheriff.
Saint John's, P. Q., May 12, 1930. 2746—20-2
[First publication, May 17th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } THE TOWN OF IBER-
No. 1812. } VILLE, plaintiff;
against CANADIAN LAST BLOCK LIMITED,
a body politic and corporate, having its place of
business in the town of Iberville, district of Iber-
ville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

All the buildings and constructions existing on that part of lot number two hundred and thirty three (233) on the official plan and book of reference for the town of Iberville, comprised between the fourth and fifth avenues and the line of the Central Vermont Railway and the land of the Central Railway Signal or representatives, including the machinery, engine and boiler used for the manufacture of lasts, and which are to be bound in the aforesaid buildings, to be withdrawn, however, a building in sheet-iron, built on piles and which is near to the said Central Vermont railroad, and, not included either in the said designation, the land upon which the said buildings and constructions are erected nor any other part of such land.

The said buildings to be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase (in the town of Iberville), district of Iberville, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

ARTHUR LASNIER,

Sheriff's Office. Sheriff.
Saint John's, May 12, 1930. 2748—20-2
[First publication, May 17, 1930]

JOLIETTE

Cour Supérieure

Province de Québec, } LOUIS FOREST, bour-
District de Joliette, } geois, de la paroisse
No 2939. } de l'Assomption, dans le
district de Joliette, demandeur; vs DELLE
JEANNE VIGER, fille majeure et usant de ses
droits, de la cité et du district de Montréal, défen-
deresse.

Un lot de terre situé en la ville de l'Assomption, district de Joliette, connu et désigné sous le No 74 dans les plan et livre de renvoi officiels du village de l'Assomption, bâti de maison en pierre et autres bâtisses y érigées; borné en front par la rue Saint-Etienne, en profondeur par la rue Saint-Pierre de la dite ville, d'un côté par les représen-
tants de feu J.-E. Bédard Normandeau, No 75 du

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS FOREST, bour-
District of Joliette, } geois, of the parish
No. 2939. } of l'Assomption, in the
district of Joliette, plaintiff; vs MISS JEANNE
VIGER, spinster, and in full use of her rights, of
the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the town of l'Assomption, district of Joliette, known and designated under No. 74 on the official plan and book of reference for the village of l'Assomption—with a stone house and other buildings thereon erected; bounded in front by Saint Etienne Street, on the depth by Saint Pierre Street of the said town, on one side by the representatives of the late J. E.

dit cadastre, et de l'autre côté par Emile Langlois, No 73 du dit cadastre, la ligne de l'arrière de la bâtisse construite par le dit Emile Langlois, sur le dit No 73 devant être considérée comme la ligne de division entre ce dernier numéro et le lot No 74 de la défenderesse et le dit No 74 devant supporter une servitude d'égout de la moitié de la longueur de la dite bâtisse construite sur le No 73.

Cette vente du dit No 74 est aussi faite à la charge d'une servitude de passage en faveur des propriétaires du lot No 75 en commun avec le propriétaire du dit lot No 74 dans le passage existant actuellement entre les maisons construites sur ces dits deux derniers lots.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Assomption, le SEIZIEME jour de JUIN 1930, à DIX heures de l'avant-midi. (Heure solaire.)

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
[Première publication, 17 mai 1930]
2693—20-2

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Joliette, } JOSEPH RONDEAU,
No 2846. } cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, demandeur; vs DAME VEUVE HONORÉ CLERMONT, de la cité et du district de Montréal, défenderesse; et BOURGEOIS, BELANGER & DUBEAU, avocats, de la cité et du district de Joliette, distrayants.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, étant la moitié nord-ouest du No 295 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, de quarante-cinq pieds de front (45 pieds de front) sur un demi-arpent de profondeur ($\frac{1}{2}$ arpent de profondeur) tenant à un bout au chemin de ligne, par l'autre bout au numéro deux cent quatre-vingt-onze (291), d'un côté à Jos. Rainville et de l'autre côté au (No 296) deux cent quatre-vingt-seize—avec maisons et autres bâtisses;

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, de quarante-cinq pieds de large sur vingt-cinq de longueur (25) étant une partie du lot No 291 du cadastre susdit, borné par un bout au No 295, par l'autre bout au reste du No 291, d'un côté au No 292 et de l'autre côté au No 290—avec dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de Saint-Jean-de-Matha, le JEUDI, DIX-NEUVIEME jour du mois de JUIN 1930, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Joliette, ce 8e jour du mois de mai 1930.
Le shérif,
Bureau du shérif. GEORGE DESROCHES.
2695—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } CÉLINE JEAN,
No 11936. } veuve de David Desrosiers, de Saint-Antonin, demanderesse; contre ERNEST SOUCY, de Saint-Alexandre, défendeur, et ANTOINE LEBEL, député-régistrateur de la cité de Rivière-du-Loup, es-qualité de curateur pour les biens immeubles délaissés par le dit Ernest Soucy, défendeur, et actuelle-

Bedard Normandeau, No. 75 of said cadastre, and on the other side by Emile Langlois, No. 73 of said cadastre, the line at the rear of the building erected by the said Emile Langlois on said lot No. 73 to be considered as the division line between the said lot and lot No. 74 of the plaintiff, and said No. 74 being subject to a drain servitude for half the length of the said building erected on No. 73.

Such sale of said No. 74 being also made subject to a servitude of right of way in favour of the owners of lot No. 75, in common with the owner of said lot No. 74, in the passage actually existing between the houses built on the said two latter lots.

To be sold at the church door of the parish of L'Assomption, on the SIXTEENTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time.)

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's office. Sheriff.
[First publication, May 17th, 1930]
2694—20-2

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Joliette, } JOSEPH RONDEAU,
No. 2846. } farmer, of the parish of Saint Jean de Matha, plaintiff; vs DAME WIDOW HONORE CLERMONT, of the city and district of Montreal, defendant, and BOURGEOIS, BELANGER & DUBEAU, advocates, of the city and district of Joliette, distracting for costs.

An emplacement situate in the parish of Saint Jean de Matha, being the northwest half of No. 295, on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Jean de Matha, measuring forty five feet in front (45 feet in front) by one half arpent in depth ($\frac{1}{2}$ arpent in depth), bounded at one end by the line road, at the other end by number two hundred and ninety one (291), on one side by Jos. Rainville, and on the other side by No. (296) two hundred and ninety six—with houses and other buildings.

A lot of land situate in the parish of Saint Jean de Matha, measuring forty five feet in width by twenty five in length (25), being part of lot No. 291 of the aforesaid cadastre, bounded at one end by No. 295, at the other end by the residue of No. 291, on one side by No. 292 and on the other side by No. 290—with dependencies.

To be sold at the church door of Saint Jean de Matha, on THURSDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Joliette, this 8th day of May, 1930.
GEORGE DESROCHES,
Sheriff's office. Sheriff.
[First publication, May 17, 1930]
2696—20-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière-du-Loup, to wit: } CÉLINE JEAN,
No. 11936. } widow of David Desrosiers, of Saint Antonin, plaintiff; against ERNEST SOUCY, of Saint Alexandre, defendant; and ANTOINE LEBEL, deputy registrar of the city of Rivière-du-Loup, es-qualité of curator to the surrender of the immovables of the said Ernest Soucy, defendant, and actually

ment en la possession du dit Antoine Lebel, curateur nommé au dit délaissement en cette cause, à savoir:

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata pour la paroisse de Saint-Antoine, sous les numéros trois cent soixante et deux et trois cent soixante et trois (Nos 362 & 363), du septième rang, contenant chacun un arpent de front par deux arpents de profondeur, sans bâtisses.

Pour être vendus en un seul lot à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Rivière-du-Loup, 4 juin 1930.
[Première publication, 7 juin, 1930]

Le shérif,
JOS. HAMEL.
3175-23-2

in the possession of the said Antoine Lebel, curator named for the said surrender in this cause, to wit:

The lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the county of Temiscouata for the parish of Saint Antoine, under numbers three hundred and sixty two and three hundred and sixty three (Nos. 362 & 363) of the seventh range, containing each, one arpent in front by two arpents in depth—without buildings.

To be sold as one single lot at the church door of the parish of Saint Antoine, on the EIGHTH day of JULY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rivière du Loup, June 4th, 1930.
[First publication, June 7th, 1930]

JOS. HAMEL,
Sheriff.
3176-23-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ de SAINT-
No 29014. } L LAMBERT, deman-
deresse; vs DAME ELIZABETH-O. DENNIS,
des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu J.-W. Dennis, en sa qualité de légataire fiduciaire de feu Marie-Louise McKinnon, défenderesse.

Premièrement.—Un emplacement situé en la cité de Saint-Lambert, sur l'avenue Oak, ci-devant connue comme étant la rue Saint-Jacques, en la paroisse de Longueuil, et composé:

a. Du lot numéro cent cinquante-trois de la ré-subdivision officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-153) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur, sur quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, contenant deux mille deux cent quatre-vingt-huit (2288) pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins.

b. Du lot numéro trois-cent-quarante-trois de la re-subdivision officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-342) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur sur six (6) pieds de profondeur, contenant cent-cinquante-six (156) en superficie, mesure anglaise, plus ou moins.

Deuxièmement.—Un emplacement situé en la cité de Saint-Lambert, sur l'avenue Oak, ci-devant connue comme étant la rue Saint-Jacques en la paroisse de Longueuil et composé:

a. Du lot numéro cent-cinquante-quatre de la ré-subdivision officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-154) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur sur quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, contenant deux mille deux cent-quatre-vingt-huit (2288) pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins.

b. Du lot trois cent-quarante-trois de la ré-subdivision Officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CITY OF SAINT-LAM-
No. 29014. } BERT plaintiff; vs DAME
ELIZABETH-O. DENNIS, of the United States
of America, widow of the late J. W. Dennis, in
her quality of fiduciary legatee of the late Marie
Louise McKinnon, defendant.

Firstly.—An emplacement situated in the City of Saint Lambert, on Oak Avenue, formerly known as Saint James Street, in the parish of Longueuil, and composed:

a. Of lot number one hundred and fifty three of the official re-subdivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty four (254-280-153), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty six feet (26) in width, by eighty-eight feet (88) in depth, containing two thousand two hundred and eighty eight feet (2288) in superficies, English measure, more or less.

b. Of lot number three hundred and forty-two of the official redivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty four (254-280-342) on the said official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty six feet (26) in width, by six feet (6) in depth, containing one hundred and fifty six feet (156) in superficies, English measure, more or less.

Secondly.—An emplacement situated in the City of Saint Lambert, on Oak Avenue, formerly known as Saint James Street, in the parish of Longueuil and composed:

a. Of lot number one hundred and fifty four of the official resubdivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty four (254-280-151), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty six feet (26) in width, by eighty-eight feet (88) in depth, containing two thousand two hundred and eighty feet (2288) in superficies, English measure more or less.

b. Of lot number three hundred and forty three of the official redivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of

primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-343) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur sur six (6) pieds de profondeur, contenant cent-cinquante-six (156) pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins.

Troisièmement.—Un emplacement situé en la cité de Saint-Lambert, sur l'avenue Oak, ci-devant connue comme étant la rue Saint-Jacques, en la paroisse de Longueuil, et composé:

a. Du lot numéro cent-cinquante-cinq de la ré-subdivision officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-155) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur sur quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, contenant deux mille deux cent-quatre-vingt-huit (2288) en superficie, mesure anglaise, plus ou moins;

b. Du lot numéro trois cent-quarante-quatre de la ré-subdivision officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-344) des dits plan et livre de renvoi officielle de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur sur six (6) pieds de profondeur, contenant cent-cinquante-six (156), pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins.

Quatrièmement.—Un emplacement situé en la cité de Saint-Lambert, sur l'avenue Oak, ci-devant connue comme étant la rue Saint-Jacques, en la paroisse de Longueuil, et composé:

a. Du lot numéro cent-cinquante-six de la ré-subdivision officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-156) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur sur quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, contenant deux mille deux cent-quatre-vingt-huit (2288) pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins;

b. Du lot numéro trois cent-quarante-cinq de la ré-subdivision officielle du lot numéro deux cent-quatre-vingt de la subdivision officielle du lot primitif numéro deux cent-cinquante-quatre (254-280-345) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, ledit lot mesurant vingt-six (26) pieds de largeur sur six (6) pieds de profondeur, contenant cent-cinquante-six (156) pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins;

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIXIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 juin 1930.
[Première publication, le 7 juin 1930]
3183—23-2

the original lot number two hundred and fifty four (254-280-343) on the said official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty-six feet (26) in width, by six feet (6) in depth, containing one hundred and fifty six (156) feet in superficies, English measure, more or less.

Thirdly.—An emplacement situated in the City of Saint Lambert, on Oak Avenue, formerly known as Saint James Street, in the Parish of Longueuil, and composed:

a. Of lot number one hundred and fifty five of the official resubdivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty-four (254-280-155), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty six feet (26) in width by eighty-eight feet (88) in depth, containing two thousand two hundred and eighty-eight feet (2288) in superficies, English measure, more or less

b. Of lot number three hundred and forty-four of the official redidivision of lot number two hundred and eighty, of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty four (254-280-344) of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty-six (26) feet in width, by six feet (6) in depth, containing one hundred and fifty-six feet (156) in superficies, English measure, more or less.

Fourthly.—An emplacement situated in the City of Saint Lambert, on Oak Avenue, formerly known as Saint James Street, in the parish of Longueuil, and composed: of

a. Of lot number one hundred and fifty six of the official resubdivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty four (254-280-156), on the official plan and book of reference of the Parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty six feet (26) in width, by eighty eight feet (88) in depth, containing two thousand two hundred and eighty feet (2288) in superficies, English measure, more or less.

b. Of lot number three hundred and forty-five of the official redidivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty four (254-280-345) on the said official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, the said lot measuring twenty six feet (26) in width, by six feet (6) in depth, containing one hundred and fifty six feet (156) in superficies, English measure more or less.

To be sold at the Registry Office of the County of Chambly, at Longueuil, the TENTH day of JULY next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 4th, 1930.
[First publication, June 7th, 1930]
3184—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS;
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } INDUSTRIAL LOAN &
No 44640. } INVESTMENT COR-
PORATION, demanderesse; vs ALFRED O.
GADBOIS, défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } INDUSTRIAL LOAN &
No. 44640. } INVESTMENT CORPO-
RATION, plaintiff; vs ALFRED O. GADBOIS
defendant.

Deux lots de terre vacants situés sur la rue Grand Boulevard, dans le quartier Notre-Dame de Grâces, Cité de Montréal connus et désignés respectivement sous les numéros 242 et 243 de la subdivision officielle du lot de terre originaire cent soixante-trois (163-242-243) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant chacun des dits lots cinquante pieds de largeur par cent soixante pieds de profondeur, et formant ensemble une superficie totale de 16,000 pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Un emplacement ayant front sur la rue Panet en la cité de Montréal, contenant vingt pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins avec une maison, un garage et autres dépendances dessus construites, la dite maison portant le No 1462 de la rue Panet, le dit emplacement est connu et désigné sous le numéro sept cent trente et un (731) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUILLET prochain à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 juin, 1930. 3185—23-2
[Première publication, 7 juin, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE SAINT-LAMBERT, demanderesse; vs DAME MARIE-LOUISE CARON, veuve de feu Omer Pelletier, en son vivant, de Saint-Cyrille-de-L'Islet, tous deux tant personnellement et comme tutrice, dûment nommée, à ses enfants mineurs, et CYRILLE PELLETIER, cultivateur, de Saint-Cyrille-de-L'Islet, défendeurs.

1. Un lot situé sur Riverside Drive, en la cité de Saint-Lambert, mesurant vingt-huit pieds en front sur cent quarante-huit pieds et cent trente-sept pieds et cinq pouces de profondeur, étant connu comme étant le lot numéro six cent deux (602) de la subdivision officielle du numéro officiel primitif cent soixante-un des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil;

2. Un lot situé en la cité de Saint-Lambert, du côté sud-est de l'avenue Mortlake, mesurant vingt-cinq pieds en front sur quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, étant connu comme étant le lot numéro 1054 de la subdivision officielle du lot officiel numéro primitif cent soixante-un des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif, OMER LAPIERRE.
Bureau du shérif. Montréal, 13 mai 1930. 2735—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } RAYMOND MASSON, gentleman, JOSEPH MAURICE BASTIEN, avocat, respectivement d'Outremont et Montréal, dans le district de Montréal, ALPHONSE MILLETTE, agent, et RODERIC-B. MASSON, gentleman, de Terrebonne, et LEON MASSON, agent, de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs fidé-

Two vacant lots of land situate on Grand Boulevard, in Notre Dame de Grace, Ward, City of Montreal, known and designated respectively under Nos. 242 and 243 of the official subdivision of the primitive lot of land one hundred and sixty three (163-242-243) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing each of the said lots fifty feet in width by one hundred and sixty feet in depth, and forming together a total areal of 16,000 feet, English measure and more or less.

An emplacement fronting on Panet street in the city of Montreal, containing twenty feet in front by ninety feet in depth, the whole English measure and more or less—with a house, a garage and other dependencies thereon erected, the said house bearing No. 1462 of Panet street, the said emplacement being known and designated under number seven hundred and thirty one (731) on the official plan and book of reference for Sainte Mary's ward, in the city of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TENTH day of JULY, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, June 4th, 1930. 3186—23-2
[First publication, June 7th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF SAINT-LAMBERT, plaintiff; vs DAME MARIE LOUISE CARON, widow of the late Omer Pelletier, in his lifetime of Saint Cyrille de L'Islet, both personally and as tutrix duly appointed to her minor children, and CYRILLE PELLETIER, farmer, of Saint Cyrille de L'Islet, defendants.

1. A lot situated on Riverside Drive, in the city of Saint Lambert, measuring twenty eight feet in front by one hundred and forty eight feet and one hundred and thirty seven feet and five inches in depth, being known as lot number six hundred and two (602) of official subdivision of original official number one hundred and sixty one of the official plan and book of reference for the parish of Saint Antoine de Longueuil;

2. A lot situated in the city of Saint Lambert, on the southeast side of Mortlake avenue, measuring twenty five feet in front by ninety four feet in depth, being known as lot number 1054 of the official subdivision of official original lot number one hundred and sixty one of the official plan and book of reference for the parish of Saint Antoine de Longueuil.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, the NINETEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 13, 1930. 2736—20-2
[First publication, 17th May, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } RAYMOND MASSON, gentleman, JOSEPH MAURICE BASTIEN, advocate, respectively of Outremont and Montreal, in the district of Montreal, ALPHONSE MILLETTE, agent, and RODERIC B. MASSON, gentleman, of Terrebonne, and LEON MASSON, agent, of Montreal, in their quality of trustees and executors of the

commissaires des biens de la succession de l'Hon. Joseph Masson, en son vivant, marchand, de Montréal, demandeurs; vs PARKER REALTIES, INC., corps politique et incorporé ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défendresse.

Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame Est, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie sud-ouest du lot No quarante (40) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant quarante-quatre (44) pieds de largeur en front jusqu'à la profondeur du passage mitoyen qui existe entre le terrain et la partie nord-est du dit lot, auquel endroit il prend une largeur de 49 pieds et 4 pouces jusqu'à la profondeur du dit lot, le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné en front au sud-est par la rue Notre-Dame Est, en profondeur par les lots Nos 46 et 47 des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté sud-ouest par le No 39 et du côté nord-est par le résidu du dit lot No 40—avec deux maisons en bois et brique à trois étages, portant les anciens numéros 245 à 249, aujourd'hui les numéros civiques 3207, 3209, 3211, 3213, 3215, 3217 de la dite rue Notre-Dame Est; ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble et toutes mitoyennetés pouvant exister, moins cependant ce qui aurait pu être pris sur le dit lot pour l'élargissement de la dite rue Notre-Dame Est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montreal, 13 mai 1930. 2737—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } JOHN MEEK, dentiste,
No E-65041. } demandeur; vs CAMILLE JUTRAS, défendeur.

Un lot de terre ayant front à la rue Bordeaux, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur et soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro mille soixante et quinze, de la subdivision du lot numéro cent soixante et un (161-1075) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, —avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit lot et celles y communiquant, avec aussi toutes les constructions y érigées, soit une maison à trois étages et quatre logis en bois et brique portant les Nos civiques 5624 à 5630 de la dite rue Bordeaux et ses dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant le jugement de l'honorable juge Boyer, en date du 10 mai 1930.

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montreal, 13 mai 1930. 2739—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } J. AMELEE THERIEN,
No 30065. } demandeur; vs ADELARD BRUNET, constructeur, et ERNEST

estate of the late Honourable Joseph Masson, in his lifetime merchant, of Montreal, plaintiffs; vs PARKER REALTIES, INC., a body politic and corporate, having its head-office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

An emplacement situee on the Northwest side of Notre-Dame street East, in the city of Montreal, known and designated as being the Southwest part of lot number forty (40) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Hochelaga, measuring forty four (44) feet in width in front, up to the depth of the 'mitoyen' passage existing between the lot of land and the Northeast part of said lot, at which place it attains a width of 49 feet and 4 inches as far as the depth of the said lot, the whole English measure and more or less, bounded in front, on the Southeast, by Notre-Dame street East, on the depth by lots Nos 46 and 47 of the said official plan and book of reference, on the Southwest side by No. 39 and on the Northeast side by the residue of said lot No. 40—with two wood and brick three story houses, bearing former numbers 245 to 249, actually civic numbers 3207, 3209, 3211, 3213, 3215, 3217 of said Notre Dame street East, such as the whole presently exists, with the servitudes active and passive, apparent or occult attached to the said immovable and any 'mitoyen' rights which may exist, minus however whatever might have been taken from the said lot for the widening of the said Notre Dame street East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 13, 1930. 2738—20-2
[First publication, May 17, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } JOHN MEEK, dentist,
No. E-65041. } plaintiff; vs CAMILLE JUTRAS, defendant.

A lot of land fronting on Bordeaux Street, in the city of Montreal, measuring twenty five feet in width and seventy six feet in depth, English measure, more or less, known and designated under number one thousand and seventy five of the subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-1075) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with right of way in the lane situate in the rear of the said lot and those communicating therewith, with also all the buildings thereon erected, namely a three story house and four dwellings in wood and brick bearing the civic numbers 5624 to 5630 of the said Bordeaux Street and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$750.00 shall be exacted from each and every bidder, according to judgment of the Honourable Judge Boyer, dated May 10, 1930.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 13th, 1930. 2740—20-2
[First publication, May 17th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } J. AMELEE THERIEN,
No. 30065. } plaintiff; vs ADELARD BRUNET, builder, and ERNEST JASMIN,

JASMIN, notaire, in trust, de Montréal, dit district, défendeur.

L'immeuble suivant en la possession du défendeur Ernest Jasmin, In Trust:

Un emplacement situé à Montréal, connu et désigné comme étant une partie de la moitié sud-est du lot numéro cent cinquante-deux (P. 1/2 S. E. 152) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, contenant, la dite partie de lot, environ quarante-huit pieds de largeur par cent trente-six pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et bornée en front par la rue Henri-Julien, en arrière par partie du même lot appartenant à J. Côté ou représentant, au sud-est par le lot numéro cent cinquante-trois et au nord-ouest par la partie du lot numéro cent cinquante-deux appartenant à la Succession G.-B. Burland—avec maison en voie de construction sur le dit emplacement, numéro civique 4644, rue Henri-Julien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mai 1930. 2743—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

notary, in trust, of Montreal, said district, defendant.

The following immovable in the possession of the defendant Ernest Jasmin, In Trust:

An emplacement situate at Montreal, known and designated as being a part of the Southeast half of lot number one hundred and fifty two (Pt. 1/2 S. E. 152) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, the said part of the lot measuring about forty eight feet in width by one hundred and thirty six feet in depth, more or less, English measure, and bounded in front by Henri Julien Street, in the rear by part of the same lot belonging to J. Côté or representative, on the Southeast by lot number one hundred and fifty three and on the Northwest by the part of lot number one hundred and fifty two belonging to the Estate G. B. Burland—with a house in way of construction on the said emplacement, civic number 4644, Henri Julien Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, May 13, 1930. 2744—20-2
[First publication, May 17, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOAR BROCH, directeur-
No C-20265. } gérant, des cité et district de Montréal, demandeur; vs VICTOR E. LAMBERT, défendeur, et WILFRID BESSETTE, avocat, des cité et district de Montréal, distrayant.

Comme appartenant et en la possession du dit demandeur:

Une propriété ayant front sur l'avenue Grey, en la cité de Montréal, et connue sous le numéro cinquante-six du lot officiel numéro deux cent deux (202-56), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 mai 1930. 2539—20-2
[Première publication, le 10 mai 1930 est nulle]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOAR BROCH, managing-
No. C-20265. } director, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs VICTOR E. LAMBERT, defendant, and WILFRID BESSETTE, advocate, of the city and district of Montreal, distracting for costs.

As belonging to and in the possession of the said plaintiff:

A property fronting on Grey Avenue, in the city of Montreal, and known under number fifty six of the official lot number two hundred and two (202-56) on the official plan and book of reference for municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, May 14, 1930. 2540—20-2
[First publication, May 10, 1930 is null]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: ALPHONSE SIMONEAU
No 15179 } de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, cultivateur; contre EUGENIE VIGER, épouse commune en biens de Sieur Aimé Martel, de Saint-Octave de Dosquets, à savoir:

Le lot No 345 (trois cent quarante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé concession nord-est, maintenant de la paroisse de Saint-Octave de Dosquets—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Octave de Dosquets, comté de

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: ALPHONSE SIMONEAU,
No. 15179. } of Sainte-Croix, county of Lotbinière, farmer, against EUGENIE VIGER, wife common as to property of Sieur Aimé Martel, of Saint-Octave de Dosquets, to wit:

The lot No. 345 (three hundred and forty five) on the official cadastre for the parish of Saint Flavien, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the Northeast concession, now of the parish of Saint Octave de Dosquets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Octave de Dosquets, county of Lotbinière,

Lotbinière, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 4 juin 1930. 3155—23-2
[Première publication, 7 juin 1930]
[Deuxième publication, 21 juin, 1930]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } CHARLES EDOUARD
No 59. } BOIVIN, marchand, de
la Cité de Québec, contre MAXIME MORIN,
de la Cité de Québec, à savoir:

La redivision No 12 (douze) de la subdivision No 12 (douze) du lot No 4381 (quatre mille trois cent quatre-vingt-un) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste de la Cité de Québec, étant un emplacement sur le côté ouest de l'avenue Turnbull, contenant 25 pieds et 6 pouces de largeur de la dite avenue, 66 pieds de profondeur dans la ligne sud et 64 pieds et 9 pouces dans la ligne nord—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN
Québec, 4 juin, 1930. 3189—23-2
[Première publication, 7 juin, 1930]
[Deuxième publication, 21 juin, 1930]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS SUR DÉLAISSEMENT.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 178. } ORAM DOYON, ou-
vri- } vrier, de Thetford
Mines, NAPOLEON DOYON, commerçant, de la cité de Québec, NAIS DOYON, épouse séparée de biens de Antoine Couturier, de Montréal, et le dit ANTOINE COUTURIER, mis-en-cause pour autoriser et assister sa dite épouse, demandeurs; contre ATHANASE RHEAUME autrefois de Winslow, comté de Frontenac, et maintenant de Mégantic, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, sur le curateur James Lemay, huissier de la Cour Supérieure, de la ville de Mégantic, district de Saint-François, curateur au délaissement:

Une certaine partie du lot numéro quatre-vingt-onze (91) dans le troisième (3) rang sud-est du canton de Winslow, désigné comme suit: Au sud-est par le chemin du dit rang, au nord-est par la partie du dit lot quatre-vingt-onze, appartenant à Alfred Drouin, au nord-ouest et au sud-ouest par les terrains appartenant à des compagnies d'exploitations forestières, ayant trois arpents de front et donnant cinquante acres, plus ou moins de terrain—avec les bâties, moins une grange construite dans la ligne entre les dits lots.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Winslow (Stornoway) SAMEDI, le DOUZIEME jour du mois de JUILLET prochain, (1930), à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, le 3 juin 1930.
[Première publication, le 7 juin 1930]
3177—23-2

the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, June 4, 1930. 3156—23-2
[First publication, June 7th, 1930]
[Second publication, June 21th, 1930]

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } CHARLES EDOUARD
No. 59. } BOIVIN, merchant, of
the City of Quebec; against MAXIME MORIN,
of the City of Quebec, to wit:

The redivision of No. 12 (twelve) of the subdivision No. 12 (twelve) of lot No. 4381 (four thousand three hundred and eighty one) of the official cadastre for Montcalm ward, now Saint Jean Baptiste ward of the City of Quebec, being an emplacement on the West side of Turnbull Avenue, containing 25 feet and 6 inches in width on the said Avenue, 66 feet in depth in the South line and 64 feet and nine inches in the North line—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, June 4, 1930. 3190—23-2
[First publication, June 7th, 1930]
[Second publication, June 21st, 1930]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS ON SURRENDER.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 178. } ORAM DOYON, labo-
rer, of Thetford Mi-
nes, NAPOLEON DOYON, trader, of the City of Quebec, NAIS DOYON, wife separate as to property of Antoine Couturier, of Montreal, and the said ANTOINE COUTURIER, mis-en-cause, to authorize and assist his said wife, Plaintiff; against ATHANASE RHEAUME, heretofore of Winslow, County of Frontenac, and now of Megantic, District of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant, on the Curator James Lemay, Bailiff of the Superior Court, of the Town of Megantic, District of Saint Francis, Curator to the surrender:

A certain part of lot number ninety one (91) in the third (3) Southeast Range of the Township of Winslow, designated as follows: on the Southeast by the Road of said Range, on the Northeast by part of said lot ninety one, belonging to Alfred Drouin, on the Northwest and Southwest by the lands belonging to lumbering Companies, measuring three arpents in front and making fifty acre of land, more or less—with the buildings, less a barn built on the line between the said lots.

To be sold at the church door of the Parish of Saint Alphonse de Winslow (Stornoway) on SATURDAY, the TWELFTH day of the month of JULY next, (1930), at TWO o'clock in the afternoon, (Standard Time).

C. E. THERRIEN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, June 3rd., 1930.
[First publication, 7th. June, 1930]
3178—23-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } DAME ARTHÉ-
District de Terrebonne. } MISE LEVES-
No 2274. } QUE, de Saint-Philip-
pe, demanderesse; vs
FERDINAND JEAN-LOUIS, de L'Orignal, dé-
fendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant le numéro "543" du cadastre dudit canton de Chatham—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique à Saint-Philippe-d'Argenteuil, (canton de Chatham) dit district, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN 1930, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 10 mai 1930. 2697—20-2
[Première publication, 17 mai 1930]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } EDMOND BELLE-
No 318 (1930) } FEUILLE, de-
mandeur; vs J. FERDINAND VERRET, dé-
fendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Hertel, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro cinquante de la subdivision officielle du lot numéro dix-huit cent vingt-neuf (1829-50) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant trente-deux pieds et neuf pouces de largeur par cent pieds et sept pouces de profondeur dans sa ligne nord-ouest et cent pieds et neuf pouces dans sa ligne sud-est, le tout à mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle qui se trouve en arrière du dit lot et pour son utilité—avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain 1930, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 2 juin, 1930. 3153—23-2
[Première publication, 7 juin, 1930]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 26 mai 1930.

M. Oscar Bouchard, de la cité de Québec, comptable: juge de paix pour le district de Québec.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } DAME ARTHEMI-
District of Terrebonne. } SE LEVESQUE,
No 2274. } of Saint Philippe, plain-
tiff; vs FERDINAND
JEAN-LOUIS, of L'Orignal, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A farm known and designated on the official plan and book of reference for the township of Chatham, as being number "543" on the cadastre for the said township of Chatham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door of Saint Philippe d'Argenteuil, (township of Chatham) said district, on the TWENTY FIRST day of JUNE, 1930, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Jerome, May 10, 1930. 2698—20-2
[First publication, May 17, 1930]

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, to wit: } EDMOND BELLE-
No. 318 (1930). } FEUILLE, plain-
tiff; vs J. FERDINAND VERRET, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on the Northeast side of Hertel street, in the city of Trois-Rivières, known and designated under number fifty of the official subdivision of lot number eighteen hundred and twenty nine (1829-50) on the official cadastre for the city of Trois Rivières, measuring thirty two feet and nine inches in width by one hundred and seven inches in depth in its Northwest line and one hundred and nine inches in its Southeast line, the whole English measure and more or less, with right of way in the lane which is situate in the rear of said lot and for its use—with the two dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office of the district of Trois-Rivières, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, the EIGHTH day of JULY, next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

PHI.-L. LASSONDE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, June 2, 1930. 3154—23-2
[First publication, June 7th, 1930]

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, May 26th., 1930.

Mr. Oscar Bouchard, of the City of Québec. accountant: to be a Justice of the Peace for the District of Québec.

M. Charles La Richelière, de la cité de Québec: juge de paix avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Révisés 1925, chapitre 145, article 358.

M. André Lechasseur, de la paroisse de Sainte-Jeanne D'Arc, comté de Matapédia: juge de paix pour le district de Rimouski.

Québec, le 27 mai 1930.

M. Arthur Tardif, de Boischatel, maire: juge de paix pour le district de Québec.

3137

Mr. Charles La Richelière, of the City of Québec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the District of Québec, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 145, article 358.

Mr. André Lechasseur, of the Parish of Sainte-Jeanne d'Arc, County of Matapédia: to be a Justice of the Peace for the District of Rimouski.

Québec, May 27th., 1930.

Mr. Arthur Tardif, of Boischatel, Mayor: to be a Justice of the Peace for the District of Québec.

3138

Assurances

Avis est par le présent donné que la "Employers Reinsurance Corporation" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance: "de garantie; contre les blessures corporelles et la mort par accident, incluant les pertes ou dommages par accident ou lésions subies par un employé ou toute autre personne pour laquelle l'assuré est responsable, contre la responsabilité pour pertes ou dommages à la propriété causés par un automobile, par les chevaux ou par tout véhicule tiré par un animal", le et après le vingt-huitième jour de mai, 1930.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: Monsieur Kenneth Robertson, Edifice Bank of Toronto, rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quatrième jour de juin, 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

3165—23-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Hartford Fire Insurance Company" l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance: "Feu; Explosion; Grêle; Transport intérieur; Dégâts causés par arroseurs automatiques; Ouragan; Température; Automobile à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne; Aviation; contre les pertes ou dommages à la propriété provenant d'un tremblement de terre"; a été amendé en ajoutant une restriction à l'assurance "Aviation" (à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne), et aussi la classe suivante "contre les dommages intentionnels ou autres à, ou la perte de, la propriété d'aucune sorte, mobilière ou immobilière", le et après le trente-et-unième jour de mai, 1930.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quatrième jour de juin, 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

3167—23-2

Insurances

Notice is hereby given that the "Employers Reinsurance Corporation", has been registered and licensed to transact, throughout the Province of Québec, the business of: "Guarantee Insurance; Insurance against bodily injury and death by accident, including loss or damage from an accident or injury suffered by an employee or other person for which the person insured is liable; Insurance against liability for loss or damage to property caused by an automobile, by horses or by any vehicle drawn by animal power", on and after the twenty-eighth day of May, 1930.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Mr. Kenneth Robertson, Bank of Toronto Bldg, Saint James Street, Montreal.

Given pursuant to Article 121 of the Québec Insurance Act, this Fourth day of June, 1930.

For the Treasurer of the Province of Québec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

3166—23-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "Hartford Fire Insurance Company" authorizing it to transact, throughout the Province of Québec; the business of "Fire Insurance; Explosion Insurance; Hail Insurance; Inland transportation Insurance; Sprinkler leakage Insurance; Tornado Insurance; Weather Insurance; Automobile Insurance excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person; Aviation Insurance; Insurance against loss of, or damage to, property resulting from an Earthquake;" has been amended in adding the restriction (Excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person) to the Aviation Insurance and the class "Insurance against intentional or other damage to, or loss of, property of any kind, real or personal" on and after the thirty-first day of May, 1930.

Given pursuant to article 121 of the Québec Insurance Act, this fourth day of June, 1930.

For the Treasurer of the Province of Québec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

3168—23-2

Avis est par le présent donné que "La Salle Fire Insurance, Company", a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance: "contre le feu; les dégâts causés par arroseurs automatiques; contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre; les ouragans; contre les pertes ou dommages à un automobile par le vol", le et après le vingt-huitième jour de mai 1930.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: Monsieur E.-J. Walsh, 360 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quatrième jour de juin 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 3169—23-2

Avis est par le présent donné que la "Lloyds Casualty Company" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance: "Contre le vol avec effraction; de garantie; bris de glaces; maladie, automobile à l'exception de l'assurance contre les pertes ou dommages par le feu ou le transport; contre les blessures corporelles et la mort par accident; contre les responsabilités pour pertes ou dommages par accident aux employés ou toutes autres personnes; contre les responsabilités pour pertes ou dommages à la propriété", le et après le vingt-neuvième jour d'avril 1930.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: "Alfred-C. Noël, 275 Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quatrième jour de juin, 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 3171—23-2

Notice is hereby given that the "La Salle Fire Insurance, Company", has been registered and licenced to transact, throughout the Province of Quebec, the business of: "Fire Insurance; Sprinkler leakage Insurance; Tornado Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas; Insurance against loss of, or damage to, an automobile by theft", on and after the Twenty eighth day of May, 1930.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Mr. E. J. Walsh, 360 Saint James Street, Montreal.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this fourth day of June, 1930.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3170—23-2

Notice is hereby given that the "Lloyds Casualty Company" has been registered and licensed to transact, throughout the Province of Quebec, the business of: "Burglary Insurance; Guarantee Insurance; Plate Glass Insurance; Sickness Insurance; Automobile Insurance excluding insurance against loss or damage by fire or transportation; Insurance against bodily injury and death by accident; Insurance against liability for loss or damage from accident to employees or other persons; Insurance against liability for loss or damage to property", on and after the twenty-ninth day of April, 1930.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: "Alfred C. Noel, 275 Saint James Street, Montreal.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this fourth day of June, 1930.

For the treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3172—23-2

Département de l'Instruction publique

No 1268-23.

Québec, le 2 juin 1930.

Considérant que l'arrêté ministériel érigeant la municipalité scolaire catholique de Foster, dans le comté de Brome, contient certaines erreurs, il serait opportun de rescinder le dit arrêté ministériel portant le numéro 9, en date du 8 janvier 1925, et de le remplacer par un autre qui établirait d'une manière précise le territoire de cette municipalité scolaire de la manière suivante, savoir:

1. Détacher de la municipalité scolaire de Foster-village, dans le comté de Brome, les lots Nos 1119 à 1143 inclusivement du rang X du canton de Brome; les lots Nos 1380 à 1426 inclusivement du rang XI du même canton;

2. Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bernadin-de-Waterloo, comté de Shefford, les lots Nos 1332 à 1334 inclusivement du rang I du canton de Shefford;

3. Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Etienne-de-Bolton, comté de Brome, les

Department of Education

No. 1268-23.

Quebec, June 2nd., 1930.

Considering that the Order in Council, erecting the Catholic school municipality of Foster, in the County of Brome, contains certain errors, it is expedient to cancel the said Order in Council bearing Number 9, dated January, 8th., 1925, and to replace same by another which shall establish in a exact manner the territory of the said School Municipality in the following manner, to wit:

1. To detach from the School Municipality of Foster-village in the County of Brome, lots Nos. 1119 to 1143 inclusively of Range X of the Township of Brome; lots Nos. 1380 to 1426 inclusively of Range XI in the same Township;

2. To detach from the School Municipality of Saint Bernadin de Waterloo, County of Shefford, lots Nos. 1332 to 1334 inclusively of Range I of the Township of Shefford;

3. To detach from the School Municipality of Saint Etienne de Bolton, County of Brome, Lots

lots Nos 1 à 57 inclusivement du rang I, du canton de Bolton; les lots Nos 136 à 182 inclusivement du rang II du même canton;

4. Détacher de la municipalité scolaire de Bolton-Ouest, comté de Brome, les lots Nos 58 à 77 inclusivement du rang I du canton de Bolton; les lots Nos 183 à 206 inclusivement du rang II du même canton. 3159—23-2

No 434-16.

Québec, 4 juin, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Constant, comté de Laprairie, les lots Nos 1 à 13 inclusivement du rang Saint-François-Xavier; le lot No 132 et les lots Nos 134 à 149 inclusivement de la côte Saint-Ignace, dans la paroisse de Saint-Constant, et d'ériger ce dit territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Delson", même comté. 3161—23-2

No 212-28.

Québec, 2 juin, 1930.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de Saint-Cœur-de-Marie et de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, comté du Lac-Saint-Jean, le territoire compris dans la "Ville d'Isle-Maligne" telle qu'érigée par la Loi 14, Geo. V, Ch. 97, et d'ériger le dit territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Ville d'Isle-Maligne", comté du Lac-Saint-Jean. 3163—23-2

No 678-30.

Québec, 5 juin 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paulin, comté de Maskinongé, le territoire formant actuellement l'arrondissement No 4 comprenant la concession Saint-Charles, dans la paroisse de Sainte-Angèle-de-Prémont, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Angèle-de-Prémont, même comté. 3193—23-2

Nos. 1 to 57 inclusively of Range I of the Township of Bolton; lots Nos. 136 to 182 inclusively of Range II in the same Township;

4. To detach from the School Municipality of West Bolton, County of Brome, lots Nos. 58 to 77 inclusively of Range I in the Township of Bolton; lots Nos. 183 to 206 inclusively of Range II in the same Township. 3160—23-2

No. 434-16.

Quebec, June 4th, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Saint Constant, county of Laprairie, the lots Nos. 1 to 13 inclusively of Saint François Xavier range; the lot No. 132 and lots Nos. 134 to 149 inclusively of Côte Saint Ignace, in the parish of Saint Constant, and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of "Village of Delson", same county. 3162—23-2

No. 212-28.

Quebec, June 2nd, 1930.

Application has been made to detach from the school municipalities of Saint Cœur de Marie and of the parish of Saint Joseph d'Alma, county of Lake Saint John, the territory comprised in the "Town of Isle-Maligne", such as erected by the Act 14, Geo. V, Ch. 97, and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of "Town of Isle Maligne, county of Lake Saint John. 3164—23-2

No. 678-30.

Quebec, June 5, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Saint Paulin, county of Maskinongé, the territory actually forming district No. 4 comprising the Saint Charles concession, in the parish of Sainte Angèle-de-Prémont, and to annex it to the school municipality of Sainte Angèle de Prémont, same county. 3194—23-2

Ministère de l'agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société co-opérative agricole a été constituée dans le comté de Nicolet sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Sylvere", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Sylvere, comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'agriculture,
J.-ANT. GRENIER.

Québec, ce 2ème jour de juin 1930. 3181

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Nicolet, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Sylvere", and that its principal place of business will be in the municipality of Saint Sylvere, county of Nicolet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this second day of June, 1930.

J.-ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

3182

Avis divers

Canada, Province de Québec, municipalité du village de La Malbaie.

Avis public est par les présentes donné que, dans le mois suivant la dernière publication du présent avis, la corporation du village de la Malbaie s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil pour demander l'érection de son territoire plus bas décrit en municipalité de ville sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, sous le nom de Ville de la Malbaie; le chiffre de la population de la dite municipalité est de 2391 tel que constaté au recensement ordonné par la Corporation; les limites de la dite municipalité sont les suivantes:

Le territoire en question comprend les lots suivants du cadastre officiel pour la paroisse de la Malbaie: 455 à 464 inclusivement, 469 à 478 inclusivement, 479 à 579 inclusivement y compris les lots 481a, 522a, 522b, 522c et 564a, la partie nord-est du lot 580 et le lot 581, le dit territoire étant borné comme suit:

Par une ligne partant de l'angle N. E., du lot 581 jusqu'à l'angle N. O. de 581; de là vers le sud en suivant la ligne de profondeur de 581 jusqu'à l'angle S. O., du dit lot; de là vers le sud, par une ligne droite partant de l'angle S. O., de 581 jusqu'à l'angle N. O. de 579; de là vers le sud en suivant le côté est du chemin public de la Rivière-Mailloux jusqu'à la limite N. O., du village de la Pointe-au-Pic; puis vers le N. E., en suivant la limite de la Pointe-au-Pic jusqu'à la ligne de basse marée; de là vers le nord, en suivant la ligne de basse marée jusqu'à la rencontre du prolongement de la limite S. E., de 478; de là vers le N. E., en suivant le prolongement de la ligne S. E., de 478 jusqu'à son intersection avec le côté N. E., du chemin public sur la rive gauche de la rivière; de là vers le N. O., le long du côté N. E., du chemin public jusqu'à l'angle S. O., de 455; de là vers le N. E., jusqu'à l'angle S. E., du même lot; de là vers le N. O., en suivant la ligne de division entre les lots 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 463, 464 et le lot 113, jusqu'à l'angle N. E., de 464; de là vers l'ouest en suivant la limite N. O., de 464 jusqu'à la rencontre du côté N. E., du chemin public; de là suivant le côté N. E., du chemin public jusqu'au prolongement du côté sud du pont; de là vers l'ouest en suivant le dit prolongement et le côté sud du pont jusqu'à la rive droite de la rivière; enfin suivant la rive droite de la rivière jusqu'à l'angle N. E., de 581, point de départ.

La Malbaie, ce 2 juin, 1930.

Le secrétaire-trésorier,
LOUIS-PHILIPPE COUTURIER.
3179—23-4

Bureau-chef

WEST END IMPROVEMENT CORPORATION

Le bureau-chef de la compagnie "West End Improvement Corporation" est situé à la Chambre 200, édifice "Transportation Building", 132 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal.

Montréal, le 4 juin 1930.

Le secrétaire-trésorier,
W. B. STRACHAN.
3191

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, Municipality of the Village of La Malbaie.

Public notice is hereby given that in the month following the last publication of the present notice, the corporation of the Village of La Malbaie will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the erection of its territory herein-under described into a town municipality governed by the Cities and Towns' Act, under the name of Town of La Malbaie; the population of the said municipality is 2391 such as established in the census ordered by the Corporation; the limits of the said municipality are the following:

The territory in question comprises the following official cadastral lots for the parish of La Malbaie: 455 to 464 inclusively, 469 to 478 inclusively, 479 to 579 inclusively, including lots 481a, 522a, 522b, 522c, and 564a, the northeast part of lot 580 and lot 581, the said territory being bounded as follows:

By a line starting from the N. E. angle of lot 581 as far as the N. W., angle of 581; thence, towards the South, following the depth line of 581 as far as the S. W., angle of the said lot; thence, towards the South, by a straight line starting from the S. W., angle of 581 as far as the N. W., angle of 579; thence, towards the South, following the East side of the public road of Rivière Mailloux as far as the N. W., limit of the village of Pointe au Pic; thence, towards the N. E., following the limit of Pointe au Pic as far as the low tide line; thence, towards the North, following the low tide line as far as the meeting point of the extension of the S. E., limit of 478; thence towards the N. E., following the extension of the S. E., line of 478, as far as its intersection with the N. E., side of the public road on the left bank of the river; thence, towards the N. W., along the N. E., side of the public road as far as the S. W. angle of 455; thence, towards the N. E., as far as the S. E. angle of the same lot; thence, towards the N. W., following the division line between lots 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 463, 464 and lot 113, as far as the N. E., angle of 464; thence, towards the West, following the N. W., limit of 464 as far as the meeting point on the N. E., side of the public road; thence, following the N. E., side of the public road as far as the extension on the South side of the bridge; thence, towards the West, following the said extension and the South side of the bridge as far as the right bank of the river; finally, following the right bank of the river as far as the N. E., angle of 581, the starting point.

La Malbaie, this 2nd of June, 1930.

LOUIS PHILIPPE COUTURIER,
3180—23-4 Secretary-Treasurer.

Chief Office

WEST END IMPROVEMENT CORPORATION

The head office of the "West End Improvement Corporation", is located at Room 200, "Transportation Building", 132 Saint James Street West, Montreal.

Montreal, June 4th, 1930.

W. B. STRACHAN,
3192 Secretary-Treasurer.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure en Faillite, No 188. In re: National Lime Corporation, Saint-Marc-des-Carières, Québec, en faillite; vs Georges Duclos, syndic requérant.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Bankruptcy Act No. 188. In re: National Lime Corporation, Saint-Marc des Carrières, Co. Portneuf, Qué.; bankrupt; & Georges Duclos, trustee petitioner.

AVIS DE VENET

NOTICE OF SALE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du registraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-des-Carières, dans le comté de Portneuf, province de Québec, le SAMEDI, le DOUZIEME jour de JUILLET, 1930, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée), l'immeuble ci-après désigné:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, will be sold by public auction, at the door of the Church of the parish of Saint Marc des Carrières, County of Portneuf, Province of Quebec, on SATURDAY, the TWELFTH day of JULY, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time) the immovable hereinafter described:

DÉSIGNATION

DESIGNATION

Un lopin de terre de forme irrégulière, situé à Saint-Marc-des-Carières, dans le comté de Portneuf, connu et désigné comme faisant partie des lots Nos trois cent quatre-vingt-onze et trois cent quatre-vingt-douze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, borné le dit emplacement, au nord-est par la route de Saint-Marc-des-Carières, au sud-ouest par le chemin de fer Canadien National, au sud en ligne droite, par l'emplacement de MM. Nault & Darveau, ou représentants, et formant le dit emplacement, une superficie d'environ six arpents, plus ou moins.

A lot of land of irregular shape, situated at Saint Marc des Carrières, in the County of Portneuf, known and designated as forming part of lots numbers three hundred and ninety one and three hundred and ninety five, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Deschambault, in the County of Portneuf, bounded the said emplacement, on the North-east by the road of Saint Marc des Carrières, on the South-west by the Canadian National Railway Company, to the South on a right line by the emplacement of MM. Nault & Darveau, or representatives, and forming the said emplacement, a superficies (area) of about six acres, more or less.

Avec un fourneau à chaux et autres bâtisses dessus érigées.

With a lime oven and other buildings thereon erected.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit emplacement.

As the whole now stands, with all servitudes active or passive, apparent or otherwise, attached to the said emplacement.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, Chapitre 11, et aura l'effet du décret.

The said sale will be made in virtue of article 45, of the Bankruptcy Act, paragraphs Nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada 1927, Chapter 11, and will have the effect of a Sheriff's sale.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10 rue Saint-Jacques Est,
Montréal, P. Q.

3173—23-2

10 East Saint James Street,
Montreal.

3174—23-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 23

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Baillargeon vs Lemieux.....	2054
" Hymovitz vs Morris.....	2054
" Labbé vs Champagne.....	2055
" Lafrenière vs Léveillé.....	2054
" Lareau vs Carreau.....	2054
" Malkowska vs Herscovitch.....	2055
" Mouzer vs Cooper.....	2053
" O'Neil vs Lawton.....	2053
" Rancourt vs Pépin.....	2054
" Thibault vs Bélanger.....	2055
" Wasserman vs Flaishacker alias Fleisher.....	2054

Dame Baillargeon vs Lemieux.....	2054
" Hymovitz vs Morris.....	2054
" Labbé vs Champagne.....	2055
" Lafrenière vs Léveillé.....	2054
" Lareau vs Carreau.....	2054
" Malkowska vs Herscovitch.....	2055
" Mouzer vs Cooper.....	2053
" O'Neil vs Lawton.....	2053
" Rancourt vs Pépin.....	2054
" Thibault vs Bélanger.....	2055
" Wasserman vs Flaishacker alias Fleisher.....	2054

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Alain vs Lantagne.....	2055	Alain vs Lantagne.....	2055
Aylett vs Brochett.....	2055	Aylett vs Brochett.....	2055

ANNONCEURS:—Avis aux.....	2021	ADVERTISERS:—Notice to.....	2021
---------------------------	------	-----------------------------	------

ASSURANCES:—

Employers Reinsurance Corporation....	2087
Hartford Fire Insurance Co.....	2087
La Salle Fire Insurance Co.....	2088
Lloyds Casualty Company.....	2088

INSURANCES:—

Employers Reinsurance Corporation....	2087
Hartford Fire Insurance Co.....	2087
La Salle Fire Insurance Co.....	2088
Lloyds Casualty Company.....	2088

AVIS DIVERS:—

Municipalité scolaire No 1 de la Côte Saint-Laurent.....	2056
Village de La Malbaie.....	2090

MISCELLANEOUS NOTICES:—

School Municipality No. 1 of Côte Saint Laurent.....	2056
Village of La Malbaie.....	2090

BUREAU-CHEF:—

Beauharnois Construction Co.....	2056
Beauharnois Land Company.....	2056
Beauharnois Light Heat & Power Co....	2057
Beauharnois Transmission Co.....	2057
Bilodeau, Limitée.....	2057
G. & G. Engineering & Sales, Ltd.....	2057
Renards Argentés Beetz, Ltée.....	2058
West End Improvement Corp.....	2090

CHIEF-OFFICE:—

Beauharnois Construction Co.....	2056
Beauharnois Land Company.....	2056
Beauharnois Light Heat & Power Co....	2057
Beauharnois Transmission Co.....	2057
Bilodeau, Limitée.....	2057
G. & G. Engineering & Sales, Ltd.....	2057
Renards Argentés Beetz, Ltée.....	2058
West End Improvement Corp.....	2090

CHARTRE—ABANDON DE:—

Bois & Matériaux, Ltée.....	2058
-----------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

Lumber & Building Supply, Ltd.....	2058
------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, ETC.:—

Société de Pêcheries Coopératives de l'Isle Verte.....	2053
---	------

DEPARTMENT OF COLONIZATION, ETC.:—

Isle Verte Fishermen's Cooperative Asso- ciation.....	2053
--	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Foster.....	2088
Sainte-Angèle-de-Prémont.....	2089
Village de Delson.....	2089
Ville d'Isle-Maline.....	2089

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Foster.....	2088
Sainte-Angèle-de-Prémont.....	2089
Village of Delson.....	2089
Town of Isle Maligne.....	2089

ERRATUM:—

Angers, Noel & Cie, Ltée.....	2058
-------------------------------	------

ERRATUM:—

Angers, Noel & Cie, Ltée.....	2058
-------------------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Association des Hommes d'Affaires du Nord Inc.....	2022
Burst of Canada, Ltd.....	2025
Canada Crate Co., Ltd.....	2028
Dominion Logging & Contracting Co., Ltd.....	2031
Dupré & Ménard, Inc.....	2035
J. H. Victor & Son, Inc.....	2037
J. Malkin, Ltd.....	2038
Joe Horner, Limited.....	2039
La Beauceronne, Inc.....	2044
Lachine Curling Club, Inc.....	2044
La Maison Lucille, Inc.....	2045
Martin-Paquette, Ltée.....	2046

LETTERS PATENT:—

Association des Hommes d'Affaires du Nord Inc.....	2022
Burst of Canada, Ltd.....	2025
Canada Crate Co., Ltd.....	2028
Dominion Logging & Contracting Co., Ltd.....	2031
Dupré & Ménard, Inc.....	2035
J. H. Victor & Son, Inc.....	2037
J. Malkin, Ltd.....	2038
Joe Horner, Limited.....	2039
La Beauceronne, Inc.....	2044
Lachine Curling Club, Inc.....	2044
La Maison Lucille, Inc.....	2045
Martin-Paquette, Ltée.....	2046

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Fifth Avenue Theatre Corporation.....	2051
General Property Corporation.....	2051
Montreal Light, Heat & Power Consoli- dated.....	2051
Nancekivell Motors, Limited.....	2052

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Fifth Avenue Theatre Corporation.....	2051
General Property Corporation.....	2051
Montreal Light, Heat & Power Consoli- dated.....	2051
Nancekivell Motors, Limited.....	2052

Shaw & Begg, Inc.....	2052	Shaw & Begg, Inc.....	2052
Siscoe Gold Mines Co., Ltd.....	2053	Siscoe Gold Mines Co., Ltd.....	2053
LIQUIDATION, AVIS DE:—		WINDING UP NOTICES:—	
Eusèbe Labelle & Fils.....	2058	Eusèbe Labelle & Fils.....	2058
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Société Coopérative Agricole de Saint-Sylvere.....	2089	Société Coopérative Agricole de Saint-Sylvere.....	2089
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Dupont, Joseph-Exoré.....	2059	Dupont, Joseph-Exoré.....	2059
Labrèque, Ernest.....	2059	Labrèque, Ernest.....	2059
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses.....	2086	Miscellaneous.....	2086
SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Saint-Antoine-de-Padoue-de-Kempt....	2059	Saint-Antoine-de-Padoue-de-Kempt.δ... 2059	
VENTES, LOI DE FAILLITES:—		SALES, BANKRUPTCY ACT:—	
Brennan, Jérémie <i>et al.</i>	2061	Brennan, Jérémie <i>et al.</i>	2061
Dumais, Philippe.....	2061	Dumais, Philippe.....	2061
Ethier, Dame Délia.....	2065	Ethier, Dame Délia.....	2065
J.-O. Lambert & Cie.....	2062	J.-O. Lambert & Cie.....	2062
Lefebvre, Lucien.....	2060	Lefebvre, Lucien.....	2060
Mailhot, Moïse.....	2062	Mailhot, Moïse.....	2062
Monette, Ambroise.....	2066	Monette, Ambroise.....	2066
Monette, J.-O.-A.....	2065	Monette, J.-O.-A.....	2065
Montague Investments, Ltd.....	2060	Montague Investments, Ltd.....	2060
National Lime Corporation.....	2091	National Lime Corporation.....	2091
Thiffault, S.-Donat.....	2063	Thiffault, S.-Donat.....	2063
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Boudrias vs Côté <i>et al.</i>	2067	Boudrias vs Côté <i>et al.</i>	2067
Munharvey vs Hetherington <i>et al.</i>	2067	Munharvey vs Hetherington <i>et al.</i>	2067
VENTE POUR TAXES:—		SALE FOR TAXES:—	
Ville Montréal-Nord.....	2069	Town of Montreal North.....	2069
Ville Saint-Michel.....	2073	Town of Saint-Michel.....	2073
VENTES PAR LES SHERIFFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
La Cie Frank Blais, Ltée vs Soumis.....	2074	La Cie Frank Blais, Ltée vs Soumis.....	2074
Thibodeau <i>et al</i> vs Pelland.....	2074	Thibodeau <i>et al</i> vs Pelland.....	2074
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Lagueux vs Paré <i>et al.</i>	2074	Lagueux vs Paré <i>et al.</i>	2074
Lagueux vs Roy <i>et al.</i>	2075	Lagueux vs Roy <i>et al.</i>	2075
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
Gregory vs Thérour.....	2076	Gregory vs Thérour.....	2076
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Gagnon vs Harvey.....	2076	Gagnon vs Harvey.....	2076
La Cie Desjardins vs Brassard.....	2076	La Cie Desjardins vs Brassard.....	2076
HULL:—		HULL:—	
Filion vs Berichon.....	2077	Filion vs Berichon.....	2077

IBERVILLE:—

Lalanne vs Marien.....	2077
Ville d'Iberville vs Canadian Last Block, Ltd.....	2078

JOLIETTE:—

Forest vs Viger.....	2078
Rondeau vs Clermont.....	2079

KAMOURASKA:—

Jean vs Soucy.....	2079
--------------------	------

MONTREAL:—

Broch vs Lambert.....	2084
Cité de Saint-Lambert vs Dennis.....	2080
Cité de Saint-Lambert vs Caron <i>et al.</i>	2082
Industrial Loan & Investment Corp. vs Gadbois.....	2081
Masson <i>et al</i> vs Parker Realities, Inc.....	2082
Meek vs Jutras.....	2083
Thérien vs Brunet.....	2083

QUÉBEC:—

Boivin vs Morin.....	2085
Simoneau vs Viger.....	2084

SAINT-FRANÇOIS:—

Doyon <i>et al</i> vs Rhéaume.....	2085
------------------------------------	------

TERREBONNE:—

Lévesque vs Jean-Louis.....	2086
-----------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Bellefeuille vs Verret.....	2086
-----------------------------	------

IBERVILLE:—

Lalanne vs Marien.....	2077
Town of Iberville vs Canadian Last Block, Ltd.....	2078

JOLIETTE:—

Forest vs Viger.....	2078
Rondeau vs Clermont.....	2079

KAMOURASKA:—

Jean vs Soucy.....	2079
--------------------	------

MONTREAL:—

Broch vs Lambert.....	2084
City of Saint Lambert vs Dennis.....	2080
City of Saint Lambert vs Caron <i>et al.</i>	2082
Industrial Loan & Investment Corp. vs Gadbois.....	2081
Masson <i>et al</i> vs Parker Realities, Inc.....	2082
Meek vs Jutras.....	2083
Thérien vs Brunet.....	2083

QUÉBEC:—

Boivin vs Morin.....	2085
Simoneau vs Viger.....	2084

SAINT FRANCIS:—

Doyon <i>et al</i> vs Rhéaume.....	2085
------------------------------------	------

TERREBONNE:—

Lévesque vs Jean-Louis.....	2086
-----------------------------	------

TROIS-RIVIERES:—

Bellefeuille vs Verret.....	2086
-----------------------------	------